

## fin semaine17 -2018

angers.....	2
Angers: L'extrême-droite agresse physiquement des membres de l'Étincelle.....	2
ariege.....	4
Couflens, France : Contre la réouverture d'une mine de tungstène – 26 avril.....	4
besançon.....	5
Besançon : Hironnelles de passage à l'école de commerce.....	5
briançon.....	5
Entre le contrôle des frontières et la répression.....	5
Solidarité avec Eleonora Bastien et Theo.....	8
Baumettes : 3 potes incarcéré-es : organisons la solidarité !( Mise à jour).....	8
Génération identitaire continu ses intimidations.....	9
bure.....	10
Appel à rassemblement en soutien aux procès du 23 mai à Bar-le-Duc / Call for a gathering to support the trials of May 23rd in Bar-le-Duc.....	10
Le 16 juin 2018, Bure s'invite à Bar ! Appel à converger !.....	11
canada.....	12
Des nouvelles de Cedar.....	12
Pas de quartier pour les fachos, pas de fachos dans nos quartiers.....	13
Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec : La gentrification à coups de marteau !.....	13
France.....	14
Des mauvais moments pour les bleus (fin mai 2018).....	14
Geneve.....	17
Un bloc chanmé et animé pour le 1er mai.....	17
italie.....	18
Italie : Des nouvelles du procès Scripta Manent – mars 2018.....	18
montpellier.....	21
Montpellier, France : Le coût de l'émeute du 14 avril .....	21
montpellier.....	21
La CGT : Des chiens de berger déguisés en loups.....	21
nantes.....	31
27 avril à Nantes : le carnaval des agités !.....	31
nicaragua.....	32
Nicaragua: manifestationinsurrectionelle contre des contre réformes des retraites.....	32
nice.....	33
Nice, France : Evasions à l'ancienne du centre de rétention.....	33
région parisienne.....	33
Rassemblement samedi 18h00 suite à une agression raciste & homophobe et des violences policières	33
Tergnier – Chauny, France : Sabotage de train de marchandises aux lourdes conséquences – 24 avril	34
paris.....	35
1er mai parisien : La bataille d'Austerlitz [MAJ 2, du 4/05].....	35
A propos de violences et insurrection.....	40
Réflexions sur la casse en manif et les évènements du 1er mai à Paris.....	41
[Offre d'emploi H/F :] Le black bloc recrute.....	46
à celles et ceux qui pleurent un abribus pété, un McDo saccagé.....	48
Rouen.....	49
Récits du 1er mai à Rouen.....	49
anti-autoritaire, round 666.....	50
poitier.....	50
Poitiers (Vienne) : A la fac comme dans la rue, les murs (par centaines) prennent la parole !.....	50

russe.....	52
“Are You a Bitch Yet?” FSB Makes New Threats to Framed and Tortured Antifascist Viktor Filinkov	52
Mayday solidarity appeal by Russian anarchists.....	54
USA.....	55
A Note on Recent FBI Visits in Seattle.....	55
Happy May Day: Bank smashed and vandalized in Olympia, WA.....	56
The Cops Ain’t Shit, Slaps Everywhere, and Expropriated BikeShare Bikes: More Autonomous Action in Seattle.....	57
Thoune, Suisse : Incendie de deux bagnoles de Securitas, rouage central de la machine à expulser	58
toulouse.....	59
En mai, dépave ce qu'il te plaît !.....	59
turin.....	61
Turin (italie) : Camille part en cavale.....	61
D’autres (belles) aventures.....	61
zad.....	62
ZAD de NDDL : Une personne de plus envoyée en taule – 25 avril [+ Un point sur les conséquences du processus de légalisation en cours].....	62
Teillé, France : Incendie chez un autre collabo des expulsions sur la ZAD.....	63
Faut qu'ça saigne.....	64
Le Blanc (Indre) : Mais où sont donc stockées les armes des gendarmes ?.....	65
Rassemblement devant la prison, 5 mai 2018.....	65
Face aux attaques de l’état et ses relais internes : guérilla sociale anti-autoritaire !.....	66
[Agitation] Foutre la merde: tout un art.....	68
[ZAD NDDL] Bilan de la semaine du 23 avril au 29 avril 2018 - Le maintien de l’ordre fait mal !	69
Souffle Coupé / Projet Noé Bernard Zad NDDL (dim. 6 mai).....	70
Berlin (Allemagne): incendies en solidarité avec les occupant.e.s de la ZAD.....	73
Lâche l'Appel, prend la pioche.....	74
Fouiller dans les ruines de ses souvenirs.....	76

## angers

### [Angers: L’extrême-droite agresse physiquement des membres de l’Étincelle](#)

 publié le mercredi 2 mai 2018 à 05:15 | . |

L’Étincelle, lieu associatif alternatif, militant et culturel proposant des activités ouvertes à tous et toutes (et pas seulement aux personnes « blanches »...) depuis plus de 20 ans à Angers a régulièrement été la cible des identitaires, fascistes et autres groupes d’extrême-droite angevins. À coups de croix gammées ou de messages signés par le GUD (une ancienne organisation étudiante française d’extrême droite réputée pour ses actions violentes), leur petit rituel de venir peinturlurer notre portail a pris de l’ampleur depuis le mouvement Manif pour Tous.

Les fachos ont ouvert au mois de janvier un bar plus ou moins clando à Angers (l’Alvarium) et cherchent à tout prix à se donner une image d’enfants de chœur « qui font du social », se photographiant en allant distribuer des sandwiches au porc aux SDF qu’ils considèrent comme suffisamment blancs, se targuant ainsi de venir en aide à leur Prochain (à condition qu’il soit « français de souche ») et prétendant être des jeunes « à cheval sur la loi ».

Ces charmants enfants de chœur ont visiblement trouvé une nouvelle façon d'aider leur Prochain la semaine dernière : en lui cassant la gueule en pleine rue.

En effet, outre le fait que nous ayons retrouvé un tag identitaire sur notre hall d'entrée, et la semaine dernière, de la colle dans les serrures, ils s'en sont pris physiquement à des personnes.

Lundi de la semaine dernière des membres de l'Étincelle se sont retrouvés encerclés par des individus se présentant comme des « membres de l'Alvarium ». Les membres de l'Étincelle se sont littéralement fait racketter puis agresser physiquement. Nez en sang, coup de poing, de pieds, etc. Nos camarades se sont fait agresser parce que « membres de l'Étincelle » et portaient des sweats « antifa » et des badges de musique... Parmi ces enfants de chœur, on aura facilement reconnu Paul Alexis Husak et Baudouin Le Nalio, qui commencent à cumuler les actions « pas très légales » type agressions, provocations, etc.

Outre le fait qu'ils véhiculent des idées de haine sur les réseaux sociaux, ils sont aussi violents dans la vraie vie, et ne se gênent pas pour cogner des personnes qu'ils soupçonnent être de près ou de loin « antifascistes/zadistes/communistes/membres de l'Étincelle ».

L'Étincelle apporte tout son soutien aux camarades victimes de ces violences et les soutiendra dans toutes les démarches qu'ils souhaiteront entreprendre contre les fascistes. De plus nous invitons toutes et tous ses membres du lieu, et tous et toutes ses sympathisant.e.s à se méfier lorsqu'ils et elles croisent ce type d'individus dans la rue, et les invite également à se montrer vigilant.e.s lors des rassemblements divers à ne pas tomber seul.e.s devant ces types-là. Elle invite aussi les personnes victimes d'agressions à ne pas rester seules et à signaler s'ils et elles reconnaissent ces individus.

Nous n'avons visiblement pas la même perception de ce que pourrait évoquer « aider son prochain », et encore moins la même notion de ce qui est légal et ce qui ne l'est pas. En attendant, nous, membres de l'Étincelle, de quel collectif ou horizon soit-on, n'avons jamais cassé la gueule à qui que ce soit en pleine rue pour une inscription sur un sweat-shirt ou pour un badge, et c'est là toute la différence.

**Quoi qu'il advienne l'Étincelle est et restera un lieu viscéralement antifasciste, tenez-le-vous pour dit.**

**ariego**

## Couflens, France : Contre la réouverture d'une mine de tungstène – 26 avril

A Couflens (Ariège), la société « Varsican Mines » a obtenu un permis exclusif de recherches minières (PERM) dans l'ancienne mine de tungstène de Salau, exploitée entre 1971 et 1986. « Les travaux d'exploration prévus ont pour objectif d'évaluer les réserves, ainsi que la faisabilité d'une usine métallurgique de transformation du tungstène dans le département de l'Ariège » s'était vanté en octobre 2016 le secrétariat d'Etat à l'Industrie. Depuis, des études sont en cours pour tenter de réalimenter en tungstène made in France l'industrie de l'armement et l'aéronautique qui sont très friandes de ce métal précieux, malgré les protestations citoyennes et écologistes locales contre la réouverture de cette mine.

Mais une autre voix est enfin venue s'inviter au débat, anonyme et ravageuse, celle de l'action directe contre ce projet de mort. **Dans la nuit du 25 au 26 avril, un sabotage incendiaire a ainsi largement endommagé les installations existantes (le bâtiment technique et**



**les bureaux). Plusieurs dizaines de milliers d'euros avaient été récemment investis pour la rénovation de ces bâtiments.**

**Dans l'atelier, les incendiaires ont d'abord défoncé un mur à coups de masse à l'arrière de l'atelier, avant d'y introduire plusieurs pneus qui gisaient à l'extérieur et d'y mettre le feu. Une cuve contenant 18.197 litres de fioul a explosé dans l'incendie et un groupe électrogène a été détruit, tout comme le toit de l'atelier, dont la charpente métallique a en partie fondu. Dans les bureaux, un second départ de feu a endommagé le sol en PVC.**

[Reformulé de la presse locale]

## **besançon**

### Besançon : Hirondelles de passage à l'école de commerce

A l'aube du lundi 30, des hirondelles sont venues cracher leur rage sur les murs de l'école de commerce. Est-ce vraiment nécessaire de justifier cette aversion pour ce monde, qui sacralise le fric et la marchandise au détriment des vies humaines ?

Dans cette école, on y apprend, entre autres, à obéir, aux ordres des chefs comme à la loi du marché, en même temps à assouvir les pulsions du consommateur et à lui créer de nouveaux besoins. Pour faire tourner la boutique, on dégage les pauvres, aux confins des villes, espaces entièrement réservés aux riches. Pour s'être accaparés ou avoir attaqué la propriété et la marchandise, c'est la prison qui les attend.

En quelques battements d'ailes, **plus d'une quinzaine de chiures colorés sont apparues sur la façade et quelques messages : « VOTRE MONDE EST UNE ZONE A DETRUIRE », « NOS PAVES NE SONT PAS COTES EN BOURSE », « ECOLE DE MOUTON », « PLUTOT AGITATEURS QUE VENDEUR », « LE 1ER MAI, ON FAIT LA FÊTE AUX BOURGES »...** En repartant, quelques coups de bec ont été mis dans les pneus des voitures garées devant le bâtiment.

*“Ils peuvent tuer toutes les hirondelles, ils n’empêcheront pas la venue du printemps.” Proverbe afghan*

## briançon

### Entre le contrôle des frontières et la répression...

Texte d'analyse sur la répression des migrants et des personnes solidaire. Article repris depuis [Cévennes sans frontières](#).

**Le récent amendement adopté par l'assemblée nationale concernant l'aide à la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger a été présenté par le gouvernement comme un assouplissement et une clarification de ce qui est communément désigné par « *délit de solidarité* ». Tout en détournant quelque peu l'attention du reste du contenu régressif du projet de loi « *pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie* », et en s'appuyant sur l'incarcération de plusieurs militants dans les Hautes Alpes, le gouvernement entend affirmer sa main mise sur le contrôle de ses frontières et la répression de ses opposants.**

#### **Le délit de solidarité ou comment faire taire toute contestation**

Dans une déclaration récente, le ministre de l'Intérieur a exposé sa volonté de définir « *plus strictement* » les critères d'exemptions prévus à l'[article 622-4](#) du Ceseda<sup>1</sup> permettant de ne pas donner lieu à des poursuites pénales aux personnes venant en aide aux étrangers en situation irrégulière. Parmi ceux-ci, la modification principale porte sur l'ajout de la notion d'aide à la circulation. Dans la pratique, de nombreux cas de personnes étaient poursuivies pour avoir aidé des exilés en les transportant d'un point à un autre du territoire.

Mais si le gouvernement déclare que les personnes « *qui accordent des secours occasionnels* » ne seront plus poursuivies, il prévoit également que la distinction avec « *toutes celles qui voudraient détourner la volonté de l'État de contrôler les frontières* » soit davantage prise en compte. Ainsi, l'[exposé des motifs](#) présentant l'amendement, sur lequel un juge pourra se référer lors d'un procès en cas de doute sur la volonté du législateur, affirme clairement cette distinction : « *ces actes ne peuvent être mis sur le même plan que ceux visant à faciliter l'entrée irrégulière sur le territoire : l'État a le droit et la responsabilité de contrôler ses frontières, et ne peut tolérer le contournement de ces contrôles, contournement bien souvent motivé par une*

---

1

*volonté politique, celle de faire échec à l'action de l'État, plutôt que par le souhait de venir au secours de situations de détresse. »*

Une ligne aux contours aussi flous qu'arbitraires, est donc dressée entre les personnes apportant un soutien désintéressé et sans contrepartie, et celles dont la volonté dépasserait les strictes considérations humanitaires. Elle vient d'ailleurs confirmer les récents jugements<sup>2</sup> de la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui estime que « *n'entrent pas dans les exemptions prévues par la loi les actions militantes qui s'inscrivent moins dans la réponse à une situation de détresse que dans une contestation globale de la loi, contestation qui constitue en elle-même une contrepartie.* » La justice décidera donc du caractère politique apporté à l'aide, et le cas échéant, pourra sanctionner les contrevenants.

Ainsi, l'aide consistant à donner des cours de français, proposer un hébergement, fournir des soins médicaux, ou toute forme de soutien destinée à suppléer aux carences de l'état, est donc exonérée de poursuites. Par contre, les solidarités qui remettent en cause le bien fondé du système des contrôles migratoires et affirment le caractère politique des actions entreprises tombent, elles, sous le joug de la répression. En toute logique sécuritaire, il demeure possible d'accompagner la misère engendrée, mais pas de la contester ou de la combattre.

### **Le délit de solidarité ou l'arbre qui cache la forêt**

Les nombreuses actions de soutien mises en place dans le Calaisis, dans la vallée de la Roya ou dans le Briançonnais, et les poursuites judiciaires engagées contre des aidants ont rencontré de larges échos partout sur le territoire. Le caractère inhumain et les difficultés rencontrées par les exilés pour franchir les obstacles qui obstruent leur route font l'objet d'une critique assez unanime, tout du moins parmi les personnes non-hostiles à l'immigration. Accueillir, donner un coup de main ou faire passer un col montagnard à des personnes dans le besoin est pleinement légitime, tout comme assurer une défense collective face à la menace judiciaire qui pèse sur les personnes solidaires. Toutefois, les intimidations grossières portées par les gouvernements européens ne doivent pas ni nous faire perdre de vue le caractère fondamentalement répressif des frontières, ni le fait que les exilés sont les premières personnes à en payer les frais.

Très largement, la répression est le quotidien de toutes les personnes bloquées par le système de contrôle des frontières, et elle s'exerce sous diverses formes : refoulements illégaux, violences policières, enfermements, humiliations et harcèlements, complicité avec les milices fascistes, assimilation de la migration à des réseaux mafieux ou à la menace terroriste... De nombreux exemples attestent que ces cas ne sont ni isolés, ni le fait du hasard. Le [6 février 2014](#), plus de 15 exilés tentant de pénétrer à la nage dans l'enclave espagnole de Ceuta ont été attaqués par la garde civile et ont perdu la vie, noyés dans les eaux de la méditerranée. Le [16 septembre 2015](#), Ahmed H. piégé comme de nombreux réfugiés à la frontière serbo-hongroise lors de la fermeture de la route des Balkans fut arrêté puis condamné à 10 ans de réclusion pour avoir soi-disant mis en péril la sécurité de l'état hongrois. Le [18 juillet 2017](#), suite à une protestation pacifique contre les conditions de vie dans le camp de Moria sur l'île grecque de Lesbos, 35 exilés furent arrêtés arbitrairement et demeurent à ce jour emprisonnés, leurs procès se déroulant actuellement. La [récente incarcération](#) de trois personnes et le passage à tabac d'un militant par les forces de l'ordre, suite à une manifestation où plusieurs centaines de personnes solidaires et exilées ont franchi côte à côte la frontière franco-italienne dans le Briançonnais, montre clairement que toute opposition de nature à remettre en cause les entraves à la liberté de circulation sera réprimée.

---

2

N'oublions pas que la frontière est un instrument créé artificiellement pour renforcer le pouvoir des états, et un obstacle à la reconnaissance à un droit aujourd'hui fondamental : celui du droit à la mobilité. Se soustraire à ce constat, tant en paroles qu'en actes, ne peut conduire que vers une critique apolitique des réels enjeux qui se posent, ne questionnant ni les fondements sur lesquels se basent la fermeture des frontières, ni leurs objectifs. Les frontières sont l'un des piliers de la construction et du développement de l'Union européenne et de ses états membres. S'attaquer à leur bien fondé, et par conséquent à l'ordre et au contrôle desquels elles ne peuvent être dissociées, ne peut faire abstraction d'une remise en cause bien plus globale des libertés et des droits de chacun, d'un côté comme de l'autre de la frontière.

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

L'agriculteur Cédric Herrou a ainsi été condamné en appel à Aix-en-Provence le 8 août 2017 à quatre mois de prison avec sursis. L'avocat général avait estimé qu'il ne pouvait bénéficier des exemptions prévues par l'article L622-4 du Cesda, car « *lorsque l'aide s'inscrit dans une contestation globale de la loi, elle n'entre pas dans les exemptions prévues mais sert une cause militante qui ne répond pas à une situation de détresse. Cette contestation constitue une contrepartie* » à l'aide. Un enseignant-chercheur, Pierre-Alain Mannoni, a, lui aussi, été condamné à deux mois de prison avec sursis sur les mêmes fondements par la même juridiction, qui estimait que ce dernier s'inscrivait dans « *une démarche d'action militante en vue de soustraire des étrangers aux contrôles* ».

## Solidarité avec Eleonora Bastien et Theo

Reçu aujourd'hui en soutien de nos trois camarades incarcérés à Marseille.

Petit message depuis les Cévennes, pour affirmer notre solidarité aux 3 camarades incarcérés pour avoir participé à la manifestation contre la fermeture des frontières dimanche 22 avril dans le Briançonnais. Liberté pour Eléonora, Bastien et Théo!  
Ni frontières, ni prisons !



## Baumettes : 3 potes incarcérés-es : organisons la solidarité ! ( Mise à jour)

[marseille infos autonome](#)

Une camarade était déjà en prison à Marseille mais suite à un transfert tout le monde est actuellement à Marseille : le Manba appelle à organiser la solidarité sans tarder !

## **En traversant la frontière... Marche contre les frontières**

25 avril

Suite à la mobilisation antifasciste de ce week-end au Col de l'Échelle – Briançon (cf. en réponse à la milice constituée sur la frontière par Génération Identitaire), 6 arrestations ont eu lieu. Les personnes sont passées en comparution immédiate mardi pour aide à l'entrée irrégulière en bande organisée !

Un pas a été franchi : et dans le chef d'inculpation, et parce que 3 personnes qui avaient demandé le report de leur audience ont été placées en détention !

En taule pour une manifestation !

Depuis mardi, une copine italienne est au quartier des femmes aux Baumettes, dans l'attente de son procès le 31 mai. Deux copains suisses ont d'abord été détenus à Gap, avant d'être transférés eux aussi aux Baumettes hier ! Le Parquet a pris prétexte des rassemblements de soutien organisés (y compris par des collectifs citoyens) pour justifier ce transfert (raisons officielles de sécurité), espérant casser et diviser la solidarité qui s'organise de part et d'autre de la frontière.

Le Manba prend part active au soutien anti-répression pour ne pas laisser ces personnes, sans casier judiciaire, sans expérience carcérale et parfois sans expérience militante tout court, isolées dans l'enfer des Baumettes (une des pires prisons d'Europe).

Pour toute demande d'information, n'hésitez pas à nous contacter. Y compris si vous souhaitez leur adresser des courriers de soutien, vous pouvez les retourner sur le mail collectif du Manba : [collectifsoutienmigrantes13@riseup.net](mailto:collectifsoutienmigrantes13@riseup.net)

Face à cette attaque sans précédent, à un moment qui n'est certainement pas choisi par hasard dans le calendrier de Macron, Collomb, leurs fafs et leurs flics, notre réponse doit être forte et aussi coordonnée. Car les pièges répressifs tendus par l'État sont nombreux. Nous ferons suivre toutes les infos, appels à rassemblement, nouvelles judiciaires, moyens de soutien, etc.

Collectifs, associations, n'hésitez pas à vous mettre en contact avec nous, dès à présent.

---

images et informations des camarades d'italie

Pour soutenir économiquement ele, Theo et Bastien, voici l'iban sur lequel verser des dons :

It56h0760105138211776611787 au nom de Lucia Costa.

Quelques images du rassemblement d'information à la gare de bardonecchia

**LIBÈREZ NOS CAMARADES!**

Eleonora, thèo et Bastien Liberez les \* Tout de suite !

On y était toutes.



## Génération identitaire continu ses

### intimidations...

Ce mardi 1er mai, fin d'après-midi, un copain rentre de Briançon avec des exilés dans sa voiture. Il est pris en filature par les Génération Identitaire depuis Briançon jusqu'à chez lui. Les nazillons le filment et le menacent.



Ce lundi 30 avril, la préfète après 10 jours de collaboration fortuite avec les GI annonce la fin du partenariat par voie de presse. Ces derniers démentent par voie de presse. Ils affirment être toujours présents sur le territoire. Comme expliqué ci-dessus, c'est bien le cas. Depuis Nice, Marine Le Pen rend hommage à l'action des GI dans les Hautes-Alpes. Ce même 1er mai, une action du groupe fasciste italien Forza Nuova avec banderoles prend place au col de Montgenèvre.

Situation nauséabonde dans le briançonnais. Après avoir subi une répression étatique féroce (incarcérations, tabassage), les militants solidaires se retrouvent traqués jusque chez eux.

Tout ceci n'a pu se mettre en place qu'avec le soutien de l'Etat aux groupuscules fascisants (encore une fois fortuit), et de ce fait avec l'usage de la matraque et de la cage contre celles et ceux qui les combattent.

Soyons vigilantEs! Les Hautes-Alpes sont anti-fascistes et le resteront.

Toutes et tous jeudi 3 mai au tribunal de Gap à 13h pour exiger la libération de nos compagnons emprisonnés.

## **bure**

### Appel à rassemblement en soutien aux procès du 23 mai à Bar-le-Duc / Call for a gathering to support the trials of May 23rd in Bar-le-Duc

Avec 2 procès de 6 inculpé.e.s chacun, 11 hiboux passeront en procès le 23 mai.

Rendez-vous devant le tribunal de Bar-le-Duc à 14h.

Oyez oyez braves gentes,

Activistes de tout poil et de toutes les contrées,

Paysan.ne.s militant.e.s et militant.e.s paysan.ne.s,

Nous avons le plaisir de vous annoncer que la grande foire s'installera le 23 mai à Bar-le-Duc.

Avec nos fabuleux numéros et curiosités, nos incroyables jeux et ateliers, nous nous plierons en quatre pour vous divertir ! Participez à l'élaboration du programme en proposant votre atelier ou votre animation ou en ramenant votre instrument de musique. De la dégustation de succulentes galettes, aux divertissements musicaux en passant par le stand déjanté de molkeuf, vous serez ébloui.e.s, époustouflé.e.s, impressionné.e.s, émerveillé.e.s...

Sans oublier le spectacle loufoque du cabinet des curiosités du tribunal que vous ne saurez rejoindre qu'en traversant avec succès la terrifiante galerie des glaces.

Âmes sensibles, s'abstenir ! Retrouvez-nous plutôt sur notre stand de confection de sushis, végans bien sûr.

P.S. : L'abus d'actions militantes est mauvais pour le contrôle de l'État, révoltez vous sans modération. Ceci n'est pas un message du ministère de l'intérieur.

Pour proposer votre atelier/ animation, vous pouvez nous écrire à [lalandefoire@riseup.net](mailto:lalandefoire@riseup.net) ou débarquer carrément avec sur place.

## **Le 16 juin 2018, Bure s'invite à Bar ! Appel à converger !**

BURE à BAR, ielles vont voir à quel bois on carbure !

16 juin à Bar-le-Duc : Une journée contre la poubelle nucléaire de Bure. Grande marche festive, tables rondes, marché paysan, chorale, auberge espagnole...

APPEL À CONVERGER !

Les mois qui viennent de s'écouler ont été particulièrement denses. Après avoir endormi et manipulé la population pendant 20 ans à travers diverses stratégies vicieuses et violences silencieuses, c'est par la force physique et brutale que l'État compte imposer un projet intrinsèquement dangereux, irresponsable, et inacceptable.

Mais force est de constater que sa volonté d'asphyxie de l'opposition ne fonctionne pas : la mobilisation contre le projet Cigéo a pris une ampleur inédite, de part ces incroyables rassemblements spontanés et la constitution de 37 comités de soutien... du jamais vu ! Cette période lourde et chargée



en émotions a cimenté les liens qui nous unissent, a conforté nos convictions, a permis l'ancrage national de la lutte.

Nous sommes bien décidé-e-s à ce que ce 16 juin soit un moment charnière, en répondant aux démonstrations d'autorité de l'État par une démonstration de notre détermination infaillible ainsi que par celle de l'insécabilité de notre mouvement d'opposition en perpétuel renouveau.

Ce 16 juin, PACA Bure, le comité marseillais de soutien à Bure, se fera un plaisir de participer à cette journée et de rejoindre tous-tes les copains-ines hiboux.xes pour nous retrouver dans Bar-le-Duc, et à nous rappeler à quel point, tous.tes ensemble, nous pouvons être fort.e.s et uni.e.s face à l'ANDRA et son monde !

## canada

### Des nouvelles de Cedar

Cedar est maintenant enfermé-e depuis 3 semaines, en attendant le procès. Ille a été transféré-e dans l'aile masculine de la prison, mais toujours en ségrégation.

Ce qui signifie rester 23h par jour, sans aucun contact humain, sauf le harcèlement occasionnel des matons. Une heure par jour, la porte s'ouvre et ille doit se grouiller pour se doucher, se raser, et tenter de passer quelques coups de fil.

Parce que les prisonniers peuvent seulement faire des appels collectifs, les factures pour un "prisonnier moyen" peuvent dépasser les 100 dollars, en plus du mal de tête créée par le fait que les portables ne peuvent recevoir d'appels collectifs.

Cependant, ses compagnon-nes ont pu rester relativement bien en contact avec Cedar, et ont pu lui envoyer beaucoup d'amour et de soutien de partout dans le monde.

La semaine dernière la prison était verrouillée parce qu'un maton avait eprdu une paure de ciseaux. Ce qui signifie qu'aucun-e prisonnier-e ne pouvait sortir de sa cellule. 120 heures durant, Cedar est resté assis dans sa cellule complètement coupé-e du monde extérieur, incapable de même s'assurer que son nouvel avocat serait présent lors du prochain interrogatoire au tribunal.

Malgré ça, ille reste en pleine forme, a déjà reçu une demi-douzaine de lettres d'ami-es, a lu un bouquin sur l'histoire du Moyen-Orient, et ille reçoit autant de visites que le permet la prison.

Bien que, on a vécu ça des tonnes de fois, l'administration peut annuler des visites sans explication et sans prévenir, et donc des ami-es ou des membres de la famille de Cedar ou des ami-es qui ont voyagé pour le voir n'ont plus qu'à passer leur colère et leur tristesse ensemble dans la salle d'attente.

Au cas où tu as pas encore deviné : la prison est clairement une institution abominable et inexcusable. Cedar se prépare pour la révision de sa caution avec un nouvel avocat. Ce sera sa dernière chance d'affirmer devant le juge qu'ille doit être libéré-e sous caution, et pas laissé-e pourrir en prison jusqu'à la fin de l'année.

On espère qu'une révision de sa caution aura lieu d'ici quelques mois, à temps pour que Cedar puisse attraper un peu de fleurs du printemps qu'elle aime temps.

En attendant, ille continuera d'aller régulièrement aux entretiens de routine toutes les deux semaines environ, où il sera embarqué-e hors de sa cellule, emmené-e au palais de justice, menotté-e et mené-e devant un-e juge pour 3 minutes de bavardage bureaucratique.

Chaque fois qu'elle marchera hors du plai de justice, ille pourra voir les visages des personnes qu'elle aime, leur tapoter le coeur et sourire, puis forcé-e de rester silencieux-euse tandis que des crétins jouent avec sa vie.

Chaque jour qui passe avec Cedar en prison, notre rage envers ce régime brutal ne fait que croître. La police, les tribunaux et les prisons sont des composants nécessaires d'un monde basé sur la hiérarchie et la domination. Un monde que nous rejetons, et un monde contre lequel on restera debout jusqu'à ce que la dernière brique de la dernière prison tombe.

Loin d'être paralysé-es par la peur par le niveau de criminalisation à laquelle notre communauté doit faire face, nous essayons de trouver des moyens d'organiser du soutien, de construire nos raisons, et de continuer à nous battre pour un monde sans prisons.

## **Pas de quartier pour les fachos, pas de fachos dans nos quartiers**

*Soumission anonyme à MTL Contre-info*

Les saletés de fachos croient pouvoir instrumentaliser le féminisme et envahir nos espaces.

Nous avons volé leur bannière

Et nous, féministes en criss, l'avons fait disparaître

Nous sommes tentaculaires

Nous sommes partout

PAS DE QUARTIER POUR LES FACHOS

PAS DE FACHOS DANS NOS QUARTIERS

## **Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec : La gentrification à coups de marteau !**

Samedi 28 avril à Saint-Jean-sur-Richelieu, ville située au sud-est de Montréal, deux commerces du Vieux-Saint-Jean se sont fait péter leurs vitrines : vers 3h35, le 28 avril, un anonyme explosé trois vitrines de commerces de la rue Richelieu à l'aide d'un « objet contondant », selon les enquêteurs: il s'agit d'un salon de barbier Empire et de Studio M, qui se spécialise dans la photographie et la décoration. L'attaque du coiffeur de hypster a été filmée par une caméra de surveillance du commerce, que la presse, en bonne auxiliaire du travail des keufs, s'est empressé de relayer.

# France

## Des mauvais moments pour les bleus (fin mai 2018)

### **Calais : Contre les frontières et leurs gardiens**

*La VDN / mercredi 18 avril 2018*

Dans la nuit de jeudi à vendredi, **un CRS de la compagnie de Grenoble a été blessé après une altercation avec plusieurs migrants** zone Marcel-Doret.

Avec plusieurs de ses collègues, il a découvert des réfugiés cachés dans la remorque d'un camion. Ils souhaitaient rejoindre l'Angleterre. Lorsqu'ils leur ont demandé de descendre du poids lourd, l'un des exilés, visiblement ivre, s'est rebellé. Depuis la remorque, il a asséné un coup de pied au CRS situé en contrebas. Touché à l'épaule et malgré les protections portées par les fonctionnaires de police, l'homme a été sérieusement blessé. Transporté à l'hôpital de Calais, le médecin lui a prescrit, dans un premier temps, trois jours d'ITT (interruption temporaire de travail). Trois jours plus tard, de retour à Grenoble, un arrêt de travail de 21 jours lui a été prescrit. L'auteur du coup de pied, un Érythréen, a été placé en garde à vue.

\*\*\*\*\*

### **Limoges : Quand les flics cherchent des noises...**

*Le Populaire du Centre / dimanche 15 avril 2018*

Trois jeunes, dont un mineur, issus du quartier de Beaubreuil à Limoges, ont passé leur week-end en garde à vue après avoir commis des violences sur des policiers et une personne âgée.

Les faits se sont déroulés vendredi après-midi, aux alentours de 15 heures. Rue Fabre-d'Eglantine, **une patrouille de police est prise à partie par une bande d'individus, une dizaine au total. Très vite, les choses s'enveniment et une voiture sérigraphiée reçoit un premier pavé.**

Une patrouille en renfort est appelée en urgence. Pendant ce temps, le groupe se déplace du côté de l'avenue de Beaubreuil. **La seconde voiture de police, arrivée sur les lieux, est de nouveau ciblée par des jets de pierres.**

Les agents de la brigade anticriminalité arrivent à leur tour sur les lieux et parviennent à identifier plusieurs protagonistes comme lanceurs de pavés. Il s'agit de deux jeunes majeurs et d'un mineur. Les deux premiers sont interpellés sans trop de difficultés, bien que **l'un des deux se rebelle et blesse un policier au niveau du mollet.** Le jeune mineur, quant à lui, parvient à s'échapper. Une course-poursuite à pied débute alors.

Le fugitif parvient à se réfugier dans un pavillon en enjambant une balustrade. Tombant nez à nez avec l'occupante des lieux, une femme âgée, il la bouscule et se réfugie dans son pavillon. Les policiers viennent le cueillir quelques instants plus tard, non sans difficulté. **Un policier se fait mordre le doigt et se casse la main dans l'interpellation, le second est blessé à la cheville.** Une ITT de plus de 8 jours sera attribuée au premier, de trois jours au second.

Les trois mis en cause ont été placés immédiatement en garde à vue. Les deux auteurs de rébellions ont été présentés dimanche devant le parquet de Limoges. Le troisième a fait l'objet d'une convocation en justice.

\*\*\*\*\*

## **Grigny (Essonne) : Haie d'honneur pour les motards de la police**

*Le Parisien / mercredi 11 avril 2018*

Alors qu'ils s'aventuraient dans la Grande-Borne à Grigny derrière un jeune qui effectuait des rodéos à minimoto, **les motards de la police ont reçu des coups de pied, de poings dans le casque et même essuyé des jets de pierres et de... vélo.** Deux hommes ont été interpellés.

La caméra installée sur la poitrine du policier a filmé la scène, incroyable. Ce week-end, en plein après-midi, dans le quartier de la Grande-Borne à Grigny, un homme qui effectuait plusieurs allers-retours en roue arrière sur sa minimoto, montant sur les trottoirs à vive allure, est repéré par les motards de la police, en patrouille. Il prend la fuite au milieu des bâtiments.

Les fonctionnaires tentent de le suivre, mais **une vingtaine de jeunes du quartier s'approchent alors des agents, formant une haie et profitant de l'occasion pour les frapper avec le poing dans leur casque, sur le torse, afin de les faire tomber de leurs engins. Des pierres et même un vélo sont jetés sur les policiers qui sont parvenus à conserver leur équilibre tant bien que mal. L'un des agents s'est malgré tout blessé au bras en heurtant une barrière. Il s'est vu prescrire 7 jours d'ITT.**

Peu après des renforts sont envoyés à Grigny et deux jeunes repérés sur la vidéo-poitrine d'un des motards de la police sont interpellés. L'un d'eux a été relâché « car il n'y avait pas suffisamment d'éléments », selon une source proche du dossier. Le deuxième, majeur, suspecté d'avoir notamment tenté de faire un croche-pied en bloquant les roues d'une des motos de la police, sera convoqué ultérieurement au tribunal. [...]

\*\*\*\*\*

## **Rillieux-la-Pape (Rhône) : Les flics se font caillasser**

*Le Progrès / dimanche 29 avril 2018*

Des violences ont eu lieu vendredi en fin de journée ainsi que samedi après-midi dans le quartier de La Velette. Selon nos informations, **les forces de l'ordre ont été prises à partie vendredi, à la nuit tombée, après l'arrestation d'un individu recherché,** sans doute en lien avec des squats sur le quartier.

**Aux jets de projectiles lancés de la rue ou de fenêtres d'immeubles, la police nationale a riposté par des grenades lacrymogènes et quelques tirs de flashball.** Lors de ces événements, qui se sont déroulés aux alentours de 23 heures, la police municipale de Rillieux est intervenue en renfort. À la suite de cette soirée agitée, la police a procédé à trois autres arrestations samedi après-midi.

Selon le maire de Rillieux, Alexandre Vincendet, d'autres personnes seront probablement arrêtées ces jours-ci. « Pas question de laisser une poignée de voyous faire la loi [...] L'enjeu est de faire revenir le calme et la République dans ces quartiers [...] Les sanctions seront à la hauteur de cet enjeu », promet le maire, interrogé par notre rédaction sur ces événements

\*\*\*\*\*

## **Bordeaux : Solidaires contre la police**

*Sud-Ouest / mardi 24 avril 2018*

Le Bordelais de 33 ans, à l'origine du caillassage d'une voiture de police, vendredi soir dans le quartier des Aubiers (lire nos éditions précédentes), a été jugé ce lundi dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate par le tribunal correctionnel de Bordeaux. Il a été condamné à douze mois de prison dont trois ferme

et a été maintenu en détention où il avait été placé dimanche.

Vendredi soir, une patrouille de la brigade anticriminalité avait surpris et contrarié une transaction de drogue.

**Rattrapé après avoir pris la fuite, le dealer avait exhorté des jeunes à empêcher son arrestation. Une cinquantaine d'entre eux s'était retournée contre les policiers en les insultant et en les menaçant et avait jeté un bloc de béton et d'autres projectiles sur leur voiture.**

\*\*\*\*\*

## **Dijon : Tout le monde déteste la police – même les chiens !**

*Le Bien Public / mardi 17 avril 2018*

Un policier de la brigade VTT, qui intervenait ce mardi vers 16 h 15 rue de l'Arquebuse, à Dijon, a été mordu au bras et à la jambe par un chien. Il serait sérieusement blessé et a été évacué sur le CHU de Dijon par les pompiers. Des renforts sont rapidement intervenus, et le propriétaire du chien aurait été interpellé.

\*\*\*\*\*

## **Mamerspach (Haut-Rhin) : ... « reproductible », qu'on dit ?**

*Actu17 / mercredi 25 avril 2018*

Le suspect avait d'abord commencé par brisé des vitraux de l'église de Mamerspach (Haut-Rhin) ce jeudi 19 avril en début de soirée. Le maire de la commune est alors tombé sur l'homme ivre, en flagrant délit, avant de prévenir les gendarmes.

Les militaires ont vite repéré et interpellé le suspect et ont fait appel aux sapeurs-pompiers. Virulent et refusant d'être attaché dans le véhicule des pompiers, l'homme s'en est pris à l'un des gendarmes. C'est à ce moment que les forces de l'ordre ont décidé de procéder au menottage de l'interpellé. **L'homme a alors violemment mordu une gendarme, jusqu'à lui arracher un morceau de peau, avant de le recracher devant elle** décrit *les Dernières Nouvelles d'Alsace*. La militaire conduite à l'hôpital s'est vu prescrire 15 jours d'ITT (Incapacité Totale de Travail). L'accusé a été jugé par le tribunal de Mulhouse ce lundi et a écopé de quatre ans de prison, dont deux ans et six mois ferme.

# **Geneve**

## **Un bloc chanmé et animé pour le 1er mai**

Comme à son habitude, le bloc révolutionnaire a montré un visage festif et déterminé lors de la manifestation du 1er mai. Au plus fort de la manifestation, plus de 600 personnes ont participé au bloc. Réaffirmant ainsi la nécessité de s'organiser en dehors des partis et autres organisation de la gauche institutionnelle, afin de porter des revendications offensives, nous permettant de construire concrètement nos vies et nos villes et ne se limitant pas à la défense de nos droits et acquis sociaux.

Une multitude de banderoles ont été déployées pour illustrer la force et la variété des revendications portée par le bloc. On pouvait y lire (entre autre) : "Genève, debout, soulève toi !", "Cis-hetreopatriarcaca dégage !", "Stop renvois !", "Pas de paix sans que babylon paie", "Stoppons la machine à expulsion", "Nos bandes organisées seront toujours solidaires des exilées", "From Gaza to Geneva - against all apartheid systems, police

and military states", " En défense de la biosphère - des centres urbains aux zones rurales, front prolétaires contre l'écocide !" et d'autres encore.

Tout au long du parcours, on a pu entendre des slogans vénéralisés et déters résonner dans les rues de la ville. Là aussi avec une diversité de sujet importantes reflétant les aspirations à un changement radical portées par les participant-e-x-s au bloc (même si les slogans anti-flics et anti-proprio ont été les plus repris. Parce que oui, tout le monde déteste la police et 1500.- pour un studio c'est beaucoup trop. Punktschluss.).

Un tracteur-sono qui nous a fait danser, un infokiosk plein de brochures et de flyers pour s'informer sur l'actualité politique de la ville ainsi qu'un un soft-bar (et des bières de contrebande) et quelques fumigènes et pétards sont venus apporter une contribution essentielle à un bloc qui, bien qu'il n'ait pas tenté d'action d'éclat, a permis aux différent-e-x-s acteur-trice-x-s du mouvement de se retrouver dans la rue.

### **La police c'est de la merde (toi même tu sais)**

Bien avant le début du cortège (au moins une heure avant), la police effectuait déjà des "contrôles préventifs" notamment aux alentours de la gare. Un important dispositif policier a été déployé, comme toujours à Genève (ce n'est pas la crise pour tout le monde, on dirait). On a aussi pu constater de nombreux policiers postés sur les toits pour filmer la manifestation. Malgré nos encouragements, aucun n'a osé sauter.

Sur tout le long du parcours, on a également remarqué une présence policière imposante devant le moindre bâtiment (ou arcade) inoccupé. La police a ainsi accompli son rôle de chien de garde du capital avec brio. On peut néanmoins s'interroger sur l'utilité de surveiller le vide laissé par la spéculation immobilière - ou sur l'utilité de la police tout court...

### **Solidarité avec les 3 de Briançon**

A l'arrivée aux Bastions, au lieu de s'arrêter manger des saucisses au premier stand venu, le bloc révolutionnaire, ainsi que la majorité du cortège, a traversé le parc pour se rendre devant le consulat français afin de montrer sa solidarité avec les personnes incarcéréEs suite à [l'action de traversée de frontières](#) menée entre Montgenèvre et Briançon le 22 avril.

Une fois arrivé devant les grilles, nous avons été stoppé-e-x-s par la présence de fourgons et de leurs policiers (ou l'inverse). Ces derniers avaient pris la peine de bloquer les grilles du parc avec des colsons.

Plusieurs prises de parole en soutien aux camarades incarcéréEs ont alors eu lieu, mais aussi pour rappeler ce pourquoi elles ont été incarcéré-e-s : en France comme en Suisse, les personnes en exil font face à la violence et au racisme de l'Etat. Il est donc nécessaire de nous organiser pour soutenir leurs luttes et abolir toutes les frontières.

On a aussi pu assister aux malheurs d'un mannequin représentant certains vilains de ce monde - qui fût incendié après un tabassage en règle.

### **Une manif qui en appelle d'autres**

Ce 1er mai a donc vu une multitude de collectifs, groupes et individu-e-x-s se rassembler autour d'une critique radicale de la société. Nous ne pouvons qu'espérer que les personnes qui se sont mobilisées répondront présentes lors des prochains rendez-vous. Lutte contre le centre fédéral de renvoi au Grand-Saconnex (rassemblement le 23 mai - stay tuned), action féministe en tout genre, Droit à la ville, solidarité avec le peuple



kurde, 20 ans de la Critical Mass et bien d'autres occasions de créer un rapport de force favorable aux luttes émancipatrices se présentent à nous.

**A la prochaine !**

Des organisateur-trice-x-s du bloc révolutionnaire

# italie

## Italie : Des nouvelles du procès Scripta Manent – mars 2018

[Anarhija.info](http://Anarhija.info) / jeudi 26 avril 2018

*Un texte écrit par Anna et Marco, à propos du déroulement du procès qui les voit inculpés suite à l'opération Scripta Manent.*

Lors des audiences de janvier et février, les témoins de l'accusation (au début le Procureur Sparagna en a appelé environ soixante-dix) ont continué à défiler, surtout des agents de la DIGOS de Turin, d'autres policiers, des carabinieri, des démineurs, d'autres témoins, des experts de la Police scientifique et du RIS [*la « police scientifique » des Carabinieri, par ailleurs ciblés, début novembre 2005 dans leur siège de Parma, par une des attaques dont il est question dans ce procès, signée par la Cooperativa artigiana fuoco e affini (Cooperative artisanale feu et affins) – FAI; NdAtt.*], le tout concernant des délits spécifiques dont nous sommes accusés. En plus, des rédacteurs, ou ex rédacteurs de [Radio Blackout](#) de Turin, ont été appelés à témoigner à propos de la réception par la Radio de certaines revendications d'attaques, ainsi qu'un squatter de l'*Asilo Occupato* [*squat de Turin, NdAtt.*] en ce qui concerne les relations et correspondances maintenues avec les inculpés.

Lors des séances des 7 et 8 mars, il y a eu la lecture des relations de ceux qui auraient dû être les piliers de l'accusation, c'est à dire l'ensemble des artisans de l'œuvre « d'intelligence » qui sert de fondement à l'accusation : les experts graphistes, l'expert en analyse linguistique/stylistique et un agent de la DIGOS de Turin qui avait pour tâche d'esquisser le cadre général de l'accusation.

Le binôme de graphologues Rosanna Ruggieri et Paola Sangiorgi, experts/conseillères du Parquet, qui travaillent en tant que graphologues libérales et pas auprès de la Police scientifique, du RIS ou autre, a fait une déclaration lors de l'audience du 7 mars à propos de l'expertise faite en 2014 en comparant des textes écrits avec un normographe, ainsi que des adresses écrites à la main sur des colis incendiaires/explosifs (envoyés en juillet 2006 au quotidien Torino Cronaca, à l'entreprise Coema Edilità [*qui participait à l'époque à la rénovation du CRA de Turin; NdAtt.*] et au maire de Turin de l'époque Sergio Chiamparino) et leurs revendications, avec des échantillons de manuscrits de trois des accusés (il s'agit de notes saisies lors des perquisitions, de lettres depuis la prison, de différents formulaires administratifs).

Le binôme d'expertes a affirmé avec certitude que les textes écrits avec le normographe ne peuvent pas être attribués à une quelconque personne. En ce qui concerne les comparaisons sur les manuscrits, elles ont essayé de souligner les ressemblances ou les traits caractéristiques entre certains caractères extraits des différents échantillons : le résultat serait une probable ressemblance avec les manuscrits saisis à deux des inculpés.

Le binôme a ensuite employé quelques heures, plutôt qu'à motiver cette « probabilité », à défendre le sérieux de ses prestations d'expertise et de la méthodologie utilisée, méthodologie, qui elle, précisément... ne permet pas de faire des rapprochements sûrs, mais uniquement un discours de probabilité.

En plus de cela, profitant de leur ignorance pour ce qui en est des analyses précédentes, la défense a fait

remarquer que les mêmes pièces à conviction (les adresses manuscrites des colis piégés de 2006 et leurs revendications) ont déjà été examinées par des experts lors des enquêtes de l'époque; en particulier, dans le rapport de juillet 2006 du RIS de Parma il avait été établi qu'il s'agissait d'écriture faite par décalque, dont non approchable [*avec une écriture manuscrite; NdAtt.*].

L'expert linguistique/stylistique, et conseiller du Parquet, Michele Cortelazzo, professeur à l'Université de Padova, a exposé les résultats de son expertise de 2014 concernant la comparaison entre des articles écrits par trois des inculpés avec différents textes de revendication signé par différents groupes de la FAI. L'expert admet que le langage utilisé fait partie de l'« univers discursif des mouvements contestataires ». Il trace, cependant, des rapprochements entre ces articles et certaines revendications, utilisant la méthode « quantitative » et celle « qualitative ».

L'analyse quantitative, nous explique-t-il, a été faite à l'aide d'un logiciel qui « trouve » des ressemblances grâce à la fréquence de certains mots présents dans les différents textes.

Il montre par exemple des « traits caractéristiques », comme l'utilisation de certains mots (et non des phrases) tel « gymnase », « anonymat », des couples de mots contenant « force » et/ou « joie », « de service », « plus ou moins » et ainsi de suite.

Il n'y a pas besoin de faire appel à un logiciel et à un prof de fac pour voir que des tels mots font partie du langage de tous les jours, pas seulement de celui propre au mouvement.

Après la présentation des incertitudes des experts, ça a été le tour de la longue déclaration, qui a duré plusieurs séances et s'est terminée le 15 mars, de celui qui paraît être le pilier de l'enquête. L'« expert en tout » de la DIGOS de Turin, Luciano Quattrocchi, a commencé par exalter ses capacités d'enquêteur, montrées dans des affaires qui n'ont rien à voir avec les anarchistes, puis il a poursuivi avec l'exposition de sa version personnelle du théorème de l'accusation (sur suggestion de Sparagna) et de son nouveau outil d'analyse : le binôme inclusion/exclusion (on suppose inclusion et exclusion dans les listes des gentils et des méchants...), afin de contextualiser l'insertion des phrases extrapolées de journaux, d'écrits, de commentaires et de documents publiés par les anarchistes dans les vingt dernières années, de discussions et rapports directs entre des compagnons, d'épisodes répressifs du passé (il y a eu la réutilisation intégrale, à la virgule près, d'écoutes et de la reconstruction des enquêteurs de l'attaque qui a eu lieu dans le quartier de la Crocetta, à Turin, classé en 2009) et d'enquêtes rouvertes *ad hoc*.

Il y a un peu de tout qui passe sous la loupe des enquêteurs : depuis Emile Henry jusqu'à Horst Fantazzini et Baleno, depuis les écrits d'*Azione Rivoluzionaria* [*organisation de lutte armée anarchiste active en Italie à la fin des années 70; NdAtt.*], pour laquelle un des inculpés est passé en procès il y a plus de 30 ans et sur laquelle certains des inculpés étaient en train de préparer une recherche historique (partie d'un livre plus long à propos des pratiques de lutte anarchistes dans le passé), aux écrits à propos du débat qui a eu lieu pendant le procès Marini (un texte lu au tribunal par des prisonniers à l'occasion de la mort de Baleno en 1998, des discussions sur la nécessité de donner de l'espace à différents positions qui touchent les méthodes organisationnelles, des communiqués écrits à l'époque depuis la taule).

Le policier-expert est ensuite passé à l'analyse de la revue Croce Nera, l'ancienne version et la nouvelle, jusqu'aux articles du dernier numéro, qui concernent précisément l'opération Scripta Manent, et jusqu'à l'analyse du courrier, soumis à censure, des inculpés.

A l'audience du 12 avril, le Parquet a demandé la traduction, depuis l'espagnol, de vieux courriers de certains des inculpés. Après, ça a été le tour du contre-interrogatoire du flic de la DIGOS de la part des avocats de la défense.

Lors de ce contre-interrogatoire, un des compagnons en procès est intervenu, retraçant son parcours depuis

décembre 1969 [le massacre à la bombe, d'origine fasciste, qui a eu lieu dans une banque de Milan le 12 décembre et l'assassinat du compagnon Giuseppe Pinelli dans le commissariat, quelques jours après, tandis qu'il était en GAV lors de la tentative policière d'attribuer l'attentat aux anarchistes; NdAtt.] à son expérience au sein d'Azione Rivoluzionaria, à sa cavale, à la prison, jusqu'à aujourd'hui.

Lors des prochaines audiences, du 18 avril et du 3 mai, il devrait y avoir les exposés des ROS [équipes d'investigations spéciales des Carabinieri; NdAtt.] de Perugia et de Naples, à propos de leurs enquêtes, ensuite versées dans cette affaire, nommées opérations Ardire, Evoluzione I et Evoluzione II.

\*\*\*\*\*

NdAtt. : on pourra lire aussi [une lettre d'Anna](#) qui retrace aussi les éléments les plus importants de cette affaire.

## montpellier

### Montpellier, France : Le coût de l'émeute du 14 avril ...

On en sait un peu plus sur les dégâts causés lors de la [manif émeutière du 14 avril dernier à Montpellier](#): pour rappel, de nombreuses vitrines de banques, d'agences immobilières (etc) sur le Jeu-de-Paume ou dans l'Ecusson, ont été brisées à coups de marteau, des poubelles incendiées avec des préservatifs remplis d'essence...

Sans prendre en compte le coût des destructions de magasins et des multiples agences du capital, la ville de Montpellier (divers gauche) estime les dégâts occasionnés ce samedi-là à **environ 400.000 euros**. « **Cela concerne les dégradations survenues sur le mobilier urbain, les poubelles, les tags ou les pavés qui ont été enlevés sous le tramway** », d'après Christian Fina, le directeur général des services de la ville et de la métropole. Des bâtiments classés historiques de la commune ont également été couverts de peinture, ce qui pourrait faire grimper encore un peu plus la facture de ce samedi noir pour le capital.

Plus d'une semaine après, les tags étaient toujours visibles dans le centre-ville: le maire Philippe Saurel a déclaré à la presse que c'était « volontaire »: Je voulais que les gens se rendent compte de ce qu'il y avait écrit, de qui a écrit ces inscriptions, note l' élu, qui a déposé plainte. Et ce ne sont pas des tags issus de l'extrême-droite. Nous demanderons des comptes à ceux qui ont dégradé la ville de cette façon. »

## montpellier

### La CGT : Des chiens de berger déguisés en loups

« Tant que les individus éprouvent le besoin d'être représentés, ils sont toujours confrontés au fait que la représentation qu'ils choisissent échappe à leur contrôle. »

André Drean ([ici](#)).

Jusqu'à très récemment, au sein des courants radicaux français, on admettait volontiers que les syndicats – en particulier la CGT – avaient une fonction de collaboration de classe, et on les critiquait pour cela. Mais, ici

comme ailleurs, la contre-révolution s'est abattue sur les mémoires, et a eu des effets ravageurs. En 2006, peu de temps après le mouvement contre le CPE, il y a eu, à l'occasion de la manif du premier mai, des affrontements physiques violents entre les anarchistes et la CGT. Tous ceux qui, de près ou de loin, étaient associés au milieu « anarchiste » ou « anti-autoritaire » ont évidemment pris le parti des anarchistes lors de ce combat. De nos jours, vu la désorientation qui règne actuellement sur les consciences, il se trouverait sans doute des prétendus anarchistes pour soutenir la CGT. [...]

Le problème principal du « mouvement » actuel (qui semble aller jusqu'ici dans la mauvaise direction), c'est qu'il continue à défendre la fonction syndicale, comme un héritage durement acquis des luttes ouvrières du passé. C'est pourquoi il nous faut revenir sur l'histoire de l'intégration de plus en plus poussée des syndicats au développement du capital en France.

### **Quelques aspects de l'histoire de la CGT de 1909 jusqu'à aujourd'hui**

En 1909, en réponse à des grèves de plus en plus intensives – conduites notamment par la CGT (qui, à l'époque, regroupait beaucoup de travailleurs anarchistes et était considéré comme semi-anarchiste) –, l'État français proposa la création de pensions de retraite. Cela fut rejeté par les travailleurs qui y voyaient une tentative pour apaiser leur combativité, doublée d'une escroquerie : cela se traduirait en effet par une diminution des revenus réels, du fait de l'augmentation des impôts ou d'une assurance nationale, permettant d'assurer le versement des pensions. En tout état de cause, l'âge de la retraite a été fixé par l'État à 65 ans, alors même que l'espérance de vie des travailleurs salariés était de 55 ans en moyenne. Les anarcho-sindicalistes la surnommèrent “la retraite pour les morts” ! (semblablement, dans les années 1970, les travailleurs ont appelé leur retraite « la pension de la veuve », leur espérance de vie étant en moyenne de 67 ans !). Cette CGT d'avant-guerre voyait s'affronter radicaux (pour la plupart anarchistes) et réformistes. Ces derniers acceptèrent de donner des formes légales aux manifestations en 1909 (avec des services d'ordre pour prévenir tout désordre). Plus tard, la CGT a accepté de déclarer les manifs à l'avance. Ainsi, petit à petit, des mesures permettant d'encadrer légalement les grèves et les manifestations étaient adoptées et modifiées au fur et mesure des évolutions inhérentes aux cycles et au développement du capital, aux lois générales du travail, etc. En reconnaissance de ce rôle pacificateur, l'État français, à la veille de la première guerre, accordait aux syndicats un privilège probablement unique au monde, et qui le reste encore aujourd'hui : la permission de détenir des comptes secrets non imposables, non soumis au contrôle de l'État et non réglementés !!! La réalité dépassait alors la fiction, et la dépasse encore.

Voilà qui permet sans doute d'expliquer, au moins en partie, le fait que la majorité de la CGT, dont l'idéologie était alors très proche de l'anarchisme, a appuyé l'État lors du premier massacre impérialiste mondial [1]. En 1915, afin que les syndicats collaborent encore d'avantage au massacre massif des prolétaires qu'ils étaient censés représenter, des Comités d'Ateliers locaux ont été formés dans les usines, où les représentants syndicaux, y compris les anarchistes des tranchées partisans de la guerre, se voyaient localement reconnaître un pouvoir de décision limité. Ce fut la réponse de Thomas, chef de file du Parti socialiste, ministre des Munitions [2], aux grèves qui se développaient alors dans certaines industries. Au même moment, l'État transformait les fonds d'aide mutuelle des Caisses De Solidarité – administrées par les travailleurs eux-mêmes – en prestations de chômage versées par l'État. Celles-ci étaient financées, comme aujourd'hui, par le prélèvement d'une partie des salaires des travailleurs sous la forme de taxes, etc. : on avait là les prémisses de l'État-providence en France, la récupération au profit de l'État des formes de solidarité mises en place par les travailleurs eux-mêmes (voir en anglais ceci : « [the welfare state isn't now, and never was, a “genuine gain for the working class”](#) » ).

En 1936, la CGT, devenue entre-temps la section syndicale d'un Parti communiste français totalement inféodé à Staline, négocia directement avec l'État la reprise du travail lors des grèves massives du front populaire.

Quant aux Comités d'Ateliers, apparus lors de la première guerre impérialiste mondiale, ils furent les précurseurs locaux de ce qui devait devenir en 1945, à l'issue de la seconde guerre impérialiste mondiale, les « Comités d'Entreprise », qui étaient, et sont toujours, implantés dans les entreprises à un niveau national et local, et où les syndicats exercent au quotidien un pouvoir de gestion. Après la Seconde Guerre mondiale, cela faisait partie d'un accord passé entre de Gaulle et le Parti communiste français, lequel avait remporté plus de votes que tout autre parti lors des élections de 1945 (il s'agissait aussi d'une reconnaissance du rôle joué par celui-ci lors de la Libération – du moins du rôle qu'il prétendait avoir joué, leur rôle ayant été très ambigu au moins jusqu'en 1944). A partir de 1945, au moins 60% du financement des syndicats était assuré directement par l'État, le reste provenant des cotisations des membres (c'est dès lors une course au recrutement entre les différents syndicats afin de récupérer cette dernière partie, base économique de leur fonctionnement) [3]. Plus tard, dans les années 50, le montant versé par l'État s'éleva à environ 80% de leur financement. Les syndicats, depuis 1958, peuvent être élus aux Conseils d'administration (qui déterminent la politique globale de l'entreprise, et pas seulement la gestion quotidienne) des entreprises publiques, occupant jusqu'à un tiers des sièges du conseil. La participation des syndicats à ces conseils s'étend aux industries qui ont été dénationalisées, comme Orange, anciennement France Télécom. Cela signifie que, par exemple, la section CGT de EDF est directement impliquée dans les décisions politiques concernant l'industrie nucléaire, y compris dans sa version militaire ! Comme je l'ai dit, la réalité dépasse la fiction !

Nous devons encore souligner un point. Une grande partie du mouvement anarchiste français décida, après 1945, d'investir les principaux syndicats, en s'imaginant pouvoir les radicaliser (ayant préféré quitter la nouvelle CNT anarcho-syndicaliste plutôt que d'y participer ou d'essayer d'établir des contacts autonomes, de nouveaux groupes, etc.), en dépit du fait que la CGT était proche de l'URSS et que Force Ouvrière (FO – une scission de la CGT, créée peu de temps après la guerre) était une création de l'État et de la CIA. Bien entendu, cette stratégie entriste n'a jamais fonctionné (la collaboration des syndicats avec l'État étant poussée toujours plus loin et l'influence anarchiste diminuant chaque année) : les anarchistes ont en effet rapidement adopté une idéologie syndicaliste, accepté d'avoir des délégués, etc. Maurice Joyeux et Georges Fontenis, dirigeants de la Fédération anarchiste, sont devenus célèbres pour leur opportunisme et leur mentalité bureaucratique.

1968 [4] ayant vu la question sociale faire un retour explosif, les ouvriers eurent droit à des augmentations de salaires conséquentes, dans le but de les faire revenir à l'usine et à sa misère, et d'accepter de nouveau leur enfer, une hausse salariale qu'une année d'inflation finirait par annuler. Le compromis des Accords de Grenelle, destiné à ramener les travailleurs au calme, permettait notamment (et permet toujours) de devenir délégué ou représentant syndical sans avoir besoin d'être élu par ceux que l'on est censé représenter. Une seule personne dans une entreprise, sans engagement syndical préalable, peut devenir un représentant secret si le syndicat lui donne son aval. Elle est alors autorisée à coller les documents syndicaux sur un tableau d'affichage à l'entrée de l'entreprise : au bout d'une semaine, elle pourra même les distribuer. Plus important encore, un tel représentant « fantôme » a un salaire garanti et ne peut être licencié sans une enquête incluant un inspecteur du travail (c'est-à-dire l'État). Entre-temps, ils participent aux comités d'entreprise et aux comités de santé et de sécurité, prennent en charge les primes de vacances, et sont associés à la gestion des licenciements, le tout peut-être sans qu'aucun de leurs collègues ne sache qui ils sont.

En dépit des lamentations de la CGT, qui joue aux victimes et prétend que les nouvelles lois-travail vont entraîner sa destruction imminente, le gouvernement ne veut la mort d'aucun syndicat : celui-ci constitue en

effet une soupape de sécurité, une fausse opposition très utile pour désarmer toute véritable opposition (c'est ainsi que de Gaulle, dans ses Mémoires, remercie le Parti communiste, qui contrôlait alors la CGT, d'être parvenu à supprimer les tendances insurrectionnelles tant en 1945 [5], à l'époque de la « Libération », que dans l'épisode plus connu de 1968).

Ce que la CGT reprochait surtout au gouvernement Hollande, c'est de ne l'avoir pas suffisamment consultée lors des discussions préparatoires en vue du projet de Loi Travail de 2016, comme si c'était son existence même qui était menacée. Le défaut de consultation d'un syndicat équivalait selon elle à sa fin. Une falsification immédiatement validée par la grande majorité des anarchistes et des « anti-autoritaires », et ce tout au long du mouvement.

Il faut savoir que la proportion de travailleurs syndiqués est sans doute inférieure à 8%, soit environ 4% de moins qu'en 1968. Bien sûr, cela est dû en partie à l'énorme augmentation du chômage et des emplois à temps partiel survenue depuis lors, sans même parler du développement du statut d'auto-entrepreneur. Pour autant, tout comme en 1968, les syndicats n'en continuent pas moins à exercer une influence néfaste sur les luttes, dont l'importance ne saurait être sous-évaluée. C'est le cas en particulier de la CGT, qui, depuis sa création en 1920, n'a cessé d'être associée au Parti communiste français, bien qu'elle ait officiellement rompu ces liens dans les années quatre-vingt-dix.

Les stratégies de démobilisation de la CGT ont fait naître une tradition d'action contrôlée (en opposition avec l'action directe) : il est devenu beaucoup plus difficile pour les prolétaires d'affirmer leur volonté de lutter par l'action directe, les formes autonomes de lutte ayant depuis longtemps été supplantées par l'action légale et l'action verticale au sein de la CGT. La CGT peut assumer et organiser un certain niveau de « violence » si la pression de sa base est forte. Cela explique qu'il n'y ait pas beaucoup de critiques de l'organisation parmi les syndicalistes de base. De plus, le faible degré de syndicalisation fait que beaucoup de syndiqués sont des militants (et sont donc surtout actifs au niveau des tâches bureaucratique-légales).

Pour illustrer le genre de show auquel peut aboutir cette interaction complexe entre l'État et les syndicats il suffira ici d'un exemple tiré de l'actualité récente : en mai 2017, peu de temps après l'élection de Macron, des membres de la CGT d'une usine de fabrication de pièces automobiles (Bosch), menacée de fermeture du fait du manque de commandes, ont menacé de faire sauter l'usine avec des bouteilles de gaz. La CGT a souvent brandi de telles menaces par le passé, celles-ci n'ayant jamais été suivies d'effets. Peu de temps après, Macron exigea que Peugeot, Citroën et Renault diminuent leurs achats de produits bon marché auprès de fournisseur étrangers et augmentent de 20% leurs commandes à cette usine. Au même moment, il a fait en sorte que l'État débloque l'argent nécessaire pour permettre aux entreprises de compenser leurs pertes. Ceci montre bien que la France est très éloignée de toute forme de néolibéralisme pur et dur (comme ce qui existe aux États-Unis et au Royaume-Uni par exemple), même si elle avance lentement dans cette direction. Mais surtout, ce qui est ici démontré ce n'est pas tant le pouvoir des syndicats, que la volonté de l'État de préserver leur image traditionnelle de véritables protecteurs des travailleurs, à condition bien sûr que ceux-ci ne s'affranchissent pas du misérable rôle qui leur est dévolu dans le processus de production capitaliste. Après l'apparente défaite du mouvement contre la [nouvelle] Loi Travail, l'État a eu besoin, au moment où il cherchait de nouveau à aggraver l'exploitation des travailleurs avec de nouvelles Lois Travail, que la CGT retrouve une image d'opposant véritable et utile, afin que les travailleurs lui maintiennent leur confiance et continuent à se soumettre à sa direction (je dis « apparente défaite » parce qu'il s'agissait en fait d'une victoire partielle – la loi ayant été dépouillée avant l'été d'un grand nombre de ses pires aspects, cela étant probablement surtout dû à toute la violence que le mouvement a déployé en dehors du syndicat ou du contrôle de la gauche).

## La CGT dans le mouvement contre la Loi Travail (El Khomri) de 2016

Voyons plus en détails ce qui s'est passé à l'égard des syndicats lors du mouvement contre la Loi Travail de 2016.

Auparavant, il faut rappeler que début octobre 2015, près de cinq mois avant le mouvement contre la Loi Travail, les travailleurs d'Air France, indépendamment d'un quelconque ordre syndical, avaient pourchassé les cadres qui mettaient en œuvre des licenciements, déchiré leurs chemises et assommé deux vigiles qui protégeaient ces gestionnaires.



Quelle a été la réponse des syndicats ? Ils se sont rapidement dissociés de la colère des travailleurs : « La CGT Air France a exprimé sa volonté de 'calmer les choses' après les débordements en CCE. 'On ne voulait pas que le CCE soit envahi', a assuré à l'AFP Mehdi Kemoune, secrétaire général adjoint du syndicat. Il a affirmé être intervenu pour protéger le DRH Xavier Broseta, cible des manifestants, ce qui lui a valu d'être lui aussi bousculé. Selon lui, la CGT avait 'prévenu' la direction que la situation pourrait dégénérer, l'appelant à renforcer la sécurité. (AFP, 05/10/2015 à 16:48) ». Le syndicat doit montrer qu'il

est capable de contrôler ses adhérents, ou du moins qu'il est prêt à le faire, sans quoi il perd son rôle de maquereau qui négocie le tarif auquel se font niquer les esclaves salariés, et sa fonction légitime dans le système.

Le 23 février, soit deux semaines avant le début du mouvement, une réunion intersyndicale, à laquelle la CGT prit part, a émis une déclaration qui n'appelait nullement à l'abandon du projet de Loi Travail, mais à quelques modifications mineures seulement. Il n'est pas surprenant qu'en 2015 les syndicats aient participé au « rapport Combrexelle », un document gouvernemental intégrant les recommandations du MEDEF dans son « Plan d'urgence pour l'emploi », destiné à servir de base à cette Loi Travail. Début mars, il y a eu de l'agitation sur Internet (à travers des pétitions et la mobilisation des réseaux sociaux) pour que la CGT, FO et SUD cessent d'assumer publiquement les positions réactionnaires qu'ils avaient tenues quelques jours auparavant. Mais en cette période, la falsification incessante de l'histoire et une réduction presque pathologique des individus à l'immédiateté pure, font que beaucoup ont une mémoire de poissons rouges. Ainsi, malgré tous les exemples du contraire, la CGT pouvait se présenter en 2016, comme elle le fait aujourd'hui, comme une vaillante organisation de combat, et qui l'a toujours été par le passé.

Le 9 mars, entre 250.000 et 500.000 personnes manifestaient contre la nouvelle Loi Travail. Les syndicats, à l'échelle nationale, ont refusé de déclencher une grève – seules les sections locales étaient impliquées, ce qui ne signifie pas qu'elles soient bien meilleures. Il y a eu ce jour-là des manifestations dans tout le pays, et des confrontations significatives avec l'État dans six villes, en plus d'une implication des lycéen-nes d'une centaine d'établissements.

Le 17 mars, « ... des dizaines de jeunes radicaux et casseurs ont perturbé le défilé parisien... Dix minutes après le début du défilé, dans l'atmosphère chargée, certains jetaient des projectiles, des canettes et d'autres des bouteilles sur les CRS. L'atmosphère est 'nettement moins bonne que la semaine dernière' », déclarait un syndicaliste de la CGT (à titre d'observateur). C'est à cette manif que le Service d'Ordre de la CGT a commencé à livrer des « auteurs de troubles » aux flics (expression mise entre guillemets, car il est évident

que le capitalisme trouble la grande majorité des gens, et que le troubler est l'un des meilleurs moyens de se sentir moins troublé).

C'est pourquoi le 24 mars, à Paris, le QG de la CGT, compte-tenu de la collaboration antérieure du syndicat, a vu ses fenêtres brisées.

Mais, toujours le 24 mars, la CGT locale exprimant le sentiment d'une partie de sa base essayant de pousser sa direction vers une véritable opposition à la Loi Travail (non sans une certaine naïveté), paralysait virtuellement Rouen, les agents portuaires et maritimes s'étant mis en grève et ayant bloqué les routes, tandis qu'au Havre, des dockers en grève bloquaient la périphérie de la ville. Plus tard, début avril, ces dockers prévenaient qu'ils bloqueraient toute la ville si des étudiants ou des lycéens du Havre devaient être emprisonnés à la suite des manifestations. Je ne sais pas si c'était une menace qu'ils ont continué à faire pendant le reste du mouvement.

En fait, plusieurs syndicats locaux de la CGT se sont mis en grève durant ce mouvement. LE 26 avril, à Paris, des ouvriers précaires ont par exemple occupé partiellement la Comédie Française, et forcé l'annulation des spectacles. Dix théâtres nationaux ont été occupés (au moins partiellement) durant le mouvement – essentiellement par des intermittents qui comprenaient à la fois des travailleurs syndiqués à la CGT et des non-syndiqués (voir le texte de leur mouvement en 2003).

Néanmoins, ces « occupations », si l'on peut se baser sur l'exemple de Montpellier, restaient des occupations très conservatrices, essentiellement symboliques.

### **Montpellier : occupation par les intermittents en vêtements de théâtre**

Il s'agit en fait là de pratiques spectaculaires classiques : la nudité ne dure que le temps de la photo. En public, c'est illégal ! Les bâtiments, même inutilisés, sont « respectés » (il ne faut rien



endommager), en plus du fait qu'ils se situent dans un lieu isolé. On est loin du dépassement des rôles, et les artistes, même précaires, de continuer de jouer leur rôle d'artiste, alors même que tout indique que l'action ne servira à rien.

### **Gare de Bayonne : le 3 juin 2016, la CGT organise le meurtre symbolique du Capitalisme (die-in) – malheureusement assez vivant pour paralyser une véritable lutte contre ceux qui attendent le salut par la bureaucratie déguisée en organisatrice de théâtre de rue.**

La composition de la main d'oeuvre salariée en France est polarisée depuis plusieurs décennies entre, d'une part, des travailleurs qualifiés, dans une sécurité relative (dont une partie travaille pour le secteur public) et, d'autre part, des travailleurs peu qualifiés ou temporaires. En général, les syndicats ont été organisés de façon à empêcher la communication entre ces deux « secteurs » différents. La conséquence a été, comme les syndicats le reconnaissent, la généralisation de la précarité en dehors des secteurs les plus protégés, inévitable contrepartie aux droits acquis par les travailleurs qualifiés, plus en sécurité. Les syndicats s'opposent fermement à toute communication entre les ouvriers plus manifestement intégrés, et généralement plus âgés, et les prolétaires plus jeunes, les chômeurs ou les travailleurs précaires, et ceux qui sont destinés à le devenir. D'où leur hostilité flagrante envers les éléments les plus radicaux de la lutte, les « casseurs », et en particulier



les lycéens. Pour ne citer qu'un exemple tiré de l'expérience directe, la CGT, à l'instar d'autres syndicats (SUD, etc.), a abandonné la manifestation du 14 avril à Montpellier, parce que les lycéens étaient un peu chauds (voir le texte « Le 14 avril à Montpellier, sur le site Dialectical-delinquents) et qu'elle ne voulait pas être associée à cette état d'esprit. Quelques membres du SO de la CGT sont restés, pour observer, et à un moment, l'un d'eux a essayé d'arrêter l'extension de la manif à travers la rue, tentative futile puisque complètement ignorée.

La CGT, avec son Service d'Ordre, est là pour protéger la belle image de manifestations contrôlées par la hiérarchie. Elle n'a probablement jamais protégé un manifestant contre la violence de la police ; elle agit elle-même comme la police. Le 1er mai 2016, elle se plaignait du nombre insuffisant de flics. A Nantes, elle a empêché les tracteurs des paysans de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes d'entrer dans la manifestation sous l'argument tout à fait faux que « la ZAD n'a rien à voir avec l'objet de cette manifestation ». A Marseille, le 12 mai, le Service d'Ordre de la CGT a attaqué à coups de bâtons et de gaz lacrymogènes différents manifestants pour les disperser. Et lors de la manifestation du 17 mai à Paris, ses membres ont chargé les manifestants lents à se disperser. Des abus similaires ont été signalés dans plusieurs autres villes. La police a épargné les manifestations d'impuissance syndicale, tout en attaquant systématiquement les manifestations sauvages, incontrôlées, parfois en collaboration avec la CGT.

### **Individu frappé par la CGT, le 17 juin 2016**

Cependant, les flics ne sont pas toujours conscients de la politique nécessaire pour contenter la CGT. Le 14 juin, à Paris, la manifestation rassemblait probablement un demi-million de personnes (80.000 selon la police, 1.200.000 selon les organisateurs). L'ensemble du parcours était clôturé par des barrières hautes de plusieurs mètres, ce qui rendait impossible toute évasion, comme tout moyen d'entrer : des milliers de manifestants qui voulaient rejoindre le défilé en route ont été bloqués par cette clôture. La police a été très ferme dans l'application de cette division. A la fin de la manifestation, un groupe important de dockers de la CGT a affronté les CRS après que l'un d'eux ait été sérieusement blessé par une grenade des flics. Ce soir-là, le préfet de police de Paris a déclaré à quel point il était scandalisé par la présence de drapeaux de la CGT dans la zone de confrontation : « Il y avait une forme de solidarité, au moins passive, avec les casseurs », a-t-il dénoncé, et certains syndicalistes de la CGT ont tenté d'entraver les interventions de la police, y compris les arrestations. Manuel Valls a accusé la CGT d'avoir eu une « attitude ambiguë vis-à-vis des casseurs », et François Hollande a menacé d'interdire toute manifestation qui ne pourrait être sécurisée, exigeant que la CGT reprenne la direction des défilés, et qu'elle les sécurise elle-même contre les « inorganisés ». La priorité absolue pour le gouvernement était de briser le moment quasi unique de solidarité qui s'est produit durant cette manifestation, et son potentiel développement.

Le 21 juin, Valls interdisait une manifestation prévue dans le centre de Paris par les syndicats. Le lendemain, l'État retirait cette menace en offrant un itinéraire rigoureusement contrôlé d'un kilomètre autour d'un canal, comme miette accordée aux bureaucrates de la CGT... qui l'ont alors qualifié de « victoire de la démocratie ». C'est que cela leur avait permis de sauver la face tout en se joignant au gouvernement, avec la nécessité pour les deux de mettre fin aux actes de vandalisme. Le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez avait déjà justifié les interdictions de participer aux manifestations envoyées la veille de la manif du 14 juin à 130 personnes (dont des adhérents de la CGT) : « C'est normal – ce sont des voyous », se basant sur des dossiers de police (il n'y avait même pas de procédures judiciaires).

Pour la direction de la CGT, toute confrontation avec la police est de la délinquance. C'est pourquoi, malgré la violence des flics qui ont attaqué les blocus d'Esso à Fos-sur-Mer, elle a émis des instructions de ne pas y résister. Il y a eu plusieurs blocages de raffineries, mais la plupart ont été de courte durée et ont peu affecté la distribution d'essence : les pénuries ont duré 24 heures. La seule exception a peut-être été au Havre, resté bloquée plusieurs semaines par la grève, au point de compromettre l'approvisionnement de Paris et de ses aéroports. A l'échelle nationale, l'accès limité au carburant n'a duré qu'un jour. Si l'on regarde ce qui s'est passé en 2010, il paraît assez clair que ce blocus a plus tenu du spectacle que de la réalité. A Marseille, le centre commercial Les Terrasses du Port a été bloqué le 26 mai par l'intersyndicale, et à Paris, le 8 juin le train annonçant l'Euro de Foot 2016 par les cheminots de SUD-Rail. Ces blocus n'ont duré que quelques heures, compte tenu de l'intervention rapide de la police et de l'idéologie cégétiste selon laquelle « affrontement = délinquance ». Les blocages n'ont guère affecté la vie quotidienne de la grande majorité : les centres commerciaux sont restés approvisionnés et l'économie a été très peu perturbée ; moins encore qu'en 2010. Il est clair que les syndicats ne voulaient pas bloquer le pays mais simplement utiliser les blocages comme un moyen de pression pour forcer le gouvernement à ouvrir des négociations.

\*\*\*\*\*

### **Résumons :**

Martelant sans cesse qu'il s'agissait d'une « attaque historique contre nos droits », qu'un siècle de lutte était ainsi « jeté à la poubelle », la CGT se limitait dans la pratique à des grèves de 24 heures qui n'étaient souvent même pas suivies par ses membres. Ils n'ont jamais tenté de réaliser une unité d'action entre les métiers, les professions et les lieux de production. Des « assemblées générales interprofessionnelles » ont parfois eu lieu, mais seuls les représentants syndicaux y étaient invités. Ils n'ont, bien sûr, jamais appelé à une grève générale, n'ont jamais cherché à briser les séparations entre les différents secteurs de la classe ouvrière salariée, malgré les passages à tabac, l'hospitalisation de centaines de personnes et la dégradation programmée des conditions de vie des prolétaires de tout le pays comme conséquence de cette loi. On pourrait déplorer tout ça, mais ce serait oublier qu'elle a ici joué son rôle classique de syndicat dans la société actuelle : des organismes intégrés, dialoguant et collaborant avec le Pouvoir.

Il ne suffit pas que la base prenne des initiatives tout en gardant le silence sur la complicité de la CGT (collaboration avec les flics pendant le mouvement, collaboration quotidienne avec les patrons ; plus largement, peur de tout ce qui parvient à échapper à leur contrôle, etc.). Les membres individuels de la CGT peuvent éprouver toutes les inquiétudes du monde à propos de leurs chefs, mais s'ils ne font rien pour les rendre publiques (quitte à le faire de façon clandestine pour ne pas s'exposer à des mesures disciplinaires brutales), la rupture avec les manipulations syndicales ordinaires ne sera jamais consommée. C'est la contradiction qu'éprouve en son for intérieur tout adhérent à des formes d'organisations aussi classiques que les syndicats. Soit il choisit en quelque sorte la rupture en refusant d'étouffer ses critiques privées et ses sentiments réels, soit il préfère se résigner pour continuer à bénéficier de l'apparente sécurité que procure la qualité de membre d'une organisation qui proclame, ainsi que le font tous les groupes qui se livrent au racket, vouloir assurer leur protection. Dans ce second cas, ils ressentent amèrement une défaite où ils ont été incapables de s'affirmer, et, pour ne pas succomber à la honte, préfèrent imputer cet échec à leurs dirigeants. Ceux qui choisissent d'être dirigés plutôt que de prendre les choses en main affirmeront toujours avoir été vendus. Les ultra-gauchistes peuvent bien s'en prendre au syndicat. Sauf qu'un syndicat se comporte comme un syndicat ; il est dans la nature de celui-ci d'assumer une fonction sociale où il se place hors du contrôle tant de la masse des travailleurs syndiqués que de chacun de ses membres – une fonction sociale rendue indispensable par sa position au cœur

même du procès de production et de consommation des marchandises. C'est donc plutôt sur les membres inférieurs de la hiérarchie qu'il faut faire porter le blâme, et sur leur échec à combattre et à contester les manipulations venues d'en haut. Les travailleurs ont trop souvent le sentiment de devoir rester dans le syndicat pour se décharger ainsi d'une tâche angoissante pour eux-mêmes et les autres : celle d'avoir à combattre la hiérarchie sans l'appui et le soutien d'une hiérarchie rivale.

Il est particulièrement important, entre autres choses, de bien saisir le double jeu auquel se livrent les syndicats, et tout particulièrement la CGT, notamment lors de ces mouvements. L'illusion que les héros de la CGT constitueraient en quelque sorte la dernière opposition authentique et seraient en conséquence menacés d'être détruits illustre encore une fois comment la contre-révolution a pénétré les esprits et dérouté les consciences jusque parmi ceux qui cherchent à redonner vie à un mouvement révolutionnaire. Une touche de populisme et quelques vœux pieux suffisant à rallier les adeptes du mouvementisme, il y a fort à parier qu'une majorité d'anarchistes et d'anti-autoritaires auront tendance à considérer une critique radicale des syndicats, et en particulier de la CGT, comme quelque chose de ringard. Cela illustre comment la CGT a travaillé avec succès à changer son image, parvenant à se faire passer pour la première victime des lois-travail et pour l'avant-garde de la lutte.

---

## **Annexe sur SUD**

(d'[ici](#))

La crise de l'hiver [1995-6] confirme la percée du syndicalisme de base rénové, recomposé hors des confédérations traditionnelles et qui inquiète beaucoup leurs directions, en particulier celle de la CFDT. Le modèle en est désormais SUD.

Les références fréquentes des fondateurs de SUD aux sources du syndicalisme révolutionnaire, voire de l'anarcho-syndicalisme pour ceux qui sont aussi membres de la CNT, aux Bourses du travail et aux premières associations qui avaient comme objectif l'émancipation des travailleurs, peuvent faire illusion. De même que leur hostilité au corporatisme le plus borné.

Mais leur démarche est plus le résultat de l'exclusion imposée par la direction de la CFDT que de la réflexion critique. En réalité, ils participent à la rénovation du syndicalisme, rénovation basée à la fois sur la reprise du thème de l'autogestion et sur la prise en compte du phénomène de l'exclusion jusqu'alors négligé par les centrales. Ils combinent la défense traditionnelle du statut des travailleurs de l'Etat à la défense des sans-travail, des sans-logis et des sans-papiers, participent à la création d'associations caritatives et multiplient les relations avec celles, laïques et religieuses, qui prennent le relais de l'Etat en matière d'assistance.

SUD est déjà partie intégrante du mouvement associatif tel qu'en rêvent les purs démocrates de notre époque, champions de " la défense de la société civile contre les attaques du pouvoir d'Etat ". Mais le mouvement associatif rénové est déjà pourri avant même d'avoir fleuri : il est issu de la décomposition de l'ancien syndicalisme professionnel, basé sur l'identification des individus à la classe du travail, et de l'émergence des nouvelles associations réformistes, fondées dans le but d'intégrer au travail tous ceux qui en sont exclus afin qu'ils deviennent des citoyens à part entière. Malgré la bonne volonté de nombre de membres de SUD, le syndicalisme atypique qu'ils appellent de leurs vœux n'a rien de révolutionnaire.

L'ironie sur le bureaucratisme des centrales ne les empêche pas de participer aux mécanismes institutionnels dans les entreprises d'Etat, en particulier les élections professionnelles, qui permettent d'être reconnu par l'Etat

comme représentants officiels du personnel. L'idée de ne pas abandonner le terrain des institutions paritaires, des comités d'entreprise aux conseils d'administration, aux gestionnaires est archi-éculée. Le terrain est piégé : les délégués y sont admis comme cogestionnaires des forces de travail.

Face à l'institutionnalisation de SUD, des contestataires proposent de limiter le temps de participation des délégués aux organismes de cogestion et même d'élire et de révoquer, au gré des décisions prises dans les assemblées générales, les comités de grève. Mais aucune procédure formelle n'a jamais entravé l'apparition de la hiérarchie au sein des institutions, même lorsque leur base est considérée comme souveraine. Tant que les individus éprouvent le besoin d'être représentés, ils sont toujours confrontés au fait que la représentation qu'ils choisissent échappe à leur contrôle.

### **La CGT – des chiens de berger déguisés en loups**

[Tract trouvé dans les rues de Montpellier, repris de [Dialectical Delinquents](#).]

## **nantes**

### **27 avril à Nantes : le carnaval des agités !**

Une légion romaine, un bateau de pirates, un poulpe, des arbres vivants, Jean Sarkozy, des Darks Vadors, un gang de sosies de Michel Foucault, un braqueur sorti de « La Casa de Papel », et autres créations ... C'est un carnaval pas comme les autres qui défilait vendredi 27 avril dans les rues de Nantes.

[Le carnaval des Agité-e-s](#), organisé par les étudiants en lutte, s'est déroulé sous un vent houleux et un dispositif policier parfaitement ridicule. Pour cet événement, une centaine de personnes se sont retrouvées sur la place Bouffay. Sans rien changer de son absurdité, des cohortes de CRS ont collé le cortège sur les côtés, guidées par des chefaillons qui conservent un air sérieux et professionnel. Les énormes dispositifs précédents – un policier par manifestant – n'étaient visiblement pas suffisant, la préfète aligne à présent quasiment un camion de CRS pour chaque contestataire !

« De la Bretagne à l'Aquitaine, nik les cohortes urbaines! », « Néron, Macron, même combat! », « La BAC a triché, elle n'est pas déguisée! ». Jean Sarkozy était bien dans son rôle, scandait : « plus de flics, moins de Smic », « Laissez les pauvres, défiler, ils vont croire, que ça peut marcher ».

Plusieurs fourgons de CRS, et même un bus, suivent le cortège. Les passants regardent le carnaval, amusés. Au lieu de s'engager dans le Cours Saint Pierre, les carnavaliers et carnavalières font demi-tour devant la préfecture, pour sillonner le cours des 50 otages dans l'autre sens. Les CRS commencent une nasse, avant de se rendre compte qu'ils ne sont vraiment pas dans les clous. Retour place Bouffay. Bouclé de toutes parts, le carnaval ne peut poursuivre sa course. Une passante, excédée, exprime son exaspération: « tous ces CRS pour un carnaval ?! Ils sont sérieux ?! ».

Tout au long de ce court défilé, une ambiance joyeuse a parcouru tout le carnaval. La plupart des policiers sur place étaient énervés, poussaient du bouclier chaque personne qui traversait leurs rangs. Cette petite mobilisation est parvenue à tourner en ridicule l'ensemble du dispositif policier, composé d'agents qui ne savaient pas trop où se mettre, et qui n'ont réussi qu'à s'enfermer dans une position inutile et penaude, moquée par de nombreux passants. Cette action a surtout permis de restaurer à Nantes, l'esprit d'un Carnaval créatif qui se moque des puissants.

Bref, loin du carnaval subventionné, aseptisé et commercial que nous vend la mairie depuis trop longtemps.

## nicaragua

### Nicaragua: manifestation insurrectionnelle contre des contre réformes des retraites

Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, a renoncé dimanche 22 avril à sa réforme controversée des retraites, à l'origine d'une vague de manifestations, qui a fait au moins vingt-cinq morts en cinq jours. Parmi les victimes figurent des étudiants, des policiers et de jeunes sympathisants du Front sandiniste, au pouvoir, accusés de s'être attaqués aux manifestants. Les troubles en cours, les plus graves depuis l'arrivée au pouvoir du président Ortega, il y a onze ans, ont commencé mercredi dans un grand nombre de villes du pays pour protester contre la réforme des retraites, qui se traduisait aussi par une baisse de 5 % du montant des retraites afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale (76 millions de dollars), sur recommandation du Fonds monétaire international.

## nice

### Nice, France : Evasions à l'ancienne du centre de rétention

Selon une vieille pratique de préfecture, on apprend une jolie histoire qu'avec retard et parce que des gens ont été chopés. Il n'empêche, lundi 23 avril un journal local (Var Matin) nous apprend que **5 sans-papiers sont parvenus à s'évader du centre de rétention de Nice le 19 mars dernier.**

**Ils ont défoncé le plafond des toilettes puis, une fois sur le toit du bâtiment, sont redescendus à l'aide d'une corde avant d'escalader le grillage d'enceinte.**

L'un d'eux, qui avait déjà refusé d'embarquer dans un avion pour l'Algérie, passait en procès : empruntant ce nouveau chemin vers l'air frais trois minutes après les quatre premiers, il est malheureusement tombé sur une patrouille de police juste après le grillage (il a pris 2 mois ferme ce lundi 23 avril). Les quatre autres, eux, sont toujours dans

la nature et n'ont pas été rattrapés.

# région parisienne

## Rassemblement samedi 18h00 suite à une agression raciste & homophobe et des violences policières

Suite à une agression fascisante, raciste & homophobe et des violences policières, avec Act Up-Paris, un ensemble de militants anti-homophobes, antiracistes et antifascistes ainsi que les signataires de cette initiative : nous appelons à un rassemblement demain, samedi 28 avril 2018 à 18h00 place du Colonel Fabien (ligne 2).



Nous avons appris que mardi dernier au matin dans le 19e arrondissement de Paris, en terrasse du Café des Dames de la Place du Colonel Fabien, James et Victor, homosexuels, ont subi tous deux durant des heures une agression raciste & homophobe ainsi que de multiples violences policières. Les deux jeunes gens, dont l'un est noir et homosexuel, nous ont alors confié leurs témoignages.

James s'installe en terrasse, on refuse de le servir. révolté, il se lève, demande des explications et le personnel de direction du bar tente de le virer à grand renfort d'insultes racistes et homophobes. Une bagarre s'en suit. Victor tente alors de protéger et séparer James de la bagarre. Des amis d'un salarié du bar lui volent son sac puis cassent un verre sur la nuque de James et s'intègrent à la bagarre. La police arrive sur les lieux, elle demande à James et Victor de les suivre jusqu'au commissariat pour prendre leurs dépositions. Il n'en sera rien et ils ne seront jamais considérés comme des victimes.

À l'inverse, au commissariat du 19e, le Commissariat Erik Satie, les policiers vont alors retenir les deux jeunes hommes durant 9 heures, menottés à une chaise sans avoir vus d'avocats, ni leur avoir notifié une Garde à Vue. Ils vont multiplier contre eux des heures durant les brimades et humiliations racistes et homophobes. Durant 9 heures, les policiers leur ont saisis leurs téléphones et ont refusé de leur donner à manger ainsi que limité leur accès à l'eau tout en mimant des fellations sur des bâtonnets de glace. Ils ont également refusé de prendre leur plainte. Ils ont fait savoir à James et Victor qu'ils faisaient l'objet d'une plainte pour « violences et dégradations », le personnel du bar étant venu entre-temps déposer plainte contre eux. Ils vont être convoqués au tribunal. À savoir que James, dans la rixe, a été projeté sur un scooter qui s'est renversé au sol.

Nous nous rangeons du côté des victimes et nous pouvons tout à fait imaginer les discours contradictoires qui apparaissent. C'est bien simple, ces discours, en matière d'agression, sont bien trop souvent les mêmes. Il en va de même pour les victimes de viols qui, bien trop souvent, doivent subir un parcours très difficile. Nous leurs adressons également toute notre solidarité.

Face à l'impunité, et la multiplication des agressions et violences fascistes, racistes, sexistes, homophobes, face à l'attitude de la police, nous avons décidé, avec l'association Act Up, et en accord avec tous les signataires qui nous ont rejoint, d'appeler à nous mobiliser et à rassembler. Le rassemblement aura lieu demain devant cet établissement place du Colonel Fabien. Ces actes inacceptables et impunis doivent appeler une réaction immédiate et collective. Ce traitement par la police est honteux. Il est inhumain, indigne et illégal.

ILS CONTINUENT DE REJOINDRE NOTRE APPEL :

Act Up-Paris

STOP HOMOPHOBIE

Le Refuge

MAG Jeunes LGBT

AIDES,

...

Si vous représentez une asso, un collectif ou une institution et que vous souhaitez vous joindre à l'appel de ce rassemblement, n'hésitez pas à nous le faire savoir dès maintenant via [la page facebook](#).

La peur doit changer de camp !

ALERTA ANTI-HOMOPHOBIA

PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX

## **Tergnier – Chauny, France : Sabotage de train de marchandises aux lourdes conséquences – 24 avril**

Un sabotage s'est produit vers 5h30 entre Tergnier et Chauny, dans l'Aisne contre un train de fret. Ce sont d'abord des pétards de voie qui ont contraint le train à s'arrêter, puis des inconnus sont intervenus et ont saboté les systèmes de freinage en coupant les raccords de la conduite générale de freins à 7 endroits, immobilisant le convoi sur les voies... **Onze trains ont été impactés par la**



**suite, dont deux trains de voyageurs à destination de Paris Nord, qui ont enregistré deux heures de retard.** Ce sabotage intervient au 10ème jour de grève à la SNCF.

[Reformulé du Pourisien.fr, mardi 24 avril 2018]

## **1er mai parisien : La bataille d'Austerlitz [MAJ 2, du 4/05]**

# **1er mai parisien : La bataille d'Austerlitz [MAJ 2, du 4/05]**

Posted on [2 mai 2018](#) by [Attaque](#)

*La manif n'est pas allée très loin sur son parcours prévu, mais elle a été joyeuse... Juste après le Pont d'Austerlitz sont commencées les réjouissances, avec un McDo et un magasin Renalut trashés, tout comme pas mal de mobilier urbain. Une pelleteuse qui se trouvait dans l'enceinte de la gare est partie en fumée, vite rejointe par un pair de voiture sans permis. Les flics ont répliqué avec une nuage de gaz et la manif a replié de l'autre côté du pont, avec barricades, départs en sauvage et maintes dégradations dans le quartier de la Bastille. Dans la soirée, quelques centaines de joyeux luron.ne.s ont sillonné le 5ème arrondissement, avec quelques barricades qui ont étonné les hipsters fréquentant les bars et restos branchés du quartier Muffetard-Monge.*

*Toujours dans la soirée, les flics ont attaqué l'occupation de l'EHESS, sans parvenir à l'expulser, et il y a eu des bastons avec des fachos [source : Paris-Luttes].*

\*\*\*\*\*

*extrait de FranceInfo / mercredi 2 mai 2018*

**Cent neuf personnes ont été placées en garde à vue** dans la foulée de la manifestation du 1er-Mai dans la capitale, a annoncé le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, mercredi 2 mai. De violents affrontements ont éclaté entre des militants d'extrême gauche et la police, en marge du traditionnel défilé syndical de la fête du Travail. Au total, 283 personnes ont été interpellées.

Quatre personnes ont été légèrement blessées. Parmi elles, **un CRS, qui a reçu un pavé dans le dos, explique la préfecture**. Celle-ci a également dressé un bilan matériel de ces incidents. Selon un décompte provisoire à 23h30, « 31 commerces ont été dégradés dont deux incendiés, six véhicules ont été incendiés et 10 autres ont été dégradés », et du mobilier urbain a également été vandalisé.

La police a recensé 20 000 participants au cortège syndical parisien – contre 55 000 selon la CGT – mais également 14 500 venus hors du cortège. Et parmi eux, environ 1 200 black blocs [...].

Après la fin de la manifestation syndicale, une centaine de personnes, dont certaines encagoulées, ont continué à jouer au chat et à la souris avec les forces de l'ordre dans les rues touristiques du Quartier latin à Paris.

\*\*\*\*\*

## **Un cortège de tête qui grandit toujours plus**

*extraits du Monde / mercredi 2 mai 2018*

La « nébuleuse » black bloc, vue par les caméras PVPP

[...] Quelque « 1 200 black blocs » selon la préfecture de police – « du jamais-vu », d'après une source policière –, ont pris la tête d'**une manifestation hétéroclite composée de 14 500 personnes gravitant hors du cortège syndical**, évalué à 20 000 participants par la police et 55 000 par la CGT. A titre de comparaison, la préfecture de police de Paris avait dénombré dans la manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> mai 2017 environ 800 personnes en tête de cortège parmi lesquelles 150 black blocs.

[...] Les premiers affrontements ont eu lieu sur le pont d'Austerlitz, aux alentours de 15 h 30. [...] Après le pont d'Austerlitz, sur le boulevard de l'Hôpital, ils s'en sont pris au mobilier urbain, aux vitrines, notamment à celle du restaurant McDonald's à l'angle de la rue Buffon, aux véhicules d'un concessionnaire Renault, ont incendié un engin de chantier et lancé des projectiles sur les forces de l'ordre. Ces dernières ont attendu quelques minutes avant d'intervenir, répliquant avec de nombreuses grenades lacrymogènes avant de faire entrer en action les camions porteurs de canon à eau. Paradoxalement, les dégâts matériels et humains ont été plutôt limités. « Cela correspond à la nouvelle stratégie du préfet, explique un cadre de la PP. Les forces de l'ordre sont positionnées loin des black blocs pour ne pas créer d'abcès de fixation. »



Les forces de l'ordre ont alors enserré le « cortège de tête » grâce à l'emploi de deux lanceurs d'eau et à grand renfort de gaz lacrymogènes. Acculés, les manifestants ont rebroussé chemin, regagnant le pont d'Austerlitz. Plusieurs affrontements ont éclaté. La circulation sous le pont, sur les voies sur berge, a dû être coupée. Une partie des incidents se sont finalement reportés vers le point de départ de la manifestation, sur le boulevard de la Bastille, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement.

Boulevard de la Bastille

**Les forces de l'ordre ont interpellé 283 personnes en marge de la manifestation à Paris, et 109 étaient mardi en garde à vue**, principalement pour jets de projectile et port d'arme prohibé. Le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, avait fait état de 209 gardes à vue mercredi matin sur France 2, avant d'être corrigé par la préfecture de police de Paris. « *Trente et un commerces ont été dégradés dont deux incendiés, six véhicules ont été incendiés et dix autres dégradés* », a détaillé la préfecture de police. Quatre personnes ont été blessées légèrement, dont **un CRS qui a reçu un pavé dans le dos**.



M. Collomb a rejeté la polémique naissante sur la réaction des forces de sécurité et l'étendue des dégâts, soulignant que les quelque 1 200 militants « *black blocs* » à l'origine des incidents s'étaient mêlés aux manifestants et que charger aurait provoqué des blessés. « *On est en train de regarder l'identité d'un certain nombre de gens, ils seront recherchés et traduits en justice* », a-t-il dit. Il a ajouté que la préfecture de police s'attendait à la venue de « 500 à 600 » militants radicaux et que le double avait convergé à Paris.

« *Il y a un mouvement qui est puissant* », « *nous allons nous adapter* », a déclaré Gérard Collomb, précisant que les effectifs des forces de l'ordre seraient renforcés pour les prochaines manifestations.

**La police entend exploiter les images de vidéosurveillance et relever des traces ADN sur des projectiles et des vêtements abandonnés pour identifier et poursuivre d'autres personnes.** [...]

Après la manifestation officielle, un appel avait circulé sur les réseaux sociaux enjoignant les militants d'ultra-gauche à se rendre au Quartier latin, haut lieu de la contestation en Mai 68. **Une centaine de jeunes, dont certains encagoulés, ont joué au chat et à la souris dans les rues touristiques du quartier de la rue Mouffetard.**

Rassemblés au centre de la place de la Contrescarpe, les jeunes ont invectivé, bières à la main, les forces de l'ordre en criant « *Tout le monde déteste la police* ». Après plusieurs jets de projectiles, les CRS ont fait usage peu après 19 heures de gaz lacrymogènes pour arrêter des manifestants, dont certains dressaient des barricades au moyen de barrières publiques sur la place désertée.

Lors de l'intervention des forces de l'ordre, les clients attablés se sont calfeutrés à l'intérieur des

établissements, qui avaient rangé tables et chaises des terrasses. Le retour à la normale est intervenu avant 22 heures. [...]

\*\*\*\*\*

## La France Insoumise se dissocie (tiens, c'est du jamais vu !)

*extrait de LCI / mercredi 2 mai 2018*

[...] Invité à réagir à l'absence d'Emmanuel Macron lors du 1er-Mai, Jean-Luc Mélenchon a cette fois donné raison au Président, qui avait laissé le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur gérer les événements : « Vous croyez quoi ? Que 100 personnes vont prendre en l'otage l'Etat et que tout le monde devrait être là à regarder les fils à papa péter les vitrines de McDo ? » [...]

[...] Le député insoumis est revenu au micro de BFM sur la confusion entre les blacks blocs et les bandes « d'extrême droite » qu'il a accusés d'avoir perpétré les violences lors de la manifestation du 1er mai : « J'ai vu des gens empêcher une manifestation de se dérouler convenablement, j'ai pensé que c'étaient des fachos. » Avant de les condamner : « Ce groupe de violents nous confisque, récupère, le 1er-Mai. [...] Personne ne peut croire qu'en cassant la vitrine d'un McDo, on perpète un acte révolutionnaire ». [...]

[...] « On verra à partir des interpellations les noms qui apparaissent, sans doute des gens que nos services connaissent, mais je n'ai pas l'impression que des militants d'extrême droite seraient le bienvenus dans un cortège de 14 000 personnes qui se réclament d'extrême gauche », explique Michel Delpuech. [...]



\*\*\*\*\*

Les photos – tweets et autres prises d'images, de vidéos et de sons ... leur conséquences dangereuse – voici le retournement !

Un-e de nos compas a failli prendre très très salement à cause des photos et vidéos de deux journalistes du Monde :

C'est fou les conséquences que peuvent avoir une simple toute petite petite photo sur twitter lorsque pour gagner votre salaire d'exploité-e-s vous ne réfléchissez pas aux suites. Il ne s'agit pas de vous défendre en arguant de toute la meute de journaflics similaires à vos agissements; il s'agit d'un exemple concret. Il s'agit de briser une vie, de briser toutes les vies reliées à l'action d'un-e individu-e qui voulait son anonymat maximum !

Soutien et solidarité à ceux encore en gardav' à cette heure (4h57 du matin du 2 mai)

\* Pierre Bouvier – <https://twitter.com/pibzedog>

et/ ou

\* Cécile Bouanchaud – <https://twitter.com/CBouanchaud> – <http://www.lemonde.fr/journaliste/cecile-bouanchaud/>

*Nous (les pavés volants) nous souviendrons de vous, toujours !*

\*\*\*\*\*

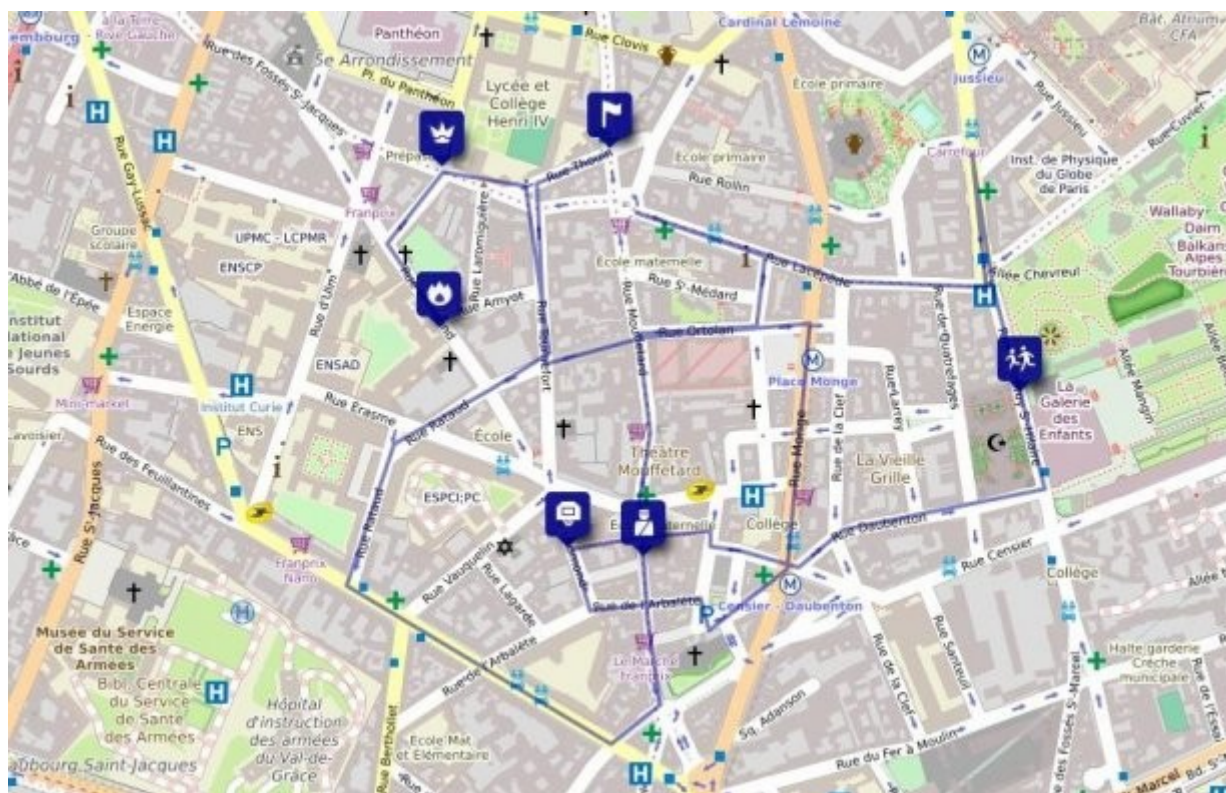
## [Mise-à-jour du 3 mai] Une manif en colimaçon

Paris-Luttes / jeudi 3 mai 2018

*Bref récit d'une longue manif en serpent in dans le quartier Latin.*

Après la manif de l'après-midi, avec quelques camarades on a vent de plusieurs manif sauvages en cours vers Bastille, et on est dans aucune, quelle frustration ! On décide donc de prendre l'apéro place de la Contrescarpe. Le trajet jusqu'au quartier latin se fait sous un bruit constant de sirènes de police en direction de Bastille. On sent bien un parfum de débordements dans l'air. Malheureusement à notre arrivée, la flicaille avait déjà réservé la place pour elle toute seule. Il faut dire qu'on s'en doutait, vu le nombre de camions de CRS qui stationnaient rue Monge.

De part et d'autre de la place dans la rue Mouffetard, nous voilà donc quelques dizaines, peut-être deux cents, Grosjean comme devant. On garde notre matos d'apéro (bières, chips, grenadine) pour plus tard. Vers 18h45-19h, on se décide alors à quelques dizaines de personnes, à partir sillonner le quartier. D'abord 50, on sera jusqu'à 150 (estimation toute personnelle) par moments. Je ne décrirai pas toutes les déambulations (reproduites sur la carte) jusqu'aux alentours de 21h, mais je me contenterai de certains moments.



D'abord il y a eu des moments comiques. Au début par exemple, on passe rue du Pot de Fer, où les bars sont remplis et la rue étroite. On se dit qu'on ferait mieux d'attendre les condés pour leur laisser une chance (il s'agissait quand même de les faire courir). C'est alors qu'on a pu assister à une scène surréaliste, où les keufs marchaient en bloc au milieu des client.e.s des bars. Certes, on a le rire facile.

Ce qui a pas mal plombé le cortège, c'est l'indécision. Que de fois n'a-t-on tergiversé aux carrefours pour décider où aller! Il y avait donc beaucoup d'inertie à ces moments-là, ce qui a permis aux flics de nous rattraper facilement. Comme l'a dit un camarade à un croisement, on aurait bien eu besoin des spontanéistes. En même temps, ça nous a permis d'atteindre un objectif : tourner autour et dans le quartier Latin, sans s'en éloigner. Le fait de tourner a permis d'agréger des gens au fur et à mesure. Peut-être qu'au bout d'un moment on aurait dû partir vers un lieu (l'EHESS par exemple), mais ça ne s'est pas fait.

Rester dans le quartier Latin était très avantageux pour nous, car le dédale de ruelles permet de s'échapper. Spéciale dédicace au Passage des Postes qui a sauvé une bonne partie du cortège d'une nasse. Malheureusement, la solidarité a pêché à ce moment-là car une vingtaine de camarades sont resté.e.s salement gazé.e.s et nassé.e.s par les flics dans l'entrée d'un parking (au niveau du panier de basket sur la carte, avouez que c'est malin). Certaines de ces personnes ont été embarquées plus tard, alors que les autres ont été libérées car les flics étaient surmenés. Comme quoi la stratégie de la manif en serpentins a payé.

Il y a eu des moments jubilatoires, comme cette cavalcade le long du Jardin des Plantes : après avoir longuement hésité à parcourir la rue de peur d'une nasse, on a osé la prendre au pas de course.

Il y a aussi eu des moments plus tendus, comme ce CRS tout seul au milieu de la rue Mouffetard (point « flics » sur la carte), qui, alors qu'il se faisait copieusement insulter dans la joie et la bonne humeur, a pointé son arme sur des gens. Quelques instants plus tard, un autre CRS fera le même trajet tout seul sous les mêmes quolibets, mais restera de marbre. 2 salles 2 ambiances. Il y a aussi eu une grosse salve de lacrymos, alors qu'on profitait d'une autoréduc bien méritée sur les pommes et clémentines au croisement de la rue de l'Estrapade et de la rue Clotilde (icône « explosion »). Je ne sais pas ce qu'il est advenu de toutes les personnes qui étaient là, car ça s'est dispersé dans toutes les rues alentours.

Finalement, ç'a été deux bonnes heures de déambulations, et ça faisait du bien de se promener ensemble. Mais je sais qu'il n'en a pas été de même pour tout le monde, qu'il y a eu des nasses, que des flics ont salement malmené des manifestant.e.s, que d'autres personnes ont eu la malchance de tomber sur des milices fascistes. C'est donc amer que je suis parti du quartier, me demandant quelle stratégie de notre part aurait pu permettre de mieux nous défendre.

*Un serpentins*

\*\*\*\*\*

## **[Mise-à-jour du 3 mai] Premières comparution immédiates pour les arrêté.e.s du 1er mai**

*reformulé de Paris-Luttes / jeudi 3 mai 2018*

Après la prolongation de la GAV pour 43 des personnes interpellées le 1er mai, ce jeudi 3 mai il y a eu les premières comparutions immédiates. **Deux personnes ont refusé la comparution immédiate et ont été placées sous contrôle judiciaire**, avec l'interdiction de venir à Paris sauf pour préparer le procès, qui aura lieu le mercredi 30 mai.

**D'autres comparutions auront lieu vendredi 4 mai, au nouveau Palais de Justice, 29-45 Avenue de la Porte de Clichy (Métro Porte de Clichy) à 13h30.**

\*\*\*\*\*

*extrait de l'AFP / jeudi 3 mai 2018*

Le procès de deux suspects jugés jeudi pour des violences en marge de la manifestation du 1er Mai a été **renvoyé au 30 mai** par le tribunal correctionnel de Paris.

Il s'agissait du premier procès après les violences qui ont émaillé le traditionnel défilé du 1er Mai à Paris. Trois autres hommes et une femme, eux aussi soupçonnés d'être impliqués dans les heurts, doivent être jugés en comparution immédiate jeudi après-midi à Paris.

Les deux hommes de 22 et 26 ans, dont le procès a été renvoyé, étaient jugés pour « participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations ». Le plus âgé des deux, accusé d'avoir lancé une bouteille en verre en direction des forces de l'ordre, est également poursuivi pour violences contre deux personnes dépositaires de l'autorité publique.

Ils ont tous les deux demandé un délai afin d'avoir plus de temps pour préparer leur défense. Ces deux hommes, au casier judiciaire vierge, ont été placés sous contrôle judiciaire: ils ont l'interdiction de se rendre et de séjourner à Paris, jusqu'à leur procès, sauf pour rencontrer leur avocat. L'un d'eux a une obligation de soin pour une addiction à l'alcool. [...]

**Mercredi, un homme arrêté pour port d'armes avant le début de la manifestation, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et le procès d'une jeune femme, également interpellée avec un fumigène avant le défilé, a été renvoyé à sa demande.** [...]

\*\*\*\*\*

## **[Mise-à-jour du 4 mai] : Le tribunal continue son sale travail**

*L'extraits du Parisien / vendredi 4 mai 2018*

[...] **Sept personnes interpellées mardi sont présentées ce vendredi à un juge d'instruction en vue d'une éventuelle mise en examen**, annonce le parquet de Paris. Ces suspects sont déférés dans le cadre d'une information judiciaire ouverte par le parquet pour «dégradations en réunion» et «participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations». **Le ministère public a requis leur placement en détention provisoire.** Tous sont soupçonnés d'avoir commis des dégradations dans une agence bancaire et des magasins de vêtements dans le 3<sup>e</sup> arrondissement, dans la soirée, après le défilé.

Par ailleurs, **12 suspects sont jugés ce vendredi en comparution immédiate et 2 autres ont été convoqués pour un procès à une date ultérieure. Ils ont été placés sous contrôle judiciaire.** Enfin, 13 autres doivent se voir notifier ce vendredi un rappel à la loi par un délégué du procureur. Ces 34 individus étaient les derniers suspects encore entre les mains de la justice jeudi soir, sur les 102 gardés à vue mardi à l'issue des violences.

Environ la moitié des personnes arrêtées a été remise en liberté mercredi sans faire l'objet de poursuites. Parmi les suspects présentés au parquet à l'issue de leur garde à vue, six devaient être jugés jeudi en comparution immédiate mais ont obtenu le renvoi de leur procès, pour la plupart au 30 mai. Les autres ont fait l'objet d'un rappel à la loi ou ont été remis en liberté le temps d'une enquête complémentaire.

[...] **L'information judiciaire ouverte par le parquet ce vendredi est distincte de l'enquête qu'il a lancée mercredi pour «association de malfaiteurs» afin d'identifier les personnes ayant organisé ou encouragé les passages à l'acte.**

\*\*\*\*\*




### [Mise-à-jour du 4 mai] A Lyon

Il n'y a pas que Paris qui bouge. A Lyon, des dizaines de projectiles remplis d'encre noire ont jailli du cortège pour s'écraser sur la façade de l'Hôtel-Dieu tout neuf de Gérard Collomb, sous les applaudissements. Dans le même mouvement, la façade est également bombardée d'un « *Tombeau d'un hôpital, Berceau du Capital. Vandalisons l'opulence* ». Dans l'après-midi une manif sauvage est chargée par les flics. Au même temps, la devanture des fachos du Bastion social est rédecorée pour l'enième fois. Deux personnes interpellées dans cette journée sont passées en coparution immédiate le lendemain, écopant respectivement de 3 mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende et de 140h de travaux d'intérêt général et 6 mois de prison avec sursis avec mise à l'épreuve (donc, possibilité de faire 6 mois de détention au cas où les travaux d'intérêt général ne sont pas réalisés). Les deux camarades étaient accusés de deux tags chacun. [source : Rebellyon]



## [A propos de violences et insurrection](#)

  publié le mercredi 2 mai 2018 à 20:20 | Un-e invisible |

Mis a jour : le mercredi 2 mai 2018 à 23:41

*Mot-clefs:* [Resistancescontrôlesocial/précaritéactionsdirectesexclusionchômage](#)

*Lieux:*

Gérard Collomb nous apprend ce jour (avec une surprise plus que moyenne) qu'il veut cibler "ceux qui appellent à l'insurrection". (Merci de ne pas oublier les filles Gérard !)

<https://donotlink.it/krLg>

Mais la plus grosse incitation à l'insurrection, ne sont-ce pas toutes ces mesures liberticides et associées prises contre les plus pauvres depuis des années ?

Ceci tout en "condamnant avec fermeté les violences et dégradations commises en marge du défilé syndical à Paris"

Tu veux qu'on t'explique la violence Gérard ?

Compilation de textes de la Jeunesse bordelaise antifasciste et anticapitaliste. Contre Macron et son Monde (<https://twitter.com/CoordJeunesBdx/status/991433209136197634>)

- La vraie violence c'est pas péter les vitres d'un McDo. La vraie violence c'est celle de l'État qui pourchasse et expulse les sans papiers.
- La vraie violence c'est celle des patrons qui exploitent, licencient et poussent à bout des travailleurs.

- La vraie violence c'est les flics qui débarquent chez toi à 6h du mat pour t'expulser de ton logement.
- La vraie violence c'est un grand groupe qui ferme une usine pour délocaliser et laisse 1000 ouvriers sur le carreau.
- La vraie violence c'est l'acharnement judiciaire contre la famille d'Adama Traoré, mort tué par la gendarmerie.
- La vraie violence c'est la destruction des forêts et la pollution des océans.
- La vraie violence c'est les femmes qui sont harcelées, violées, battues, et deux fois plus exploitées que les hommes.
- La vraie violence c'est le fait que des millions de personnes meurent de maladies qu'on a déjà éradiqué dans les pays "riches"
- La vraie violence c'est devoir arrêter ses études car on arrive pas à subvenir à ses besoins.
- La vraie violence c'est se faire refuser un emploi ou un logement car on s'appelle Mohamed ou Mamadou.
- La vraie violence c'est avoir peur de se faire agresser quand on se balade dans la rue avec un voile ou une kippa, ou car on tient la main d'une personne du même sexe.
- La vraie violence c'est l'État français qui pille les ressources de l'Afrique.
- La vraie violence des salariés qui font un burn out à cause des pressions de leur hiérarchie.
- La vraie violence c'est voir ses conditions de travail dégradées à cause d'une restructuration.
- La vraie violence c'est des militants d'extrême droite qui organisent une chasse aux migrants dans les Alpes.
- La vraie violence c'est se faire recalier de l'Université car on est issu d'un lycée de banlieue.
- La vraie violence c'est voir ses proches âgés vivre dans des EHPAD délabrés et en manque de personnel.
- La vraie violence c'est faire des heures sup non payées et voir son patron partir en vacances aux Bahamas.

"Non, casser un McDo et brûler des voitures de luxe ce n'est pas de la violence, c'est au plus du vandalisme qui symbolise une colère légitime aux vues de toute la violence sociale subie au quotidien par la majeure partie de l'humanité."

Merci à elles et eux !

## **Réflexions sur la casse en manif et les évènements du 1er mai à Paris**

Voilà, on y est, tous les médias en parlent, les politiques de droite condamnent avec fermeté et demandent plus de répression, les politiques de gauche tentent de faire passer les « casseurs » pour de faux manifestants infiltrés pour décrédibiliser le mouvement social contre Macron. Les évènements du 1er mai à Paris sont à la une de tous les journaux, BFM & Co sont en boucle dessus et on a droit à la logorrhée habituelle sur les méchants-casseurs-vêtus-de-noir-mais-qui-sont-ils- ? Ces évènements du 1er mai à Paris donnent l'occasion de livrer quelques réflexions au sujet de la casse, de son traitement médiatique et politique, ainsi que du débat stratégique qu'elle ouvre nécessairement.

*Tout d'abord, commençons par le commencement, qu'est-ce que la casse et qu'est-ce qu'un black bloc ?*



## **Qu'est-ce que la casse ?**

La casse est un mode d'action visant à détruire des biens matériels ciblés et identifiés comme ennemis. La casse vise donc des symboles de l'État, (commissariats de police, casernes de gendarmerie, véhicules des forces de l'ordre) des symboles du capitalisme, (banques, assurances, agences immobilières, chaînes de fast food, grandes surfaces, boutiques de luxe) ou encore des symboles de l'arrogance bourgeoise (voitures de luxe, hôtels particuliers). La casse est un mode d'action et non une fin en soi, les « casseurs » ne cassent pas pour casser, par plaisir malsain pour la destruction d'objets et si cette déviance existe parfois, elle est tout à fait minoritaire. Ce mode d'action s'appelle la « propagande par le fait ». C'est une méthode d'inspiration anarchiste visant à passer de l'affirmation, de la position de principe, à l'action. La casse est donc une méthode illégale et assumée comme telle. L'idée sous-jacente est le fait d'assumer une conflictualité avec l'État et le capitalisme mais aussi de sortir d'un cadre donné et autorisé par ce même État.

## **Qu'est-ce qu'un black bloc ?**

Un black bloc est un ensemble de personnes habillées en noir, cagoulées de façon à ne pas être reconnaissables. Les personnes participant au black bloc ont différentes idéologies, certaines appartiennent à des partis politiques, d'autres non, certaines sont syndiquées, d'autres non. Contrairement à ce qu'affirment de nombreux politiques et médias, les black blocs ne sont pas « anarchistes » même si il y a bien évidemment des militants anarchistes en leur sein. Les black blocs naissent au cours d'une manifestation et disparaissent une fois la manifestation terminée, il n'y a pas de structuration pérenne du black bloc. Le black bloc est donc une tactique et non un groupe militant. En effet, la tactique du black bloc permet aux personnes en faisant partie d'être anonymes et de ne pas être identifiées par la police, les caméras de video-surveillance ou encore sur les photos publiées sur les réseaux sociaux. La tactique du black bloc laisse une liberté d'initiative aux manifestants en faisant partie, étant anonymes, ceux-ci peuvent casser des vitres, des distributeurs automatiques ou se défendre face aux agressions policières en minimisant les risques d'arrestation et d'identification.

Face aux événements du 1er mai à Paris, politiques et médias nous font le coup de l'ennemi intérieur qui souhaite détruire la démocratie

Souvent, on entend comme critique des black blocs que les gens cagoulés n'ont pas le courage d'assumer ce qu'elles font. À cette critique, nous pouvons répondre que la politique n'est pas un jeu et l'affrontement avec l'État n'est pas un affrontement sans risque, de plus, cet affrontement ayant comme finalité la chute du capitalisme, il est évident que se mettre en danger au nom d'un principe absurde de « courage » dans la lutte n'a aucun sens tant les risques encourus sont grands, tant pénalement que sur le plan militant. Assumer une conflictualité avec l'État et le capitalisme à visage découvert, et pourquoi pas en montrant sa carte d'identité, c'est le meilleur moyen de finir en prison.

Face aux événements du 1er mai à Paris, politiques et médias nous font le coup de l'ennemi intérieur qui souhaite détruire la démocratie en ne respectant pas le pacte républicain, cet ennemi intérieur qu'il faut dissocier des autres manifestants pacifistes et donc légitimes, acceptant le pacte républicain et faisant simplement valoir leur droit fondamental de manifester, droit reconnu par l'État et accepté par la bourgeoisie. Il y aurait donc ceux qui combattent la politique gouvernementale sans pour autant remettre en cause la légitimité de l'État à mener une politique favorable au capitalisme, ceux-là même avec qui le gouvernement doit faire mine de négocier pour finalement mieux « expliquer ses réformes » et les autres qui luttent non seulement contre la politique menée par Macron, mais aussi de manière générale contre le système capitaliste, contre le

gouvernement, contre le pouvoir au service des classes dominantes dont impérialisme, répression et exploitation sont les sources de sa position de domination.

Il est ici comique de constater le double jeu mené par les grands médias. En effet, le mardi 1er mai dans la matinée, avant donc la manifestation parisienne, BFM TV parlait de « démonstration de faiblesse » de la part des syndicats afin évidemment de délégitimer auprès de l'opinion publique les forces qui tentent de lutter contre la politique de Macron.

Quelques heures plus tard, changement total de discours et cette fois il y avait d'un côté les gentils manifestants de la CGT et autres syndicats qui manifestent pacifiquement, comme ils ont le droit de le faire et de l'autre les méchants casseurs radicalisés qui n'ont aucune légitimité.

*Mais qu'en est-il justement de cette légitimité ? Comment nous positionner face au « pacte républicain » qui nous donne le droit de manifester ?*

Il y a ici deux légitimités qui doivent être étudiées distinctement. Il y a premièrement la légitimité vis à vis des ennemis que nous combattons et deuxièmement la légitimité vis à vis de nos potentiels alliés.

Ici, le gouvernement et les médias en traitant les « casseurs » comme des ennemis intérieurs sortis du pacte républicain ne font en réalité qu'essayer de casser la légitimité de ceux qui luttent contre le capitalisme et la forme actuelle de l'État auprès de la majorité de la population. L'idée ici est de dire que l'État est légitime, le gouvernement aussi car il a été élu, la République est légitime car elle est une sorte de pacte social entre le peuple et l'État et le capitalisme ne saurait être remis en question car il est juste. Ces idées doivent toutes être combattues. L'État dans sa forme actuelle est un organe profondément contre révolutionnaire, il est au service d'une classe sociale, la bourgeoisie, le gouvernement, en servant les intérêts des plus riches assure totalement cette fonction de l'État. La République n'est que la forme de l'État mais son histoire est celle de la colonisation, du massacre des communards et de l'impérialisme. Enfin, le capitalisme dont les mécanismes ont été analysés par Karl Marx dans *Le Capital* est un mode d'organisation de la production dans lequel les moyens de production appartiennent à des personnes privées dont l'intérêt direct est la recherche du profit. Dans le système capitaliste, celui qui ne possède pas son outil de production vend sa force de travail à un détenteur d'un moyen de production, c'est à dire à un bourgeois. Le bourgeois emploie alors le travailleur, celui-ci produit des marchandises, matérielles ou immatérielles, le bourgeois vend ensuite ces marchandises et rémunère le travailleur en dessous du prix de la vente de la marchandise que le travailleur a produite. C'est donc le travailleur qui produit tout et permet à la société de fonctionner, mais c'est le bourgeois, du simple fait qu'il possède l'outil de production qui détermine comment est organisée la production et capte la sur-valeur produite par le travailleur. Ce système, intrinsèquement injuste car basé uniquement sur l'inégalité de capital, est celui qui régie la production de la majorité des pays du Monde. Pour continuer à régir la production, le système capitaliste a besoin d'un État à son service. Cet État, par la répression policière et judiciaire des travailleurs tentant de se révolter contre le système capitaliste, est ainsi au service du capitalisme et donc d'un ordre profondément injuste. La violence de la répression est aujourd'hui un principe étatique car l'État s'est auto-octroyé le monopole de la violence physique légitime à travers le mythe du contrat social.

Outre la violence répressive visant ceux qui luttent contre le capitalisme, le système capitaliste s'accompagne nécessairement d'un ensemble de phénomènes de violence extrême qui brise des vies. La violence du capitalisme c'est les licenciements abusifs qui laissent des familles entières sur la paille. La violence du capitalisme c'est les expulsions de logement à 6h du matin car des familles n'arrivent plus à payer leur loyer.

La violence du capitalisme c'est des étudiants qui sont obligés de renoncer à un diplôme car ils n'arrivent pas à cumuler un emploi et le fait d'étudier. La violence du capitalisme c'est les personnes sans papier qui font des jobs de merde pour un salaire de misère et vivent en permanence avec la peur de se faire expulser vers un pays où elles sont en danger. La violence du capitalisme c'est 7 millions de morts de la pollution atmosphérique chaque année. La violence du capitalisme c'est les femmes deux fois plus exploitées que les hommes, les mères célibataires obligées de cumuler deux emplois précaires pour subvenir aux besoins de leurs enfants. La violence du capitalisme c'est se faire refuser un logement ou un emploi car on est noir ou arabe. La violence du capitalisme c'est des millions de morts chaque année de maladies dont on sait pourtant comment les éradiquer, maladies qui n'existent d'ailleurs plus dans les pays « riches ». La violence du capitalisme c'est les guerres aux quatre coins du Monde entre des grandes puissances qui se disputent des matières premières. La violence du capitalisme c'est des salariés qui font un burn out voir se suicident à cause des pressions de leur hiérarchie.

Lorsque les « casseurs » attaquent un McDo, symbole s'il en est du système capitaliste, c'est une réponse légitime et symbolique à toutes les violences du capitalisme

La violence du capitalisme c'est 2 millions de morts d'accidents du travail dans le Monde chaque année. La violence du capitalisme c'est voir son voisin fils de PDG partir en vacances dans un hôtel de luxe pendant qu'on passe son été à trimmer pour espérer ne plus être à découvert un jour. La violence du capitalisme c'est voir les fils de riche aller dans des écoles de commerce à 8000€ l'année où se reproduit l'élite économique pendant que les enfants de pauvres entrent dans le monde du travail à 17 ans, voir plus tôt, et enchaînent les petits boulots précaires.

Cette violence là est celle d'un système économique, elle est subie par la majeure partie de l'humanité d'une manière ou d'une autre. Cette violence découle en premier lieu d'un système de production basé sur les inégalités de capital, un système économique créant de fait des inégalités desquelles découlent d'autres inégalités.

Lorsque les « casseurs » attaquent un McDo, symbole s'il en est du système capitaliste, c'est une réponse légitime et symbolique à toutes les violences du capitalisme qui brise des vies, mais c'est surtout un acte de lutte visant à assumer une conflictualité avec l'État et le système capitaliste. Lorsqu'on est déterminé à lutter contre le capitalisme dans l'espoir de lui substituer un système plus juste dans lequel chaque individu trouverait sa place et dans lequel les violences mentionnées précédemment n'existeraient plus, il est évidemment nécessaire d'assumer ne pas être légitime aux yeux de l'État, des médias et de la bourgeoisie. Nous ne pouvons nous résoudre à demander à un État que nous combattons de nous reconnaître comme légitimes, nous ne pouvons nous résoudre à considérer les lois de l'État que nous combattons comme étant toutes légitimes et devant être respectées. Par ailleurs, les quelques droits que nous avons aujourd'hui et qui nous permettent de vivre dans de meilleures conditions qu'il y a 100 ans, nous les avons gagnés par la lutte, et notamment par des méthodes illégales et violentes. Ces acquis ne sont pas des cadeaux de l'État, ce sont des acquis de lutte ayant permis aux travailleurs de ne plus crever de faim dans des bidonvilles en travaillant 14h par jour sans jamais pouvoir partir en vacances. Mais que les choses soient claires, la situation aujourd'hui n'est pas pour autant optimale. Les inégalités découlant de la possession ou non du capital existent toujours et la violence qui en découle est toujours vivace, il faut donc attaquer le problème à la racine, c'est à dire attaquer le capitalisme en tant que système de gestion de la production.

Oui, nous devons gagner la légitimité aux yeux de ces personnes, ce ne sont pas nos ennemis, les travailleurs, les chômeurs, la majorité des étudiants et des retraités

Dans ce contexte, la tactique du black bloc et les actions de casse sont tout à fait légitime pour celles et ceux qui luttent contre l'État et le capitalisme, ces actions, contrairement à ce que disent les médias et les politiques, ne constituent pas une horrible violence qu'il faut à tout prix dénoncer, elles constituent juste une réponse symbolique à une violence sociale bien réelle. Et si les mouvements révolutionnaires, en rupture avec le capitalisme ne doivent en aucun cas rechercher la légitimité des forces qu'ils combattent, il en est autrement quant aux potentiels alliés dont nous avons besoin pour faire tomber le capitalisme, c'est à dire la majorité de la population, celles et ceux qui subissent quotidiennement la violence du capitalisme mais qui ne luttent pas encore ou au contraire n'ont plus la force de lutter. Oui, nous devons gagner la légitimité aux yeux de ces personnes, ce ne sont pas nos ennemis, les travailleurs, les chômeurs, la majorité des étudiants et des retraités ne luttant pas ou plus sont objectivement les alliés des travailleurs, chômeurs, étudiants et retraités qui luttent, y compris par l'illégalité. Il est donc absolument nécessaire d'attirer ces gens vers nous, vers la lutte révolutionnaire, si nous souhaitons un jour être en mesure de renverser le capitalisme.

C'est donc ici que doit intervenir le débat sur la casse et la tactique du black bloc, le débat ne porte pas sur le fait que ce soit bien ou mal de casser des vitrines, ce ne sont que des vitrines, le débat doit porter sur la stratégie à mener pour gagner à court terme contre des réformes odieuses et à long terme contre le système capitaliste. Si la casse et le black bloc permettent d'obtenir des victoires ou présentent de grands avantages lors d'une manifestation particulière, alors ils doivent être utilisés et sont naturellement légitimes car ils s'inscrivent dans une lutte légitime. Si en revanche la casse et le black bloc, lors d'une manifestation donnée, ont un impact plus négatif que positif pour des raisons quelconques, alors il convient de ne pas les utiliser, car ces méthodes ne sont pas des fins en soi mais bien des moyens.

Mercurochrome

## [\[Offre d'emploi H/F :\] Le black bloc recrute](#)



En vue des prochaines manifestations qui approchent au mois de Mai, ainsi que pour augmenter le potentiel, le Black Bloc recrute massivement.

### **CDD Casseur-se professionnel-le temps partiel**

#### **Description du poste**

Dans le cadre des différentes manifestations à venir, vous serez un membre important de l'équipe du Black Bloc.

Vous serez amené-e à travailler tant aux opérations pendant les manifestations qu'à leur préparation en amont.

#### **Description du-de la candidat-e recherché-e**

De formation supérieure en cassage ou en manifestation, vous serez directement attaché-e au Black Bloc.

Vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience de manifestations. Les expériences de type « cortège de tête » seront valorisées.

Vous êtes capable de travailler en équipe et le team-building est une seconde nature chez vous.

Vous avez le goût de la casse, vous êtes sportif-ve et un-e passionné-e de la peinture.

Votre couleur préférée reste quand même le noir.

Quant à vos préférences de parfum, le pétrole ou le kérosène doivent figurer parmi votre top-3.

Vous avez des capacités de créativité quant à l'élaboration de slogans frappants.

Vous savez respecter le secret professionnel ; d'une discrétion absolue, vos camarades n'ont rien à craindre de vous.

Vous êtes capable de vous adapter à tous types de situations (course, escalade, sur des terrains divers).

#### *Compétences requises*

- parler une langue réelle ou inventée partagée par au moins 5 autres personnes pour former de petites unités de travail
- excellente connaissance des rues à Paris et banlieue
- rapidité dans l'enfilage de la tenue professionnelle et dans le déshabillage
- graffiti ou peinture

Toute expérience en chantier ou dépavage sera un atout considérable pour votre candidature.

#### **Modalités**

- CDD 1 mois renouvelable jusqu'à la fin du mouvement.
- Début de mission : dès que possible
- Rémunération : salaire intéressant selon expérience.
- Bonus : à négocier sur le terrain lors des autoréductions flash
- Localisation : Paris et banlieue, possibilité de voyager à l'étranger en cas de besoin de renforcer les Black Blocs d'autres pays.
- Tenue professionnelle non fournie (toutefois, l'agence a entamé un partenariat avec une grande enseigne de sport, où vous bénéficiez de réductions conséquentes).

Policier-es s'abstenir.

Envoyez votre CV accompagné de votre lettre de motivation à : [recrutement@black.bloc](mailto:recrutement@black.bloc)

## à celles et ceux qui pleurent un abribus pété, un McDo saccagé...



nous vivons une extinction massive de la diversité du vivant: les abeilles tombent comme des mouches (ou des vitrines?), les oiseaux disparaissent de nos campagnes, la terre devient impropre à la culture, l'air devient un poison que nous respirons quotidiennement, les mers et océans supportent des îles de plastique... mais la violence c'est une vitrine qui tombe?

allez, continuez de vous battre pour sauvez vos emplois qui tue la terre, la vie animale et végétale  
allez, continuez de vous battre pour vos fins de mois difficiles plutôt que pour la vie.

on m'a ressorti l'histoire des vitres de l'hôpital pétée pendant la lutte contre la loi travail... mais encore une fois, qu'est-ce qui casse le plus l'hôpital public? une vitrine qui tombe pendant une manif ou les restrictions budgétaires, la désorganisation organisée des services publics? allons, soyez cohérents!

vous célébrez mai 68, le 14 juillet, la commune de paris mais crachez sur les révoltes d'aujourd'hui... de la même manière que vous encensez les peuples qui se soulèvent de par le monde mais conspuez celles et ceux qui ici se révolte contre ce même monde.

ce que je pense sincèrement c'est que vous êtes tellement bien dans votre routine militante que vous vous contentez de ne rien changer, pour simplement apporter une petite touche par-ci par-là de pour faire passer la pilule... mais que seront vos petites victoires étriquées face au désastre écologique?

vous pensez être à l'abri? ici dans le premier monde? vous vous trompez grandement... ce que j'ai vu en vivant dans un pays en développement, ou je ne sais plus comment il faut les appeler, c'est que ce ne sont pas ces pays qui suivent notre modèle mais bien nos pays qui se tiersmondisent. quartiers ultra-sécurisés pour riches et ghettos abandonnés pour pauvres. police militarisés pour garantir une paix sociale qui n'est rien d'autre que la façon de faire taire la misère.

vous soutenez que nous ne nous organisons pas, que nous venons "casser" VOS mobilisations... votre esprit de chapelle est à l'image de vos luttes: plus pourries encore que l'air empli de gaz carbonique. vous croyez que nous ne sommes pas là quand la lutte s'organise parce que nous ne venons pas cagoulés en AG? vous croyez que nous ne sommes pas sur le terrain au quotidien, aux côtés de celles et ceux qui en bavent? nous le sommes bien plus que vos permanents syndicaux! nous connaissons les emplois précaires, les temps-partiels... alors, oui continuez de dénoncer ceux qui cassent les vitrines devant lesquelles vous bavez et que vous léchez en espérant remplir le vide de vos vies.

il y a plus d'organisation dans une zad que dans vos syndicats bureaucratiques

il y a plus de vie dans un squat que dans vos regards

il y a plus d'amour pour l'humanité dans un mur bombé que dans vos slogans dont vous ne souhaitez surtout pas

qu'il deviennent réalité... "ah oui, attention tout va péter... mais bon, pas tout, non en fait on rigole, c'est juste de la pub pour mon syndicat, mon parti..."

il y a plus de vie dans la poésie d'un black bloc que dans vos discours lénifiants sur les manifs ballons-sonomerguez.

vous oubliez que vous n'êtes que le produit de l'usinage du monde, alors que vous croyez être ceux qui bâtissez les usines... c'est bien elle qui vous modèle.

vous n'êtes en fait que les canards boiteux des luttes, pour vous la lutte est un métier, la lutte est une activité encadré par les règles du monde du travail, vous allez à la lutte comme vous allez au boulot, vous pensez la lutte en 3x8... quand la lutte pour nous c'est simplement la vie!

vous ne marchez que sur une jambe (et encore elle n'est que de bois) quand celles et ceux que vous conspuez en reprenant sans en changer la moindre ligne les discours de la police, de l'état et des patrons, marchent bel et bien sur leurs deux jambes: détruire ce monde pour bâtir un autre monde plus juste... un monde dans lequel même vous, aurez votre place:

un mundo donde quepan muchos mundos.

"tu veux bâtir des cités idéales,  
détruits d'abords les monstruosités"

## Rouen

### Récits du 1er mai à Rouen

Alors que la foule peine à gonfler cours Clémenceau aux alentours de 10h, pour la manifestation intersyndicale, le dispositif policier commence à se déployer en différents endroits de la ville. Il semblerait que le lieu secret titille ces messieurs en bleu, qui aimeraient bien savoir où il se trouve pour empêcher le surgissement annoncé depuis des semaines à Rouen.

Ils tourneraient semble-t-il autour de l'église St Nicaise. Garderaient-ils un mauvais souvenir de cette joyeuse occupation pendant le mouvement contre la loi travail ? Nous pas.

La manifestation grossit pour atteindre plusieurs centaines de personnes, et part en cortège. Arrivée sur le pont de l'île Lacroix, tous les regards se tournent vers la Maison de la navigation, un bâtiment désaffecté sur l'île. Des fenêtres s'ouvrent, des fumigènes sont allumés, des banderoles déroulées sur les murs. Une bien belle maison de la Grève. Certains diront avoir vu la mâchoire du commissaire manquer de tomber.

Immédiatement, la foule s'avance vers l'entrée, explore le bâtiment. Mais bien vite, les CRS et la BAC encerclent le bâtiment pour empêcher les gens de rentrer et de sortir. Mais ils ne pourront pas expulser les occupant-e-s qui sont déjà à l'intérieur depuis 48 heures, ce qui lance une procédure judiciaire qui donne un peu de répit à cette nouvelle Maison du peuple.

Vers 15h, les forces de l'ordre se retirent, que la fête commence !

## anti-autoritaire, round 666

Dans la nuit du 29 au 30 avril à rouen, la vitrine d'un restaurant, « la conjuration des fournaux » a été cassée. Comme un geste de rage à l'encontre d'un réseau autoritaire qui n'hésite pas à festoyer avec la gauche bobo, tout en participant à la gentrification du dernier quartier populaire de la rive droite de rouen.

Comme un coup de masse aux appellos, qui collabore à l'intégration de nos luttes dans la norme capitaliste, patriarcale et coloniale. Il n'y a pas d'autonomie sans rupture avec l'état et les institutions, ces bouffons prônent l'une en papotant avec les autres.

Comme un passage à l'acte pour marquer, encore, la rupture avec ce groupe dont l'idéologie permet tous les moyens pour arriver à ses fins, et dont les fins ne sont que l'accroissement de sa puissance.

Un coup porté à la marchandisation (faut-il rappeler, qu'en plus de leurs espaces marchands, ils utilisent la zad pour cultiver le blé qui sert à leur usine à pâtes (Rouen, aussi), qu'ils vendent?), à la propriété privée (dont l'accès leur est garantie par des héritages, tout fils et filles de bourges qu'ils sont, s'empressant d'accumuler du capital), et à leurs détestables stratégies autoritaires.

Comme une amorce qui pourrait annoncer d'autres pressions sur la détente.

Parce qu'ils renforcent les normes et pourrissent les luttes, on a décidé de s'attaquer aux moyens matériels qui leur donne de la force (de la thune et du réseau). Il apparaît nécessaire de faire rupture avec ce réseau autoritaire et les personnes qui collaborent avec, celles et ceux qui trouvent du confort à leurs côtés. On attaque parce que nos idées se réalisent en actes, et si pleins de textes critiquent en profondeur leurs pratiques et perspectives, ce soir nous avons choisi l'action directe.

Contre ceux qui font des idées révolutionnaires un outil de séduction pour encarter large.

Contre l'état, ses normes et celles et ceux qui s'en servent pour gagner en force.

## poitier

### Poitiers (Vienne) : A la fac comme dans la rue, les murs (par centaines) prennent la parole !

France 3 Nouvelle-Aquitaine / Lundi 30 avril 2018

*Des dizaines de tags hostiles à certains élus, au gouvernement ou à la police ont été inscrits sur des murs de Poitiers dans la nuit de dimanche à lundi. On parle, selon les sources, de 40 ou de 80 inscriptions. Elles se trouvent en centre-ville de Poitiers, notamment dans les rues Jean-Jaurès, et de l'ancienne comédie.*





Parmi les messages tagués, on trouve des insultes envers des personnalités publiques comme Alain Claeys, maire de Poitiers, ou Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine, ainsi que des invitations aux rassemblements du 1er Mai demain, jour de la Fête du travail (« Rendez-vous le 1er mai à Paris » ou « Et si on brûlait Paris ? »).

**La permanence de Sacha Houlié a également été visée : « MACRON DERNIERE SOMMATION » peut on lire au-dessus de l'entrée.** Le député LREM a réagi sur son compte Twitter dans la matinée.

Les services de la mairie ont entamé un long travail de nettoyage, en commençant par les messages les plus insultants. La ville réfléchit la possibilité de porter plainte.



\*\*\*\*\*

*La Nouvelle République / Mercredi 25 avril*

**Les étudiants bloqueurs ont quitté l'Hôtel Fumé. La présidence de l'Université de Poitiers en a profité pour fermer le site jusqu'au 2 mai. Une société de gardiennage a été sollicitée pour garder l'entrée. Elle sera maintenue sur le site pendant la durée des examens, indique la présidence.**

« Il n'est pas possible que l'occupation nocturne perdure à l'Hôtel Fumé s'il y a ces dégradations. » Yves Jean, président de l'Université de Poitiers, a convié la presse à visiter les locaux ce mercredi 25 avril au matin.

**Plus de 200 tags ont été comptabilisés sur le campus et surtout dans les locaux de l'UFR Sciences humaines, en centre-ville. Dans ce seul Hôtel Fumé, les services techniques de la présidence de l'Université estiment qu'il y en a pour 50.000 € de travaux ; 30.000 € sur le campus, soit 80.000 € au total.**

« Il y a eu la porte de l'entrée principale cassée, celle de l'amphithéâtre Bourdieu, des véhicules tagués et tous ces graffitis. Ils posent un vrai problème de crédibilité vis à vis du mouvement étudiant, estime Yves Jean. Ce qui est problématique, c'est que 20 ou 30 étudiants sur 28.000 donnent une image déplorable de l'université. » Une plainte a été déposée.

Sur le campus, une trentaine d'étudiants sont présents dans l'amphithéâtre de chimie. Il n'est pas exclu qu'ils passent la nuit sur place.

## **“Are You a Bitch Yet?” FSB Makes New Threats to Framed and Tortured Antifascist Viktor Filinkov**

On April 20, 2018, the Russian Investigative Committee officially declined to open a criminal case on the basis of a complaint filed by Viktor Filinkov, one of the young men accused in The Network case, who alleged he had been tortured by FSB officers. Moreover, these very same FSB officers are permitted to visit him in remand prison. OVD Info has published, below, the account Filinkov gave to his lawyer of how the secret service officers who tortured him now talk to him.

At around eleven o'clock on April 19, 2018, I was escorted from my cell in the supermax wing of Gorelovo Remand Prison and taken to a holding area before being led out of the prison, where I was handed over to two men, one of whom I recognized as Konstantin Bondarev, a special agent in the St. Petersburg and Leningrad Region Office of the Russian Federal Security Service (FSB). I have known Special Agent Bondarev since January 23, 2018, when he supervised my apprehension at Pulkovo Airport and then, along with other local FSB officers, subjected me to physical and emotional violence for approximately thirty hours while also depriving me of rest, sleep, and food.

When I was escorted out of the holding area, one of the FSB officers meeting me ordered me to put my hands behind my back, which he handcuffed extremely tightly. I was placed in a silver-colored Škoda. Before putting me in the car, Special Agent Bondarev asked me a question.

“Well, well, Filinkov. Are you a bitch yet?”

“What’s the point of your question?” I asked.

“You’re the point, fuckhead!” Special Agent Bondarev answered aggressively.

He then got behind the wheel of the car. I was put in the backseat. After a while, the car drove through the gates of Remand Prison No. 6. During the entire ride to St. Petersburg, the FSB officers said nothing to me, but I was genuinely afraid that, at any moment, they could drive me to a deserted place and subject me to violence.

We were on the road for about an hour. Finally, I was brought to the local FSB building and taken to the office of Investigator Klimov, where my defense attorney, Vitaly Cherkasov, was waiting for me.

Mr. Cherkasov and I had a one-on-one private conversation during which I informed him I was in a depressed state, since I had been forced to travel for a long time in the same car as Special Agent Bondarev, who had been negative and aggressive towards me, using criminal slang to threaten me with possible rape in Remand Prison No. 6.

In addition, I explained I had recognized Investigator Klimov as one of the officers who on January 24, 2018, after I was brought to the FSB building, had taken part in a prolonged attempt to coerce me mentally into signing a confession. I assume Investigator Klimov could see I had been beaten, and I also needed rest, sleep, water, and food.

It was on this basis that, when Investigator Klimov asked me whether I was willing to testify, I said I would not refuse to testify, but I was currently in a stressful state of mind due to my encounters with Special Agent Bondarev and Investigator Klimov, whom I did not trust, either. Moreover, I had been brought to the FSB building, which is linked in my mind with the torture and bullying I endured there on January 24 and January 25, 2018. For this reason, I told the investigator I could give detailed and thoughtful testimony only in Remand Prison No. 6, where I felt calmer and more secure. I put this explanation in writing in the comments section of the interrogation report.

The investigative procedure was thus completed. Investigator Klimov summoned guards, and two men in plain clothes wearing balaclavas over their heads entered his office. They handcuffed my hands behind my back. They led me out of the room and took me outside, where I was placed in the backseat of the silver-colored Škoda. Special Agent Bondarev was at the wheel.

On the way back to Gorelovo, the officers continued to pepper me with questions.

“Well, bitch, is your asshole raw yet?” Bondarev asked.

Then he said the following.

“Now I’m going to methodically drag you through the mud. Cherkasov is trying to make a name for himself, but you and Agora are all going to rot in prison, and you are to go to do your time in the Arctic Circle, in Murmansk or Karelia. Life taught you a lesson, and it gave you a chance. Do the guys in Remand Prison No. 6 know your lawyer defends LGBT?”

One of the special agents in the car responded, “He didn’t learn his lesson, apparently.”

“It didn’t get through his head, but it will get through his legs,” Bondarev replied.

“It will get through his asshole!” the other special agent added.

They laughed merrily after this remark.

I also remember that one of the special agents said, “You can find a good husband in Gorelovo.”

Bondarev and his colleagues insulted my human dignity, emotionally injured me in a profound way, and put me in a stressful state by saying these and other things. In addition to being humiliated, I finally realized that in the ranks of the local FSB off there are unworthy officers who employ prison notions for their own purposes in their attempts to pressure inmates.

Chatting with me in this vein, the FSB officers took around two hours to drive me back to the remand prison. We got in the car outside the local FSB building around 1:30 p.m. and arrived at Remand Prison No. 6 at 4:00 p.m. I kept track of the time on the clock in the car.\*

After talking with the FSB special agents, I returned to my cell in a depressed state, and I was completely sweaty from the nervous atmosphere and heat in the car. My heart ached, I lost my appetite, I refused supper, and my psoriasis acted up due to the stress. When I combed my hair I felt psoriatic plaques on my head.

I take the threats made to me by Bondarev and his colleagues completely seriously. I am afraid for my safety, health, and life itself.

My verbal statement has been recorded faithfully, and I have read it over. I give my permission to publish it in the media.

\* A directions search on Yandex Maps reveals that the drive from the local FSB building (4 Liteiny Prospect, Petersburg) to Remand Prison No. 6 in Gorelovo should take one hour and thirteen minutes, at most, if there are no traffic jams, and thirty-six minutes, at least, if the traffic is good and the driver takes the optimal route. This would suggest that Special Agent Konstantin Bondarev deliberately drove in circles for a long time in order to bully and threaten Mr. Filinkov. TRR

road to gorelovo

Thanks to George Losev for the heads-up. Translated by the Russian Reader

## [Mayday solidarity appeal by Russian anarchists](#)

via [freedom news](#)

*This is the Mayday appeal for solidarity with Russian anarchists persecuted by the state. The case was reported at Freedom News [here](#) and [here](#).*

Dear comrades all over the world! We appreciate your support and solidarity and are very proud of it. Spreading the information, collecting money for legal expenses and, most important of all, the solidarity and protest demonstrations that united hundreds of people in dozens of cities around the world on March 18 as well as on other days — all this is extremely important and helpful in our collective fight against state oppression.

However, the situation remains critical. Russian special services' atrocities are not subsiding. Despite direct evidence, state authorities are still denying the fact that our comrades accused of "terrorism" are being tortured. State media are broadcasting false reports on the case. And finally, there is now a new accused in the case: our comrade, Yulian Boyarshinov. All the comrades are still in prison under false accusations. And this means our collective campaign of solidarity needs to get on and get stronger.

The May Day is approaching, the global day of resistance for revolutionary and progressive forces. We call all of you: libertarian, revolutionary and progressive groups and communities to be with us on this day. At your May Day demonstrations, protests and events, raise your voice about the struggle and the repressions in Russia: on your banners, in your speeches, in your discussions, with any means you have.

More than 100 years ago our fellows in Chicago paid the highest price in the fight for justice. Today, anarchists are still being persecuted for their beliefs and their fight by the same forces as in the past. We believe that together we can make our voice heard by many people and force the Russian state to stop this orgy of tyranny and sadism.

The FSB is the terrorist!

Your tortures will not kill our ideas!

Freedom to Russian anarchists and antifascists!

---

source: [RUpression](#)

*If you want to support the arrested Russian anarchists, please make a donation to ABC Moscow: PayPal [abc-msk\(at\)riseup.net](mailto:abc-msk(at)riseup.net) with reference "St Petersburg and Penza". For another options for money transfer, contact [abc-msk\(at\)riseup.net](mailto:abc-msk(at)riseup.net) for details.*

# USA

## [A Note on Recent FBI Visits in Seattle](#)

*Submitted Anonymously*

This morning, Friday April 27<sup>th</sup>, FBI agents visited at least three houses in Seattle and left business cards with the names of individuals they wanted to talk to written on the back. At one house the agents picked packages up on the porch and pretended to be delivery people in order to confirm the identities of those living there. When it became clear they were not delivery people the door was quickly slammed in their faces.

These visits have become a yearly ritual. In the week before May Day, the feds do the rounds to make sure that everyone knows they are watching. We should see this for what it is – an intimidation tactic and part of a strategy of repression designed to scare people out of organizing. It is important to take visits like this seriously, but their predictability also makes it fairly clear that they are mostly intended to make people feel afraid.

We are sharing this information here because we believe that communicating about repression is essential to keeping each other safe and to ensuring that it does not achieve it's desired end – leaving communities feeling isolated and afraid. A [similar report](#) written last year in the days leading up to the 1<sup>st</sup> provided some helpful advice:

*“Remember that the FBI already knows that they have talked to you – telling your comrades about what happened is the safest thing to do. Also know that often when the FBI flex and try to intimidate someone, it's not necessarily because they have dirt on you; they are hoping to scare you into admitting something they don't yet know. Don't let the Feds or any other pigs intimidate you out of fighting back. Make good decisions, read up on security culture ([read here](#) or [listen here](#) ) and tech security precautions ([here](#) and [here](#) ) Remember that the communities that are safest from repression are the ones in which people communicate, support and treat each other well. Don't talk to the police ever!”*

Here are more resources for resisting repression:

- [Article on FBI Visits in April](#)
- [Tilted Scales](#)
- [Security culture Zine – Listen](#)
- [Guide For Using Signal](#)
- [If the FBI Approaches You to Become an Informant](#)
- [Information Security Zine](#)

**A note from the PSA editors:** *feel free to submit updates to this article or other experiences with state harassment [here](#)*

## [Happy May Day: Bank smashed and vandalized in Olympia, WA](#)

*Submitted Anonymously*

In the early hours of May 1st, we heeded the call for [a decentralized May Day](#) and sneaked up to a Wells Fargo bank, vandalizing the building with the words “HAPPY MAY DAY,” jamming the ATM with glue and smashing out its windows. In doing so, we show our support and solidarity with May Day actions across the globe, and to remind ourselves how easy it is to attack. Banks are responsible for putting families on the streets, for protecting the gems of the ruling class and for funding companies which destroy our world.

We also glued the locks and vandalized several Real Estate businesses with the words “STOLEN LAND” and “PIGS PIGS PIGS” in solidarity with the Nisqually people and all indigenous struggles for autonomy.

Against the State and all its institutions!  
Long Live La Zad!  
Happy May Day!

## **The Cops Ain't Shit, Slaps Everywhere, and Expropriated BikeShare Bikes: More Autonomous Action in Seattle**

via [pudget sound anarchists](#)

*Submitted Anonymously*

*Insurgent tidings from occupied Duwamish territory!*

We would like to announce that our informal crew around the size of a hunting party or fire-squad went on a stroll of sorts that was accompanied by vandalism and harassment of the authorities. We wanted to shake our chains as Red Rosa would have put it and see what we could get away with. We have been putting up stickers, fliers, tags, tearing down development signs, etc since we were little-uns so tonight we thought we'd put those skills to the use.

We started mobbing around the Ave putting up stickers harassing reactionaries of all stripes. Even flipping off and jeering at cops when they were in small enough groups cause we figured we could out run them and they would be hesitant to make a move on a larger group. Eventually there was a cop helicopter in the sky, but it never seemed to see us in a way we could tell and there was no escalation in police presence so we figured we'd keep on our merry way, but split into twos. Twos a company threes a crowd and the cops were largely in twos and they usually hate a fair fight.

At this point we'd like to say don't try this at home. We've got a good sense of how to push shit and were intentionally crossing that line to see where the real limit to what we could do without extreme repression was. We were also in rando-bloc meaning we were dressed as to conceal our identities while also passing as random everyday people that would normally be mulling around. We also took careful measures to change outfits so we looked different before our actions, during our actions, and after our actions as to further elude the authorities.

After feeling like we blew up the spot a bit in the U-District. Which is to say after we drew some more significant police attention we left and headed around other areas of the city with a new mission. Our new mission was to liberate and sabotage as many bike share bike as possible. Now you may be thinking, 'hold up isn't having more bikes everywhere a good thing especially if there cheap?' To answer this let's look at a few other examples of Bike sharing.

In Amsterdam's bike share program the bikes are free. This means all classes of people can use them. In Amsterdam these bikes were in part brought into being by anarchists <https://en.wikipedia.org/wiki/Provo> (movement) and was apart of reducing harm done by cars and reclaiming the city. If we look at these new capitalist bike shares we can see this is a capitalist co-optation of this model. They pay their workers shit. They overcharge. You have to have a smartphone. In China they waited till they had a monopoly than jacked up the prices. And they really only care about the money. These people aren't interested in fighting subjugation they want more subjugation. Subjugation under them. And so we fought back, just as the youths in France have and just like the anarchist forerunners have.

We took angle grinders to the contraptions that subjugate these bikes to the market. We painted as many as we could black, honestly this was the hardest part. In the later hours we resorted to just chucking the bikes into the water or onto train tracks.

*With all this we still think big black blocs aren't dead. Just don't have them at fucking Westlake.*

**You couldn't stop us.**

**Even if you catch us you couldn't stop us.**

**And high on revolt we think you won't catch us.**

## ***Thoune, Suisse : Incendie de deux bagnoles de Securitas, rouage central de la machine à expulser***

**Deux voitures de l'entreprise « SECURITAS » ont été livrées aux flammes dans la nuit du 30 avril au 1er mai à Thoune. C'est une réaction aux diverses activités exécutées par cette entreprise.**

En voici quelques exemples:

SECURITAS réalise une grosse part du transport des prisonniers aux côtés des CFF, c'est-à-dire qu'ils transportent les prisonniers dans les cages d'une prison à l'autre ou conduit à l'aéroport sous la contrainte les personnes qui doivent être expulsées et les y dépose. Elle porte donc une lourde responsabilité au sein de la machine à expulser et à enfermer. Les gens traités comme des produits puis triés et détruits selon la logique capitaliste.

Elle assure la sécurité dans les camps fédéraux ainsi que dans de nombreux centres d'asile. Elle est en grande partie responsable de l'enfermement des demandeurs d'asile. Dans ces centres, SECURITAS impose des règlements stricts, semblables à ceux des prisons. Il y a des contrôles à l'entrée et à la sortie, les gens doivent bien montrer un ticket de caisse pour les biens qu'ils veulent emporter avec eux, la nourriture n'étant pas autorisée. Ce ne sont que quelques exemples. SECURITAS contrôle, surveille, s'enrichit en enfermant les gens.

Grâce à son travail en tant qu'organe de sécurité privée, elle contribue à l'augmentation croissante de la surveillance et du contrôle qui est censée éliminer tout ce qui ne correspond pas aux normes en vigueur. Par exemple, entre 2008 et 2009, SECURITAS a, pour le compte de Nestlé, espionné avec deux agents deux groupes d'activistes de Lausanne.

Elle n'est qu'un des nombreux visages des autorités de ce monde qui oppriment notre liberté.

Ce ne sont que quelques exemples d'une liste de raisons beaucoup plus longue, c'est pourquoi nous avons décidé la nuit dernière de lui causer des dégâts relativement faibles.

Cette action est une petite contribution d'une vaste lutte contre les prisons, les camps, les cages et leur monde, menée partout de différentes façons. Par exemple également contre [l'agrandissement de la prison de Bässlergut à Bâle](#), contre laquelle existe une résistance large. Ou à Afrin et dans le nord de la Syrie, où les gens se défendent contre l'oppression et l'expulsion de l'armée turque et des groupes djihadistes et construisent une société autodéterminée. Nous envoyons des salutations solidaires à tou.te.s ces combattant.e.s et beaucoup de force dans la lutte contre l'oppression et la domination.

[Traduit de l'allemand de [Barrikade.info](#)]

## toulouse

### En mai, dépave ce qu'il te plaît !

Comment ne pas sentir que le climat général s'est particulièrement tendu lors de ce dernier mois ?

Si l'on entreprend de faire une liste de tout ce qu'il se passe sur le territoire depuis plusieurs semaines, on arrive rapidement à la conclusion que "quelque chose" se passe et qu'un tournant s'est opéré dans l'appareil de répression étatique.

**D'abord il y a la ZAD et son expulsion**, attendue certes mais qui surprend tout de même par son niveau de violence. Le dispositif est considérable (pas moins de 14 millions d'euros dépensés depuis le début de l'opération "Oui c'est beaucoup mais on a des violents en face" #EdouardPhilippe #Quisontlesviolents ?). On comptabilise plusieurs blindés de la gendarmerie, des hélicos et surtout l'utilisation massive d'armes "dites non létales", LBD bien entendu mais plus particulièrement la grenade offensive appelée officiellement "grenade de désencerclement" qui contient tout de même 25g de TNT.

L'occupation militaire n'a pas cessée depuis le début des expulsions (Lundi 9 avril), soit plus de 18 jours d'occupation déjà. La médic team de la ZAD fait état de nombreux blessés, parfois très gravement, de nombreuses blessures ayant des conséquences irréversibles. Il ne se passe pas un jour sans que des blessés soient recensés, même pendant ses derniers jours sensés être des jours de négociation et donc de trêve. Partout l'on s'étonne qu'il n'y ait pas encore eu de mort.

**Le mouvement étudiant et celui des cheminots n'est pas en reste.** En mars déjà on comptait plusieurs expulsions de fac (Bordeaux, Strasbourg, Nantes avec 7 blessés sérieux, Jussieu). A Bordeaux, des perquisitions auront lieu suite à des distributions de tracts.

Le 22 Mars, les occupants de la faculté de droit de Montpellier se faisaient attaquer par un commando de personnes cagoulées et armées de bâtons, parmi lesquels des profs et des élèves, tout ça avec la complicité du doyen qui se disait a posteriori "être fière de cette évacuation".

Un mois plus tard, le 20 avril, c'est la fac de Tolbiac qui se fait violemment expulsée par les CRS et la BAC, tout ça dans un climat médiatique absolument "opaque". Lors de cette expulsion, une personne aurait été blessée gravement (l'affaire reste aujourd'hui encore plutôt mystérieuse..).

Par ailleurs, de nombreuses arrestations, perquisitions, garde-à-vue et interrogatoires ont eu lieu à partir du 28 mars, suite à l'ouverture d'enquêtes en rapport avec des actes de solidarités concernant "l'affaire de la voiture



brûlée" ou "affaire du Quai de Valmy", en Octobre/ Novembre dernier. Ces enquêtes concernent de nombreuses personnes et lieux dans différentes villes (Ambert, Amiens, Limoges, et Toulouse) et comprennent notamment des écoutes téléphoniques et des filatures. Aujourd'hui plusieurs personnes sont encore en préventive jusqu'à leur procès. d'autres sont sortis moyennant des contrôles judiciaires sévères et des interdictions de territoire.

Le 14 avril à Toulouse, un détenu de la prison de Seysses est abattu par les matons. "J. a été battu par cinq ou six surveillants, pendant plus d'une demi-heure." Un autre détenu était entre la vie et la mort, il est finalement décédé lui aussi. Les prisonniers ont refusé de réintégrer leur cellule pendant plusieurs jours d'affilé.

Dans les quartiers de la Reynerie d'abord puis de Bagatelle et Bellefontaine, ces faits ont été suivis de plusieurs nuits d'émeute. La répression ne s'est pas faite attendre. L'hélico a été mobilisé pendant des nuits entières, les flics ont procédé à de nombreuses arrestations (plus de 25 personnes envoyées en GAV puis en préventive), au cœur des quartiers et aux abords de la fac.

Sans surprise, la justice a été expéditive et insupportable : prison ferme, sursis, contrôle judiciaire, amende... et encore 5 personnes en préventive en attendant leur procès.



Cette liste est non exhaustive bien sur. Elle ne veut pas participer au climat de terreur ambiant mais permet de constater que nous sommes actuellement dans une période d'accélération. Il est évident que tout cela n'a rien "d'exceptionnel" et que ce durcissement n'est qu'une continuation, un résultat de toutes les politiques à l'œuvre (les lois sur la sécurité intérieure, la constitutionnalisation des mesures d'état d'urgence, les lois sur le renseignement...).

Le gouvernement précédent essayait encore de se prétendre de gauche. Le gouvernement Philippe/ Macron a au moins le mérite de ne pas se prendre pour autre chose que ce qu'il est et affirme à haute voix son autoritarisme (suppression de l'impôt sur la fortune pour les très riches, constitutionnalisation des mesures d'état d'urgence dès le début du mandat et aujourd'hui expulsion violente de la ZAD, refus pure et simple de discuter avec les cheminots, accolades avec Trump...).

Ce gouvernement a pour stratégie l'attaque sur tous les fronts et ne fera aucune concession. C'est aussi pour cela qu'aujourd'hui plus encore peut-être que pour la loi travail, descendre dans la rue n'a en aucun cas pour but de

réclamer des miettes que nous n'aurons pas et que nous ne voulons pas. Il n'y a rien à espérer de la politique classique, rien à quémander.

**Occuper la rue, les facts, organiser des lieux de résistance, des fêtes sauvages, se trouver et converger...** Ça fait longtemps qu'on le fait déjà et il faut continuer. Intensifier nos liens, créer des rapports de force, discuter de politique jusqu'à n'en plus pouvoir, multiplier les actes de solidarités, de sabotage, de vandalisme. Un mec se fait assassiner en prison : les quartiers s'enflamment ; la ZAD est attaquée : ça répond à coup de cocktail molotov ; des potes se font arrêter : on est sur le pied de guerre pour les sortir de leur galère..

**Nous ne prendrons pas peur, nous ne prendrons pas la fuite.**

**Tout cela ne fait que nous pousser à nous organiser mieux.**

Et le meilleur dans tout ça, c'est qu'on est de plus en plus nombreux.

Et après trois mouvements en quatre ans, de plus en plus expérimentés.

« - Vous voulez me faire croire que vous portiez un cache cou pour faire du vélo alors qu'il fait 25 degrés ces derniers jours ?

► Mais enfin madame la procureur, vous connaissez l'adage : en Avril, ne te découvre pas d'un fil »

Et en Mai, dépave ce qu'il ce qu'il te plaît.

## **turin**

### **Turin (italie) : Camille part en cavale**

#### **D'autres (belles) aventures**

Observer les rues et forger des choix. Avec un cœur battant d'amour et de complicité pour beaucoup d'entre vous, je vous envoie un au revoir profond et souriant. Non sans «obstacles» affectifs et désirs de projectualité avec beaucoup, j'ai décidé de me soustraire à obligation de signatures quotidiennes\* (que j'avais après une période d'emprisonnement et d'assignation à domicile qui a duré neuf mois).

Le sentiment de se sentir compagne, en plus de la colère qui brûle et qui est partagée avec nos corps, est pour moi la continuité et la constance (malgré la distance choisie ou subit). Alors je vous dit ... on se verra pour d'autres (belles) aventures ...

**400 bisous intenses et 24000 coups précis.**

**kam**

*Camille nous a laissé cet au revoir on après avoir décidé de violer la mesure de contrôle judiciaire à laquelle elle était soumise depuis quelques mois, et après avoir déjà purgé pour la même procédure 9 mois entre la détention carcérale et domiciliaire. Elle a décidé de partir et la savoir libre d'aller où elle veut remplit nos cœurs de joie.*

macerie @ 16 avril 2018

# zad

## **ZAD de NDDL : Une personne de plus envoyée en taule – 25 avril [+ Un point sur les conséquences du processus de légalisation en cours]**

[Les lourdes peines continuent de tomber sur les zadistes. On apprend que mercredi 25 avril, le tribunal de Saint-Nazaire a condamné une personne solidaire d'origine belge a 4 mois de prison ferme avec mandat de dépôt (dont deux avec sursis). Les faits qui lui sont reprochés sont : « possession de 7 paquets de pétards et un couteau-marteau multi-lames ». Venu sur la ZAD en auto-stop depuis Bruxelles, il a été interpellé par les gendarmes mardi 17 avril alors qu'il traversait un champ près d'une zone d'affrontement. [D'autres lourdes condamnations sont tombées dans ce contexte d'affrontements sur la ZAD.](#)

Ci-dessous, quelques infos au sujet de la composition du CMDO avec les citoyennistes sur la ZAD et le processus de légalisation des terres. Ou comment de « Camille » on est passé à des « producteurs du bio » et autres capitalistes alternatifs.]

### **Quelques éléments chiffrés pour mieux comprendre la composition du CMDO avec les citoyennistes et les conséquences de leur partage légaliste des terres :**

\* sur les 1650 hectares de la ZAD, 600 hectares étaient déjà sous un statut de COP (convention occupation précaire), signée par des paysans installés en dehors de la zone – une trentaine d'exploitants expropriés qui ont demandé à récupérer leurs terres et devront rembourser les indemnités compensatoires reçues à l'époque. Il y avait donc déjà des COP (sur près de 35% de la ZAD), sans que ça ne dérange trop de monde et ne soit farouchement contesté.

\* Hier mardi 24 avril, quatre exploitants laitiers (Hervé Bézier, Joël Bizeul, Sylvie Thébault, Sylvain Fresneau pour le Gaec des pommiers) qui avaient refusé de quitter la zone et toute indemnisation, viennent à leur tour de signer avec la préfète devant les caméras une COP jusqu'à décembre 2018 avec l'Etat, portant sur 300 hectares. Ils deviennent donc locataires de l'Etat, et pourront par la suite redevenir propriétaires de leur ferme et du bâti, comme avant.

Ceux-là sont les alliés du CMDO, à travers l'ACIPA et la Conf, et pour ces parcelles-là, l'idée de propriété collective comme au Larzac a bien vite disparu. Ca ne dérange pas le CMDO que 4 personnes aient réclamé et obtenu à elles seules plus de surface que leurs 41 projets réunis, puisque ce sont des amis !

\* tout le forcing légaliste du CMDO consiste donc à tenter de s'approprier les 270 ha qui restaient hors COP en trahissant la lutte..., qui plus est en légitimant à travers leur acceptation de ce processus que la plus grande partie des terres de la ZAD aille à d'autres locataires, les tous très légitimes éleveurs/cultivateurs pour l'agro-industrie (600 ha à d'ex signataires avec Vinci, et 300 ha aux quatre éleveurs alliés). Là où l'occupation concernait potentiellement toute la ZAD en fonction de critères liés à la lutte elle-même et pas à la loi, le partage légal des terres accepté et négocié avec l'Etat donnera entre 18% de la ZAD aux proches de l'ACIPA et potentiellement 16% pour les autoritaires. Tout ça pour ça. Dans un vieux bouquin, ils parlaient déjà de se vendre pour un plat de lentilles, mais gageons qu'en récoltant du fric de la solidarité, ils pourront tout de même péniblement agrandir leur parcelles en réussissant à louer des bouts à d'autres.

Cela signifie en tout cas, que non seulement l'Etat peut continuer à expulser les squatters au nom de la propriété ou des nouveaux droits locatifs d'autrui (ceux des paysans et éleveurs), mais que cela pourra aussi être le cas

demain lorsqu'il aura fait le tri dans les 41 projets (28 agricoles, 8 artisanaux, 7 culturels et 3 de distribution) de zadistes couvrant le reste. A moins que les futurs signataires de ces ultimes COP ne fassent eux-même le ménage pour le compte de Etat, vu que sinon ce dernier pourrait résilier leurs conventions pour non conformité à l'usage signé... Enfin, n'oublions pas que l'Etat actuellement propriétaire des hectares de la Zad, n'a pas vocation à le rester, et que le futur proprio (comme le Département qui les réclame) pourra tout à loisir modifier ou ne pas renouveler ces baux ! Ou comment passer d'histoires de lutte et de vie, à de sordides marécages de lois et de conflits entre petits proprios ou entre néo-locataires légalisés et squatters qui refusent de quitter leur terrain...

Enfin, c'est fou le nombre de gens qui tout à coup ne s'appellent plus « Camille », comme ce Willem Doedens, 30 ans, « squattant actuellement 36 hectares de terres, [et qui] espère à terme pouvoir disposer du double » pour sa laiterie bio, « un des tous premiers zadistes à avoir adhéré à la mutuelle sociale agricole (MSA), dès janvier 2016 » (contrairement aux mensonges de Lundi Matin). Ce gentil William-de-la-ZAD ne râle pas que contre les gendarmes qui l'empêchent de travailler, mais aussi contre d'autres méchants : « On a dû jeter 750 litres de lait dans les foins et j'espère que dans les jours à venir, on n'aura pas à nouveau des barricades sur les routes ».

## Teillé, France : Incendie chez un autre collabo des expulsions sur la ZAD

Alors qu'un sabotage solidaire avec la ZAD était réalisé dans la nuit de dimanche à lundi à Saint-Herblain, provoquant plus de 400 000 euros de dommages contre le garage louis XVI (3 camions et un 4x4 dépanneuse calcinés)... on apprend ce mardi 24 avril qu'une autre entreprise (dont la presse tait le nom) ayant collaboré aux expulsions sur la ZAD a perdu du matos ce week-end dans la région.



Cela s'est passé **dans l'après-midi du samedi 21 avril à la carrière de Teillé (Ancenis), où deux gros engins de chantier ont cramé. Il y en aurait pour 500 000 euros de dégâts.** Le journal local relève que « les deux engins appartenaient à une **société qui a participé à des travaux de réfection sur la RD 281, ex-route des Chicanes à Notre-Dame-des-Landes.** » Pour les enquêteurs, l'origine intentionnel ne semble guère faire de doute. Si ce second sabotage n'a pas été revendiqué, et que le lien avec la la ZAD reste une hypothèse gendarmesque, en tout cas on peut au moins remarquer que le hasard, parfois, fait bien les choses.

## Faut qu'ça saigne

J'étais à Rennes le samedi passé. Il y avait d'organisé un apéro-zad, par des camaradess. Des gens que j'aime et d'autres que j'aime pas y étaient. Ils se sont fait embêter par la police, mais rien de bien méchant. Parmi elleux, quelques uns boitaient, des blessé-es des armes de la police qui défendent à leur corps mutilés la zad.

Ça m'a fait réfléchir. Je travaille dans un abattoir de cochon, quelque part en Bretagne, où pas mal de mes collègues boitent aussi. Ils boitent à cause du travail, mes collègues, ils boitent à cause des armes de la police, mes camarades. Mes collègues ils rateraient le boulot pour rien au monde, à cause du salaire, certes, mais surtout, pour l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, à cause du qu'en-dira-t-on. On les mutile tous les jours au travail mes collègues, on les distingue à peine des 4.000 cochons qu'on bute tous les jours entre les murs de ma boîte. Ils rateraient la lutte pour rien au monde mes camarades, à cause de rien d'autres qu'elles savent que leur combat est juste. Elles s'en foutent du qu'en-dira-t-on mes camarades, elles ont des rêves, des idées, des révoltes. Elles s'en foutent de perdre ou gagner mes camarades, en fait, elles ont déjà gagné, la liberté de se battre. « Fat qu'ça saigne ! », vous connaissez la chanson ? C'est Boris Vian, à l'abattoir comme à la guerre.

Depuis quelque temps moi aussi, je boite. Je marche 32 km par jour selon ma chef, et je le fais pour le salaire déclaré, légal, pour des juges, j'ai pas le choix en ce moment. Je suis en marche, de force, et je boite. Je suis allé au docteur mardi, parce que je pouvais même plus marcher à cause de ma boiterie. Il voulait m'arrêter dix jours avec repos obligatoire, j'ai dit non, dix jours je peux pas, trois maximum. Après j'ai eu ma chef au téléphone, elle avait personne pour me remplacer le jeudi, alors je suis retourné au toubib pour qu'il enlève un jour de ma feuille d'arrêt, il avait jamais vu ça en trente ans de carrière, il m'a félicité : « ça c'est un mec courageux ! » qu'il a dit le docteur. Je suis retourné au travail, bourré d'anti-inflammatoires, avec une genouillère, et des crèmes pour le genou. Tous les chefs m'ont félicité, mes collègues aussi.

Je rentre chez moi le soir et je lis Zad nadir, indy et paris luttés, et j'ai un peu honte, mais je dis merci aux courageux-ses qui vont pas à l'abattoir.

## **Le Blanc (Indre) : Mais où sont donc stockées les armes des gendarmes ?**

*La Nouvelle République / Mardi 24 avril 2018*

Hier matin au Blanc, les inscriptions s'inscrivaient en lettres de feu sur les murs de l'ancienne pharmacie Fontaine. **Dans la nuit, des tags de couleur rouge avaient été inscrits à plusieurs endroits de cette maison du quai André-Liesse, située en Ville-Haute, en bordure de la RN 151.**



Le bâtiment constituait une belle vitrine pour ceux qui avaient écrit « **COMSOPGN : relais d'armes GM2L. Déjà 250 blessés mais ZAD vaincra** ». Ces phrases représentaient une allusion explicite aux liens qui rapprochent actuellement la cité brennouse des événements de Notre-Dame-des-Landes. Une photo circule actuellement sur les réseaux sociaux où figure une étiquette d'envoi qui désigne les dispositifs lacrymogènes, le nom du fabricant et le réceptionnaire : **le Commandement de soutien opérationnel de la gendarmerie nationale (COMSOPGN) qui stocke le matériel d'intervention, notamment les gilets pare-balles et ces grenades lacrymogènes nouvelle génération, sur son site de la rue de la Guignière au Blanc.**

Prévenue de ces incivilités, Annick Gombert, maire du Blanc, s'est rendue sur place, expliquant : « *Je pense que les auteurs des faits sont des gens qui ont voulu relayer Internet, au moment du démantèlement de la Zad.* »

*Même si le COMSOPGN n'a rien à voir dans cette affaire, puisqu'il assure essentiellement une mission de soutien logistique, les gendarmes avaient d'ailleurs reçu l'ordre de surveiller les environs de l'établissement. À mon avis, ces inscriptions que nous allons faire effacer sont plutôt l'œuvre de jeunes gens sans rapport avec les zadistes de Notre-Dame-des-Landes ». L'élue qui est très attentive à tout ce qui touche à l'environnement, regrettait enfin que ces tags souillent un bâtiment privé, dont la remise en état sera à la charge de son propriétaire.*

Le fabricant de ces armes lacrymogènes, basé dans la Sarthe, a aussi vu défiler des zadistes qui manifestaient contre l'usage de ses produits.

Concernant les faits du Blanc, la gendarmerie nationale lance un appel à témoins

## **Rassemblement devant la prison, 5 mai 2018**

Rassemblement en soutien à toutes les personnes incarcérées et aux 5 emprisonnés à ce jour pendant la période d'expulsions sur la zad de NDDL.

Retrouvons-nous pour chanter, briser l'isolement et faire du son contre la prison !

Venez nombreux.ses avec de quoi faire du bruit (casseroles etc.) pour un parloir sauvage : baladons-nous autour de la prison pour communiquer avec les prisonnier.e.s.

RDV le 5 mai à 19h au parking devant le Mc Do du centre commercial carrefour la beaujoire (tram le plus proche : tram 1 arrêt halvêque) proche de la maison d'arrêt de Carquefou.

Ensemble, résistons à la répression !

Liberté pour tou.te.s !

PS : prévoir des chaussures étanches

PS2 : attention à d'éventuels contrôles routiers, [voir ici quelques conseils légaux](#)

PS3 : un rassemblement similaire avait été organisé en décembre 2012, le compte-rendu est [ici](#)

## **Face aux attaques de l'état et ses relais internes : guérilla sociale anti-autoritaire !**

Alors que chaque jour depuis janvier les forces armées militaires nous expulsent violemment des routes, chemins, champs et bois de la Zad, contrôlent nos allées et venues, nous photographient, filment et fichent depuis leurs drones et hélicos ;

Alors que chaque jour des reconstructions sont détruites et le matériel collectif volé et/ou détruit par les forces de l'état ;

Alors que toute résistance est réprimée à coup de grenades GLIF4 et de gazs indéterminés, de flash-ball et de tirs tendus de lacrymo provoquant de nombreuses blessures, que les peines judiciaires s'amoncellent avec leurs lots de fichages, interdictions de territoire, amendes, contrôles judiciaires, peines de prison fermes ou avec sursis ;

Une partie du mouvement d'occupation (d'habitation ?), croît bon d'appeler à « rendre les routes circulantes » (parlez en donc à la préfète ou à Macron, c'est bien elleux qui envoient les militaires occuper la Zad et ses routes!).

Habiter vient de haber : avoir, posséder et résume bien la teneur de la lutte de certain?e?s : accéder à une propriété d'usage privative des biens communs de la Zad pour le bénéfice de groupes affinitaires et donc fermés (quand ce n'est pas secret).

Dans ce but, recevoir les félicitations de la préfecture est important !

La Zad comme espace de déradicalisation par le travail était une des options envisageables par l'état pour sortir de la crise Nddl. Cette stratégie bat son plein relayée en interne par les ex-radicaux?ales et nouveaux?elles compositionneur?euse?s (d'une « théorie » politique tactique disant, grosso-merdo, « toutes les alliances sont possibles pour sauver nos acquis matériels »).

Bien entendu, tout cela ne peut tenir qu'au prix d'une large dissonance cognitive (combattre le capital en signant avec l'état capitaliste en rentrant dans ses cases) abreuvée par une mythomanie collective (on va endormir l'état en se cachant derrière un « manteau légal ») et une culture du déni assumée (on s'en fout de ceux que l'on considère comme « minoritaires » ou « n'ayant pas conscience des enjeux de La lutte », on passe en force et tant pis si le « processus de prise de décisions est foireux », excusez-nous encore une fois de plus, on recommencera plus cette fois c'est sûr - même si la dernière fois on a dit la même chose, et les fois d'avant aussi...).

Ainsi, cette pensée politique (le compositionnisme) repose sur l'idée de créer des « bases arrières » pour la révolution internationale. Comment pouvons-nous être une « base arrière » en pactisant avec l'état et le capital ? Qu'est ce qu'une « base arrière » dans la lutte contre la globalisation capitaliste ?

Être dans la lutte anticapitaliste et anti-étatique/anti-autoritaire ou pas, voilà la question !

Les dépôts de projets le confirment : ces projets sont bien compatibles avec l'état capitaliste, avec les félicitations de la préfète pour le travail effectué (tu m'étonnes ! Dynamiter de l'intérieur la lutte contre le monde de l'aéroport tout en faisant le travail de sélection et de fichage à la place de la préfecture, c'est tout bénéf pour l'état!).

Le texte prévoit de mettre des barricades « seulement au moment opportun ». Mais qui juge du/des moment.s opportun.s et pour qui ?

Ces habitant.e.s mettent-ielles à disposition les matériaux, outils et engins pour faire ces « barricades circulantes » ou laissent-ielles les autres se démerder (au nom de l'autonomie et de l'autogestion, sans doute ! C'est pratique ! Surtout pour ceux qui oublient la revendication de l'amnistie des actes en solidarité avec la zad et connaissent surtout la solidarité envers leurs propres cercles « affinitaires » ou d'intérêts!) ???

Lancer un appel à débarricadage sans même consulter ni informer les personnes concernées témoigne de pratiques autoritaires et méprisantes pour toutes les personnes dont la liberté et la sécurité dépendent pour partie de ces barricades. L'occupation militaire est générale (via les forces armées directement (armée, police services de sécurité privés, etc...), ou via la guerre économique qui exclut les pauvres de certains espaces, les tue en les privant de ressources), la Zad fait partie des espaces en libération des forces de l'état et du capital. Sur zone aussi, la lutte se fait contre les autoritarismes et les oppressions systémiques.

Pour notre sécurité, sur « zone », barricadons, chicanons, et fortifions les routes, les chemins, les champs et les bois. Pour ne pas laisser le capital contrôler nos vies, ne le laissons pas s'appropriier les espaces ni gérer les flux! Organisons nos espaces de luttes et d'offensives, nos chemins de repli à couvert et de contre-attaque, et nos points d'observation et de transmission.

Harcelons les forces armées étatiques partout où elles sont présentes jusqu'à ce qu'elles dégagent !

Désarmons l'état, réquisitionnons ses armes, formons des bataillons !

Dans cette guerre asymétrique, la guérilla sauvage et imprévisible est notre meilleure arme.

Ici comme ailleurs, non à l'occupation militaire !

Ni oubli ni pardon pour nos bourreaux !

## [Agitation] Foutre la merde: tout un art.

L'ennui recommence à s'ancrer sur zone. Avec ses patrouilles militarisées qui tracent, indifférentes, devant les Fosses Noires, tel un troupeau de vaches dans le bocage. Ils se servent même du Gourbi comme parking maintenant.

Pendant cela, la pacification et la concertation sur les campements des soutiens dits « incontrôlables » est prêchée jusqu'à une heure du matin... par une mamie du mouvement, en sortant de son AG, racontant aux copain.e.s dans leurs sacs de couchage une histoire pour s'endormir. Le lendemain, les chantiers pour le glorieux avenir de la zad reprennent sous le soleil du printemps.

*La délégation de nos destins, la composition avec des réactionnaires, les avant-gardes intellectuelles, la légalisation d'espaces auto-organisés, l'enjeu des compromis avec l'État:*

**SUR LA ZAD COMME AILLEURS**

*Ils ne sont pas les solutions*  
**MAIS LE PROBLÈME**



*Répondons l'action insurrectionnelle, la solidarité active avec les prisonnièr.e.s, le conflit permanent envers le pouvoir*

**POUR VIVRE L'ANARCHIE**

dès le 14 Mai 2018



Par exemple, la ferme des COPAIN propose le creusage d'un lac pour de la pisciculture. Dans la lignée de La Grée qui a eu l'idée d'une ferme d'escargots (en pénurie sur le marché), idée qui a beaucoup plu à la préfète, la ferme de nos copain.e.s cherche aussi des idées pour ré-adapter son futur marché, en détournant la volonté incontrôlable de certain.e.s de creuser des tranchées. On commence déjà à se demander si ce n'est pas plutôt une fosse commune que nos ami.e.s creusent si avidement pour pouvoir nous accueillir au cas où une cinquième et définitive débâcle de Lascar nous soit fatale.

Pendant que tout le *monde* - médias, fachos, partis et gouvernement - se moque du mouvement libertaire, incapable de critiquer en bloc la domestication d'une zone *libre* et de ses gens, dépendant encore une fois des avant-gardes intellectuelles qui puent la manipulation et l'autorité... les bonnes manières hypocrites de *Lundi.am* reprennent leur place dans les processus d'auto-critique. Les interviews du *Doc du Réel* font même pleurer



Stalone. "Il n'y a rien dans ce qu'ils nous avaient dit, dans les règles du jeu", comme nous dit par exemple Maël, bureaucrate anti-autoritaire et barricadier légal.

Ce qu'on nommait hier de « collectif » redevient peu-à-peu « commun » (comme une fiche individuelle pour tou. te.s). Ne pleurez pas: peut-être que la zad ne vaincra pas, mais, comme les châtelain.e.s locaux du CMDO l'affirment depuis la kermesse du 10 Février : « ZAD will survive ».

Malgré cela, deux de ces châtelains survivalistes ont été gentilement raccompagnés à la sortie d'une teuf sur un lieu de la zone ce week-end, et un de leurs domaines pris d'assaut.

Histoire de mettre en lumière les conflits internes à la zad, et de les projeter contre le monde qui nous engouffre. C'est une histoire de confiance, entre nous et ceux et celles qui mettent sa vie en jeu pour cette zone.

---

Comme se conformer à cette idée dystopique du présent ne convient pas à tout le monde, voici une affiche en proposition pour que ces idées de délégation, de composition à tout prix, d'avant-garde et de (ses) compromis avec l'État ne passent plus dans le futur, surtout à partir du 14 Mai - quand un « comité de pilotage » de l'État définira la pertinence des projets en voie de légalisation.

Sur la ZAD, comme ailleurs... *Foutre la merde : tout un art.*

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## [\[ZAD NDDL\] Bilan de la semaine du 23 avril au 29 avril 2018 - Le maintien de l'ordre fait mal !](#)



publié le mercredi 2 mai 2018 à 14:41 | Equipe Médic |

Mis à jour : le mercredi 2 mai 2018 à 17:15

*Mot-clefs:* [Santéaéroportnotre-dame-des-landesblessureanti-repressionsoinblessé](#)

*Lieux:* [Notre-Dame-des-LandesZAD](#)

Publié par le groupe:  [zad NDDL](#)

Cette semaine, pendant cette période de trêve et de simple « déblaiement des habitats détruits et maintien de l'ordre », nous, équipe médic de la zad & collectif de soignant.e.s mobilisé.e.s sur la zad, nous déplorons 33 blessé.e.s : 14 personnes touchées par des grenades de désencerclements dont un traumatisme abdominal, une atteinte de la face et une personne évacuée ; 12 personnes touchées par des flash ball dont un traumatisme abdominal et une fracture ; 2 personnes présentant des traumatismes thoraciques ; 1 personne ayant fait une crise d'angoisse suivi d'un état de stress post traumatique lié aux gaz et à une action physique : clé d'étranglement de la part des gendarmes ; 2 personnes souffrant d'un trauma auditif par grenade GLI-F4 ; 1 personne brûlée par la chute d'un palet lacrymogène brûlant ; 1 personne intoxiquée par les gaz. À tout cela s'ajoute les séquelles à court, moyen et long terme qui font suite aux différentes blessures : difficultés à se déplacer, à conduire, douleurs violente et persistante, cicatrice, incapacité à se rendre au travail, syndrome de stress post traumatique nombreux... Nous rappelons que depuis le 9 avril, début des opérations d'expulsion, nous avons recensé.e.s 305 personnes blessé.e.s. Ce chiffre est quant à lui toujours sous estimé car tout.e.s les personnes blessé.e.s ne sont pas présent en charge à nos postes médicaux.

Nous voulons témoigner précisément de l'évacuation de cette semaine. Une personne s'est rendue à un poste médical, elle présentait un éclat profond au bas de la cuisse, derrière le genou. Deux jours plus tard, elle manifestait des signes d'infection, nous avons donc choisi de l'évacuer vers les services hospitaliers. Cette personne a dû se faire opérer pour retirer l'éclat qui faisait deux centimètres. Elle s'en est sortie avec 4 points de suture et une antibiothérapie renforcée.

L'éclat en question est l'une des pièces qui sert au mécanisme d'un type de grenade. C'est le quatrième éclat de cette sorte que nous retrouvons dans les chairs depuis le début des expulsions. Un a été extrait d'une cuisse. Pour les trois autres personnes blessées, des extractions chirurgicales en bloc opératoire ont été nécessaires (comme décrit plus haut). La seconde personne ayant été transférée vers des services hospitaliers avait reçu l'éclat dans une dangereuse proximité avec la colonne vertébrale (à 1 ou 2 cm). La troisième personne quant à elle avait reçu l'éclat dans le mollet.

Nous sommes donc aujourd'hui très inquiets de retrouver des éclats métalliques de 2 cm dans les tissus profonds et aussi proches de parties vitales. Ces éclats, mal placés, pourraient avoir des conséquences dramatiques pour les personnes touchées. Nous alertons à nouveau la préfecture et les forces de gendarmerie : il est impératif, pour la sécurité des personnes, que cela cesse ! Ici, depuis le 9 avril, nous ne cessons de constater l'usage potentiellement létal des armes de la police qui blessent, mutilent, traumatisent, et bientôt tueront si cette brutalité d'intervention perdure.

---

Avec des photos des blessures causées par les armes de la police -> <https://zad.nadir.org/spip.php?article5605>

## **Souffle Coupé / Projet Noé Bernard Zad NDDL (dim. 6 mai)**



**La Noé Bernard extrême est ZAD**



### **harmonie autonomie résistance**

Rétrospective :

Je suis arrivée sur cette partie de la ZAD à l'extrême Est en mars 2013.

Cet endroit était vierge de la souillure humaine depuis une bonne dizaine d'années.

Après mon expulsion en 2012 à l'ouest de la ZAD, le lieu dit « La Noé Bernard » m'a conquise.

J'étais en harmonie avec sa position géographique. L'endroit est unique car légèrement surélevé (66m au dessus du niveau de la mer ce qui en fait un des points culminants de la ZAD). On y voit au loin vers l'ouest l'une de ses plus belles friches, chaque soir le spectacle des couchés de soleil et des levés de lune est un ravissement toujours renouvelé.

J'y ai passée mon premier hiver, seule, dans un camping car en fuites. Cet endroit est loin du centre et des « embrouilles. » Le rythme des visites est assez tranquille pour que chacun soit bien reçu. Au début, personne ne savait où se trouvait la Noé Bernard. Les gens qui venaient étaient souvent perdus. Beaucoup sont restés et sont revenus. Dès l'été 2013 une semaine d'échange de savoir sur la terre crue a permis de créer une sorte de famille autour du lieu et les chantiers et coups de main se sont poursuivis les années suivantes

Une cabane a été construite sur deux ans, par bouts, avec les moyens du bord et l'aide de nombreuses personnes qui ont aimé cet endroit, en palette et terre-paille. Le potager a donné de belles tomates et la chèvre Gambette du lait qui m'a permis de faire un peu de fromage. Les poules, avant de disparaître, ont eut leur heure de gloire avec tant d'œufs que l'épicerie de la route des chicanes en recevait un plein panier chaque semaine à Pacques. De jeunes pousses d'arbres fruitiers ont été plantés, des boutures de vigne et de pommier ont été plantés avec amour. La permaculture a été lancée. Les premiers paniers sauvages ont été réalisés.

Précisons que ce lieu est sans eau courante et sans électricité. On essaie d'y vivre en harmonie avec la nature. Ce lieu magique m'a beaucoup inspirée.

Vous trouverez des photos, des textes et les différents événements qui y ont été organisés sur le site [ZAD ICI AUSSI](#) en provenance de la Boîte Noire aujourd'hui tristement disparue)

La Noé Bernard a pas mal accueilli les expulsés de l'ouest, et depuis fin de 2015, ma santé ne me permettant plus de vivre les hivers ici, j'ai essayé de passer la main à d'autres personnes avec qui je me sentais en accord et qui voulaient bien prendre soin du lieu et des animaux en mon absence.

Aujourd'hui j'ai 58 ans, c'est l'âge qu'aurait Abla (voir son témoignage) si elle était encore de ce monde.

J'ai passé les plus belles années de ma vie dans cet endroit. La ZAD a été pour moi une grande école. Une école politique qui m'a permis de trouver ma position par rapport à mes « camarades de lutte » et une école de la nature.

J'y ai réalisé un rêve d'enfant, construit ma cabane et mangé des plantes sauvages.

J'y ai écrit mes meilleurs textes et réalisé les ateliers du [Journal Intime Collectif](#) qui m'a semblé être complètement en accord avec l'esprit de la ZAD (description des espaces partagés).

Que se passe-t-il aujourd'hui à la Noé Bernard?

Je suis rentrée, fébrile, à l'idée que la cabane pouvait avoir été détruite.

Mais non; ô joie, elle a été ignorée par les bleus.

Depuis une semaine, l'activité est principalement le nettoyage, la souillure humaine s'est répandue un peu partout, et tentatives d'évacuation des 5 boucs qui ont été abandonnés par les dernières personnes qui ont habité le lieu.

Un petit début de jardin qui ne pourra grandir en présence des boucs.

Observation et bilan sur tout ce qu'il va falloir réparer et parfois reprendre à zéro.

Mais l'euphorie est bien là car il y a la possibilité de rester de façon pérenne.

Le projet que j'ai déposé n'est ni un projet commercial ni d'exploitation agricole rentable, ce n'est ni plus ni moins rien d'autre que la possibilité de continuer ce qui a déjà été fait. Un lieu de vie autonome pour 5 personnes valides et aimant la vie paysanne et des enfants, des handicapées et des personnes en fin de vie. Une maison de retraite intergénérationnelle et permacultureuse une maison pour ceux qui souhaitent se retirer. Une halte pour les nomades.

Intergénérationnelle où chacun aura sa place, sa participation à l'aune de ses forces et de ses possibilités. La transmission des savoirs pourra se faire enfin grâce au temps qui s'étire dans la permanence.

Une permaculture d'être humains de plantes sauvages et de plantes cultivée sans qu'aucune de nuisent aux autres. (voir la philosophie de [« Inuit à Personne »](#))

La permaculture ne nécessite pas de travaux de force (pas de laboure par exemple), au bout d'un moment le jardin se nourrit lui-même, on rajoute des couches, c'est un épandage permanent. Il n'y a toujours quelque chose à manger dans un tel jardin comme dans la nature, et on y peut travailler un peu tout le temps. Nous aurons des jeunes bras, des vieux bras, des jeunes cerveaux et des vieux cerveaux pour en prendre soin et s'entraider. Avec la nature nous nous nourrirons nous même.

La halte aux nomades nous donnera aussi la possibilité de voyager de jardin en jardin (concept de nomad gardening)

Ce n'est évidemment pas ce que j'ai écrit à la DDTM.

Mais voilà que tout cela s'écroule car j'apprends (par la DDTM) que d'autres projets ont été déposés sur la Noé Bernard. Par qui ? Pour quoi ? Je n'arrive pas à la savoir. Il y a seulement des hypothèses.

Une chose est sûre c'est que personne ne m'en a parlé..

J'en ai eu le souffle coupé.

Alors il y a une autre chose qui est sûre c'est que je ne lâcherai pas ce bout de ZAD, j'aimerais y passer le reste de mes printemps et de mes étés et, s'il le faut, je m'enchaînerais à ce chêne que j'ai eu la joie de voir pousser. J'aimerais ne pas avoir à en arriver à de telles extrémités, alors toutes celles qui se sentent concernées par cette situation qui aimeraient en parler, questionner, proposer et peut-être participer et/ou le soutenir ce projet de continuité dont la lettre (à la DDTM) sera lue publiquement.

sont invitées à un pique-nique Dimanche 6 mai à midi.

On pourra aussi, pour celles qui veulent, cueillir des fleurs d'aubépine (c'est magnifique et très bon pour les problèmes cardiovasculaires), aider au jardin ou au nettoyage bricolage après la sieste (apportez des couvertures et matelas si vous pouvez) si le temps le permet.

## Berlin (Allemagne): incendies en solidarité avec les occupant.e.s de la ZAD

*[En solidarité avec les personnes qui résistent sur la ZAD de Notre-Dame des Landes: Revendication de l'incendie de deux constructeurs de prisons notoires, dans la nuit du 23 au 24 avril à Berlin: un véhicule de SPIE et un autre de Vinci.]*



Contrairement aux projets d'isolement et de compétition comme fondement des modèles de sociétés occidentales, en France des ami.e.s et camarades se sont approprié une zone à Notre-Dame-des-Landes, sur laquelle ils et elles pratiquent la solidarité qui est au centre de l'organisation de leur vie commune.

L'Etat français voulait en fait construire un énième aéroport sur cette zone, qui devait être réalisé par la multinationale VINCI. En réaction à ce projet, nos camarades ont occupé la zone. Après l'abandon du méga-projet d'aéroport, une victoire semblait avoir été remportée dans un premier temps. Début avril, l'Etat français a pourtant lancé une attaque contre cette forme de vie en autogestion.

### VINCI

Durant la lutte contre le méga-projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes, VINCI a été très souvent la cible d'attaques en France mais aussi en Allemagne [1].

L'aéroport, qui a été officiellement annulé il y a peu de temps, aurait dû être réalisé par VINCI.

En tant que multinationale de plus de 100.000 employé.e.s avec son siège social basé à Rueil-Malmaison, Vinci gère notamment 33 aéroports et diverses autoroutes à travers le monde. Vinci s'est révélé être une des grosses entreprises pour s'occuper des infrastructures et du bon fonctionnement de la société en accord avec l'Etat. Les infrastructures publiques, en général et en particulier en France, représentent les intérêts commerciaux de VINCI et nous nous voyons contraint.e.s de les attaquer !

### SPIE

En France, la société SPIE est le gros concurrent de VINCI en matière de prestations de services. L'entreprise basée en France se confond avec sa filiale SPIE Nucléaire qui s'implique dans l'industrie nucléaire. En Allemagne, SPIE SAG est impliquée dans l'extraction de charbon et se vante de son partenariat de longue date avec RWE. Les outils pour l'extraction de lignite de RWE ont été transportés dans la forêt de Hambach [2] par SPIE.

En tant que spécialiste majeur en matière de logistiques d'infrastructures, SPIE a également été attaquée par des camarades par le passé [3] pour son implication dans des projets de construction de prisons.

**C'est pourquoi, dans la nuit du 23 au 24 avril, nous avons cramé une camionnette de VINCI et une autre de SPIE à Sevan-Kiez dans le quartier de Lichtenberg.**

*Kommando Sébastien Briat*

*Une action dans le cadre des [journées d'actions de Maisteine](#).*

NdT:

[1] On peut rappeler par exemple [l'incendie d'une excavatrice d'Eurovia \(Vinci\) dans la nuit du 17 juin 2016 à Berlin](#) ou encore l'incendie de deux véhicules utilitaires d'Actemium (filiale de Vinci Energies) [au petit matin du 20 mai 2017](#), attaque réalisée dans le cadre de l'agitation en amont du G20 à Hambourg. Ces deux attaques ont été dédiées à la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

[2] [Voir les articles sur la lutte contre l'extraction de charbon dans la forêt d'Hambach](#), en Rhénanie.

[3] [Comme à Berlin, une nuit de début octobre 2016...](#)

[Publié le 29 avril 2018 sur [Sans attendre demain](#). Traduit de [Chronik](#), 24 avril 2018.]

## **Lâche l'Appel, prend la pioche**

Critique anti-autoritaire sur la ZAD de NDDL et appel à rassemblement les 12 et 13 mai.

Compagnon.ne.s, copa.in.e.s, compas, complices, camarades, c'est le moment de faire face aux forces armées de l'état capitaliste, aux tenant.e.s de la régularisation et aux gouvernances auto-proclamées de l'intérieur. Partout nous subissons leur domination et leur dédain. Partout nous luttons pour qu'ielles ne dirigent pas nos vies.

Le 14 mai 2018 a été fixé par l'état comme date limite pour les occupant.e.s « illégaux.ales » ne souhaitant pas se régulariser pour quitter les lieux... Cela pose la question de ce qu'est une occupant.e « illégal.le » ? Et quels sont ces « lieux » ? Et vers où ces personnes sont censées aller ? La « zone » deviendrait elle un territoire d'accès contrôlé ? Qui y aura accès ? Qui donnera les autorisations ? Sur quelles bases ? Dans quelles limites géographiques ? Que cela implique t'il comme mesures de contrôle social ? Qu'advientra t'il des personnes jugées « illégales » ?

Une partie du mouvement contre l'aéroport et pour son monde a imposé sa vision au reste des occupant.e.s : si on est gentil.le, si on signe, si on barricade pas les boulevards de flics, si on acquiesce aux ordres de la police zationale et de ses zadiocrates, l'état nous laissera tranquille...

Après avoir vendu à prix libre la route des chicanes (RD281) et imposé par la force la destruction de Lama Fâché, le dépôt de fiches (non communiquées auparavant à l'ensemble du mouvement ni à l'ensemble des occupant.e.s) a été fait malgré les désaccords profonds sur cette stratégie grâce à une campagne de lobbying dans l'urgence (avec en arrière plan les risques réels de sanctions physiques en mode « coffre et coups de pression »).

Depuis des années déjà, les coups de forces et les prises de pouvoir gangrènent la vie sur la Zad. Longtemps, les anti-autoritaires ont rongé leur frein pour ne pas compromettre la lutte contre l'aéroport. Aujourd'hui, le temps

n'est plus à la compromission avec les franges « capitalist-friendly » ou hiérarchiques. L'aéroport est mort, vive les luttes !

Depuis la Zad, nous nous organisons pour lutter contre toutes les dominations et contre toutes les hiérarchies. Parce que nous ne tolérons pas que la Zad soit appropriée par des groupes qui imposent leurs vues à tou.te.s, s'approprient les moyens de production et cadennassent les organes de décisions politiques. Parce que la Zad est à tou.te.s, qu'elle se maintient grâce à la solidarité de tou.te.s, nous refusons sa gentrification.

Nous invitons tou.te.s les anti-autoritaires, les rebelles, les insurgé.e.s, les autonomes, les non-enfiché.e.s, les minorisé.e.s, les marginal.e.s, les cas sociaux, les loosers, les galérien.ne.s, les schlags à se retrouver sur la Zad de Notre Dame des Landes les 12 et 13 mai 2018 (si tu veux venir avant, welcome) pour organiser de façon horizontale les ripostes les plus imprévisibles aux attaques autoritaires, étatiques et capitalistes.

La peur n'évite pas le danger.

Nous sommes résolu.e.s à ne pas céder sous les menaces d'où qu'elles viennent. Évidemment tout est autogéré et nos résistances seront ce que nous en feront.

Venez avec vos idées, vos analyses, vos points de vue, vos divergences, vos ateliers, votre matos, vos cagoules...

Soyons incontrôlables.

PS : Les comportements sexistes, validistes, homophobes, et généralement tous les comportements « relous » et oppressifs n'ont rien à faire de ce côté de la barricade ; ils sont les instruments de nos oppressions !

## **Fouiller dans les ruines de ses souvenirs...**

### **Fouiller dans les ruines de ses souvenirs**

C'est un dimanche de printemps.

J'en ai vécu plein ici, mais aucun qui ressemble à ça. Aucun où je me balade dans la zone non-motorisée pour observer ce qui est mort sous les chenilles des bulldozers et non ce qui naît sous le soleil timide d'avril. Aucun où, ce que je cherche, c'est constater le désastre. Ce qui évoque la mort ou la non-vie.

Mes dimanches de printemps à la zad, même s'ils ressemblaient à peu près à tous les autres jours de printemps, c'était du concentré d'émerveillement saupoudré de graines de petites joies. J'ai appris à comprendre et aimer les changements de saisons en vivant dans cet endroit tellement particulier, tellement préservé des temporalités du capital. Ici on ne métro-boulot-dodotte pas. Alors on peut regarder autour de soi la nature qui change, pour s'imprégner du rythme du monde, de la terre.

Au lieu de courir après de l'argent qu'on n'aura jamais le temps de dépenser.

Je suis arrivée sur zone en plein printemps, il y a quatre ans tout juste. Depuis, j'ai appris à l'attendre, à l'anticiper, à le voir arriver. Les premières primevères dans les sous-bois, les digitales qui renaissent dans les talus, le retour des hirondelles qui réinvestissent leurs nids à l'intérieur de nos maisons. Maisons qui resteront, à partir de ce moment, ouvertes en permanence, pour leur permettre d'aller et venir. Dans la Grèce, elles se sont faites des nids dans la bibliothèque-sleeping l'année dernière. J'ai vécu ça comme un honneur, un privilège. Une

fenêtre a été cassée exprès et jamais réparée, pour les laisser rentrer. Cette année, elles sont revenues. Plus nombreuses, un nid s'est rajouté le long d'une poutre.

Le printemps est devenu ce qui me motivait à sortir de l'hiver, me faisait trépigner derrière les carreaux de la serre en attendant que le soleil se fixe finalement un peu dans le ciel et qu'il chauffe cette grosse bulle où je me mettais alors à préparer son arrivée : retourner la terre, faire des semis consciencieusement, la bonne profondeur, la bonne humidité. Passer des heures à trier ses graines, choisir les emplacements, anticiper les associations possibles. Dessiner des plans de jardin en réfléchissant non seulement à la place du végétal, mais aussi à quelques abris pour les pollinisateurs, les oiseaux. Ces moments m'ont fait du bien quand il a fallu faire le deuil d'une des habitantes de notre lieu. Ce sentiment profond d'avoir un rôle à jouer, parce que l'on aide à faire naître la vie. C'est là que j'ai trouvé la meilleure des résiliences.

Alors en ce dimanche de printemps, c'est une sacrée douleur d'aller se balader, sous le prétexte d'un jeu grandeur nature, pour constater le massacre.

Des ornières gigantesques, larges de plus d'un mètre parfois, profondes jusqu'au genou pour certaines. On peut deviner qu'ici, le bulldozer s'est embourbé, peut-être même plusieurs fois. Là, un bout de haie a disparu et à la place, le sol est strillé de crans parallèles, ceux des chenilles des machines. Le talus est presque complètement aplati. Les arbres qui poussaient là ont été arrachés du sol et entassés, plaies béantes, des deux côtés du boulevard qui ouvre maintenant le lieu.



Le champ de la Tour concentre une grande part de tristesse. Ici aussi, les machines se sont embourbées fort, ont saigné la couche d'humus jusqu'à l'argile en plusieurs endroits. En s'approchant de l'ancien lieu, les ornières deviennent encore plus larges et plus profondes. Au point de faire comme une mare au milieu du chemin, juste avant que la pente remonte vers les fruitiers. Décalage, entre la gorge serrée par les dégâts, causés par trop d'égos politiques et la beauté, simple et naïve, des fleurs de pruniers. Ils ont même rebouché le puits avec la terre de la petite maison aux murs ocre, sillonnée par quelques mosaïques et gorgée de lumière par toutes ses ouvertures et son toit en branches de noisetier. Le copain qui l'a construite aimait à dire que c'était pas compliqué, que ça prenait pas tant d'énergie, que lui son toit il le construisait petit à petit et que dans quelques mois, ce serait fini sans qu'il se soit fatigué.



Prendre le temps, toujours.

Je passe un peu de temps au Port, à digérer ce que je viens de voir et à faire mon rôle dans le jeu qui se trame autour de moi. Je n'y suis pas. Il pleut de plus en plus, ce qui impacte directement ma fonction au sein du jeu. Je m'agace, je perds patience. Quand les flics arrivent pas loin, je pense trouver une occasion de décharger un peu de ma frustration sur ceux qui perpétuent le carnage en acceptant ce genre de mission absurde : raser purement et simplement, sans distinction ou discernement, toute la vie de ce quartier. Absurde on vous dit. Mais je n'ai même pas le goût de les taquiner vraiment. Je fais intermédiaire et on les rappelle à la loi (ahah) en les menaçant s'ils détruisent une nouvelle cabane, alors que nous sommes en soit-disant période de trêve. Je sais bien qu'ils ne sont que les ouvriers dans cette histoire, mais ils n'en sont pas moins des humains avec un libre-arbitre qu'ils utilisent clairement à mauvais escient (ou qu'ils n'utilisent pas...). Un copain parmi nous demande en rigolant à la brigade si son frère GM ne serait pas dans le coin. Parce que oui, chez les GM, on tape aussi potentiellement sur sa famille si elle se retrouve de l'autre côté de la matraque. Parce que « quand on met le képi, on enlève le cerveau » (parole de flic).

Repas frugal, pas d'appétit, la pluie me glace plus que d'ordinaire, j'ai sommeil et envie de me cacher sous des couvertures en attendant la fin. La fin de tout ce cirque déconcertant. Je veux faire mes semis de printemps...

Nous nous accordons avec un ami pour rentrer vers l'Ouest, en faisant sur le chemin une dernière visite un peu sinistre : sa cabane à lui. Dans une petite forêt de pins et de bouleaux, en contrebas du Far West.

Flashback. Printemps 2017, le mois de mai où je visite pour la première fois cette cabane. Elle a une longue histoire qui date d'avant 2012. Des ami.es chère.s y ont vécu, puis d'autres, puis elle a été abandonnée, puis l'Ours l'a réparée, réinvestie, refaite vivre. Il y avait cette entrée minuscule par laquelle il fallait passer de côté, sans quoi les épaules bloquaient dans le chambranle, fait d'épais morceaux de bois. Le tout petit rez-de-chaussée et le tout petit étage, juste de quoi manger-à-deux/dormir-à-deux. Le nécessaire sans le superflu. Un poêle, une table haute, quelques bords enfoncés dans les murs en terre-paille pour planquer chocolat et muesli, ou autres trésors appréciés des rongeurs. Des odeurs de thé japonais et d'encens mélangés. À l'étage, sur plusieurs planches du bardage, des dessins et des phrases. Du lit, on voit la forêt au travers d'une grande fenêtre qui court tout le long du mur. On voit aussi une plateforme construite entre des arbres à quelques dizaines de mètres. Et comme on est en hauteur, on voit aussi les oiseaux, qui viennent se poser sur les branches voisines, ou sur un rebord de fenêtres. Comme l'impression de faire partie de ce paysage boisé. On pourrait aussi bien être un pic épeiche planqué dans son trou à quelques mètres de haut. Comme celui qui vivait tout proche, alors qu'ils ne s'approchent que rarement des habitats humains. À gauche du lit, une large et grande vitre laisse pleinement apprécier le spectacle de la forêt alentour, oiseaux, végétaux et insectes confondus.

En arrivant dans le bois, je marche dans les pas de l'Ours, parce que tous mes repères ont disparus. Je ne connais pas bien l'Est, c'est le seul endroit où je suis allée un peu plus souvent. J'ai peur de ne rien reconnaître, d'avoir perdu mon nord et de ne plus savoir situer. Mais contrairement à la plupart des autres lieux de l'Est, celui-là n'est pas encore déblayé et deux tas jonchent le sol moelleux tapi d'épines de pins. D'un côté la plateforme, de l'autre la cabane de l'Ours. On grimpe sur les décombres, on commence à fouiller les restes, un peu solennellement, un peu maladroitement. L'Ours, lui, était déjà revenu voir les restes de son chez lui, les ruines de ses souvenirs. Il y avait déjà pleuré son histoire ici, balayée d'un coup de pelleuse. Il slalome entre bastinges cassés et morceaux de passé. « Tu as vu, ils ont même démonté le plancher. Il y avait un trou à cet endroit là, ils ont dû croire qu'il y avait une mystérieuse trappe ! ». Il en rit un peu et replonge sous les restes de

cabane. Pour cacher les émotions et le paquet de nœuds dans la gorge, je prends des photos. C'est ma tâche, ma fonction, de retransmettre ce qui se voit aujourd'hui. Alors je fais ça. L'Ours me tend un de ses grands dessins, une majestueuse foumi à l'air défiant et intrigant. Je connais l'histoire de ce dessin, je me replonge dans mon objectif de faire des images pour ravalier la douleur.



Des miettes. De ces moments de vie, il ne reste que des miettes et des souvenirs. On retrouve pourtant quelques trésors, quelques livres et des cailloux qui ont de la valeur dans le cœur de mon ami. Je traîne autour des décombres, photographie le massacre sous tous les angles. Mon préféré restera celui-là :

Cette scène me remplit de mélancolie teintée de rage. Si seulement, ils comprenaient que ce n'est pas juste une histoire de trois palettes qu'on assemble pour se faire un abri de fortune. Que ce qu'ils détruisent, ce n'est pas qu'une affaire de constructions illégales. Que nos cabanes ce sont pas juste des caprices de gosses mais plutôt des rêves qu'on a enfouis parce qu'ils ne rentraient pas dans les cases du système, des rêves qu'on a pu faire renaître ici. Des rêves de vivre dans un grand ensemble, avec d'autres humains mais aussi d'autres espèces,

avec tout ce que le monde peut nous apprendre, sans les préjugés malsains que notre civilisation a apposés sur son environnement en se croyant supérieure. Entre autres.

On est reparti.es avec l'Ours, des larmes ont semblé vouloir sortir de mes yeux, mais au même moment trente personnes débarquaient derrière nous pour qu'on les aide à passer à l'Ouest. La réalité qui rattrape, à travers bois par les petits chemins, guetter le mouvement des flics, courir entre deux lignes bleues et s'enfoncer dans les champs qui abritent nos tentatives maladroités mais tellement belles, d'essayer d'exister et d'être, plutôt que d'avoir.